

1986 : Ils ont franchi « the picket line » !

(43 x 2, ou 68 à l'envers, pour les curistes)

Trois ans après la première « Marche pour l'égalité et contre le racisme » (fin 1983), le groupe Carte de séjour casse la chronique en reprenant Douce France, que Trenet interprétait en 1943 pour soutenir le moral des jeunes gens réquisitionnés pour le STO ! Lors d'une cérémonie en l'honneur du groupe (Hôtel de ville de Lyon), Rachid Taha déclare : « *Y aurait-il deux sortes d'Arabes ? Les gentils migrants qui contribuent à l'expression culturelle française – c'est-à-dire nous – qui mangent des petits fours dans les salons lambrissés des administrations, et les méchants immigrés qui se font tabasser parce qu'ils ne font qu'apporter leur force de travail à leur pays d'adoption ?* » – Une catastrophe nucléaire majeure se produit à Tchernobyl, centrale située à une centaine de kilomètres au nord de Kiev. Dans la nuit du 26 avril 1986, et dans les mois qui suivent, un million d'hommes, appelés « liquidateurs » sont lancés pour éteindre l'incendie et recouvrir les ruines d'un sarcophage. Ils combattent les radionucléides **avec des moyens de fortune**, leurs mains, des pelles et des jets d'eau. Des milliers sont morts ou sont condamnés. Des scientifiques soviétiques calculaient que si l'incendie n'était pas éteint le 8 mai, le combustible nucléaire en fusion percerait la dalle de béton, serait précipité dans le bassin de refroidissement et amorcerait une nouvelle explosion atomique 20 à 50 fois supérieure à celle d'Hiroshima. L'Europe serait devenu inhabitable. Le 6 mai, l'incendie est enfin maîtrisé par ces héros. Un film bouleversant, LE SACRIFICE (de Wladimir Tchertkoff et Emanuela Andreoli, Suisse 2003) leur rend hommage. Et, même si l'on annonce cette même année le clonage d'une brebis ou la mise en orbite de la station spatiale Mir [Ce laboratoire de recherche russe en micropesanteur a été détruit volontairement en 2001.] la **technologie capitaliste montre ses limites** avec l'explosion de la navette Challenger – après seulement 73 secondes de vol en direct sur CNN – et l'énorme pollution du Rhin suite à l'incendie de l'usine pharmaceutique Sandoz (Suisse). – Les espions de la DGSE Mafart et Prieur, condamnés à 10 ans de prison pour l'homicide « involontaire » du militant de Greenpeace Fernando Pereira, sont transférés - après négociation entre États français et néo-zélandais – sur l'atoll de Hao (Polynésie française) et affectés à des tâches administratives. – Trois conflits s'éternisent : les guerres du Liban (1975/ 1990, puis 2006) ; la guerre Iran-Irak (1980/ 1988) et l'intervention de l'URSS en Afghanistan (1979/ 1989). C'est l'époque où le modéré Ahmed Massoud (1953-2001) peut rencontrer dans les rues de Peshawar [Peshawar, ville d'environ deux millions d'habitants située dans le nord du Pakistan, à l'extrémité orientale de la passe de Khyber - l'un des passages les plus importants direction Kaboul, à environ 1 070 m d'altitude. C'était la base arrière d'une myriade de

maquisards afghans, financés par les USA et l'Arabie Saoudite.] le rigoriste saoudien Oussama Ben Laden (1957-2011). Emportés par leur logique impérialiste, les USA consolident le pouvoir des services secrets pakistanais et offrent de redoutables missiles portables Stinger, capables d'atteindre tout aéronef à 5 000 mètres d'altitude. Les Soviétiques perdent leur maîtrise du ciel et Gorbatchev, nouveau secrétaire général du PC d'Union Soviétique, veut retirer ses troupes. Avec le cynisme du caïd, la CIA promet de continuer à « lutter contre les Soviétiques jusqu'au dernier Afghan » [COOLEY]. – Les militants pour les droits de l'homme et les libertés civiles Elena Bonner et Andreï Sakharov (père de la bombe H soviétique) sont autorisés à rentrer de leur exil intérieur à Gorki. On annonce aussi la libération de prisonniers politiques polonais. – « Caso Quemados », l'affaire des brûlés fut un sombre épisode qui s'est produit début juillet à Santiago du Chili, dans le contexte d'une grève nationale contre la dictature d'Augusto Pinochet. Ce jour-là, un groupe de militaires intercepte deux jeunes opposants : l'étudiante Carmen Gloria Quintana et le photographe Rodrigo Rojas De Negri. Ils les frappent violemment, les arrosent d'essence et les brûlent vifs, puis les abandonnent dans un terrain vague. Ce drame déclenche une série de manifestations contre le régime, tant à l'intérieur du Chili qu'à l'extérieur, notamment aux USA, où Rodrigo Rojas résidait [« Chili : l'affaire de l'étudiant brûlé vif. », *Le Monde*, 25 juillet 1986] – Fin juillet, les duellistes Karpov et Kasparov se rencontrent à Londres [GIFFARD]. – La « bataille de Ryesgade » désigne une série de combats de rue (mi-septembre), à Copenhague. Faisant face à un ultimatum ordonnant leur départ d'un squat, les occupants préfèrent fortifier les rues alentour. Un des activistes expliqua : « *Il n'est pas suffisant de parler. L'amour est une bataille. Nous luttons contre le mal-logement et la gentrification, mais aussi contre les Etats-Unis, l'Afrique du Sud et le capitalisme pour montrer notre solidarité. Certains d'entre nous ont été travailler au Nicaragua. Maintenant, la bataille est ici* ». Neuf jours durant, la police va chercher à les déloger. Désordres et émeutes atteignirent une magnitude jamais vue au Danemark. Face aux menaces d'intervention de la police armée de fusils mitrailleurs et de bulldozers pour détruire les barricades, les activistes parviennent à se disperser sans être interpellés [KATSIAFICAS George, *The Subversion of Politics - European Autonomous Social Movements and the Decolonization of Everyday Life*, AK Press, New edition 2007, page 185 ; voir aussi la page en anglais de WIKI « en.wikipedia.org/wiki/Battle_of_Ryesgade?oldid=479810680 »]. – La Haute Cour britannique rend à NUM (National Union of Mineworkers, syndicat des mineurs depuis 1944) le contrôle de ses fonds, après des excuses écrites de son dirigeant Artur Scargill. La longue grève des mineurs [SIMON, GOUIFFES], qui aura duré 51 semaines (12 mars 1984 au 5 mars 1985), est une terrible défaite pour tout le mouvement ouvrier anglais. - Le gouvernement Mitterand/ Chirac – de première cohabitation, mars 1986/ mai 88 – se désengage suite au vote de la loi de privatisation. Saint-Gobain, l'un des fleurons industriels du pays, ouvre le bal. Plus de 8 milliards de francs rentrent dans les caisses

de l'État. Suivent TF1 (4,4 milliards de francs), la BNP (12,8 milliards de francs), la Société Générale (17,2 milliards de francs) ou encore Suez (14,9 milliards de francs). – Début septembre, quatre pirates de l'air du groupe Abou Nidal s'emparent d'un Boeing 747 de la Pan Am à Karachi ; l'armée pakistanaise donne l'assaut : 43 morts, une centaine de blessés. – Le 17 novembre, Action directe liquide le PDG de Renault Georges Besse : « *Ce patron avait été nommé pour écraser la résistance dans cette citadelle* [Billancourt, définitivement fermée en mars 1992. Cf. Hélène Jantzen et Paul Smith, *Un site, une usine - Renault à Boulogne-Billancourt*, Mission d'Études pour le site de Billancourt/DRAC Ile-de-France 1992 ; « Les « Dix » de Renault-Billancourt. Les enjeux d'une mobilisation d'appareil, juillet 1986-décembre 1989 », article de Virginie Linhart de 1992 ; revue GéoHistoire, *La France des Trente Glorieuses*, février/mars 2012, pages 42/ 45 « L'âge d'or de Renault Billancourt ».] *ouvrière ... La diabolisation d'AD fut l'occasion de rompre le cycle de luttes entamé en Mai 1968 ... Rosa Luxemburg attribue la résolution de cette aporie à Lénine : « La voie n'est pas de la majorité à la tactique révolutionnaire, mais de la tactique révolutionnaire à la majorité »* [ROUILLAN pages 326, 340, 344]. – A partir du 22 novembre, manifestations et grèves lycéennes et étudiantes contre le projet Devaquet de réforme de l'enseignement supérieur. Le 10 décembre ont lieu **d'imposantes manifestations en hommage à Malik Oussekiné**. À la suite de ces rassemblements, et des tentatives d'unir le mouvement étudiant et lycéen au mouvement social, Chirac annonce le 8 décembre le retrait du projet de loi, et la démission d'Alain Devaquet. – La grève la plus dure qu'ait connue la SNCF, en dehors de 1968, dure 29 jours, du 18 décembre au 15 janvier. On y voit la montée de militants « gauchistes » (LO, LCR, UTCL) dans le **secteur nationalisé** : « *Du mouvement cheminot de décembre 1986-janvier 1987, on ne retient souvent que l'apparition des coordinations nationales* [DENIS]. *Quitte à oublier le rôle crucial du travail de terrain en amont, et l'avènement des AG souveraines. Si la grève de 1995 a existé, c'est parce que le mouvement de 1986-1987 l'a préparé, à travers tout ce qu'il a porté et s'est retrouvé au cœur du mouvement social durant la décennie qui suit.* » [<http://www.alternativelibertaire.org/?Decembre-1986-Janvier-1987-La-plus>]. En Italie apparaissent aussi (grève d'enseignants et de cheminots) des « cobas » ou comités de lutte indépendants [Les Cobas (Comités de Base) en Italie au cours des années quatre-vingt : naissance d'un phénomène, de Rodolphe Pauvert, Cahiers d'Études italiennes 2012, in <https://journals.openedition.org/cei/382>]. Par leur détermination et surtout leur méfiance assumée à l'égard des syndicats, ces luttes sont importantes mais pas décisives. Elles concernent peu de pays et sont quasi-exclusivement le fait de fonctionnaires dont l'emploi est encore protégé. Ces affirmations sont malheureusement corporatistes car isolés de la majorité des travailleurs du secteur privé paralysés par la trique du chômage. Elles ressemblent à l'oasis dans le désert d'un mouvement général de recul [NOUS] face aux attaques tout azimut. – Adhésion de l'Espagne et du Portugal à la CEE, qui passe ainsi à 12 membres.

Un Acte unique européen est signé qui fixe de grandes orientations comme, par exemple, le projet d'union monétaire. – Fin de la « Parenthèse enchantée », nom donné à la très courte période dans l'histoire de l'Humanité, de « libération sexuelle » très occidentale, située entre l'apparition de la pilule contraceptive et celle du SIDA. Cette maladie est sans doute plus ancienne, mais des appareils sophistiqués permettent de repérer ce rétrovirus : « *Ce germe diabolique, malin dans tous les sens du mot, dérègle d'abord les défenses immunitaires de l'organisme, désorganise sa police interne puis perturbe par ricochet les relations sexuelles et, enfin, envenime les rapports sociaux d'une manière inédite ...* » [GRMEK] – En décembre, le gouvernement argentin, qui se débat dans les difficultés économiques, vote une loi qui fixe un délai de deux mois pour l'enregistrement des plaintes contre les exactions commises entre 1976 et 1983 (Ley de Punto Final). Cette mesure a pour conséquence directe de contraindre la justice à se concentrer sur les cas les plus importants, à accélérer les procédures. Plus de 400 militaires et policiers sont inculpés de manière expéditive, ce qui provoque la fureur de l'armée [BERCIS]. – En Haïti, l'autocrate sanguinaire Jean-Claude Duvalier, dit « Baby Doc », est contraint au départ. Une brève période de « démocratie » s'installe. – Décès de l'humoriste Coluche (dont le premier « Resto du Cœur » ouvre en décembre 1985), du chansonnier Thierry Le Luron et de la philosophe féministe Simone de Beauvoir. – Le docteur Jean-Pierre WILLEM crée (1987) Médecins aux pieds nus (MAPN) ; Denis Mukwege et Guy-Bernard CADIERE commencent leur épopée [MUKWEGE] ; et Sergey ZIMOV, avec des moyens de fortune, débute la restauration de la steppe pour lutter contre la **fonte du permafrost sibérien* !**

Les armes déposées entre 1944 et 1949 – voire retournées contre leurs frères vietnamiens -, par les résistants sont ramassées en Occident et en Amérique Latine par des minorités fin des années 1960**. Mais cette fois la fusion, à l'exemple du 19 juillet 1936 [GUILLAMON, MYRTILLE, PAZ], entre groupes de combat « extra-parlementaires » et majorité prolétarienne « réformiste » ne se réalisera pas. Même si le véritable basculement est antérieur, l'agonie des forces et des formes révolutionnaires est palpable en ces années 1980.

Une fraction de la jeunesse éclairée passe de « Staline à Stallone », du militantisme lycéen au pouvoir ensorceleur de Républiques éternelles [CUSSET, HOCQUENGHEM]. Ces défroqués sont accompagnés de renégats. L'Etat italien (1982) « prend l'initiative de créer la figure juridique du « repentant » qui, en échange d'informations sur son organisation, voit sa peine fortement réduite voire « oubliée ». C'est ainsi que la colonne génoise des BR tombe après les confessions d'un dirigeant de Turin ... » [SOMMIER 128]. En France, la reconversion de certains leaders, les recompositions syndicales (CFDT) et partidaires (le PSU rejoint le PS ; le PCF, qui représentait en 1946 25% de l'électorat décline lentement mais sûrement à l'image de sa maison-mère ; les maoïstes disparaissent, comme le PCInt*** en 1982) rejettent de la confusion. Alors qu'en

GB, c'est Thatcher qui brise les reins du mouvement ouvrier, c'est la gauche hexagonale qui effectue « le sale boulot » (dixit Fabius, premier ministre) en liquidant la sidérurgie lorraine. La montée du chômage et l'échec des luttes face aux restructurations industrielles amplifient encore le désarroi de la base prolétarienne et conduisent à privilégier l'option électoraliste. Le champ théorique est, en outre, occupé par l'anti-marxisme, l'anti-tiermondisme qui s'est engouffré derrière Soljenitsyne (*L'Archipel du Goulag* publié en France en 1974) et l'effroi des crimes Kmers rouges, soutenus jusqu'au bout par les USA et la Chine. Ces courants réactionnaires sont en phase avec le puissant mouvement de concentration capitaliste, dans une curée de requins dévorant les cadavres de faillites et le sang d'OPA stimulées par une nouvelle frénésie spéculative [ROELANDTS]. Alors que l'URSS se délite, les USA deviennent le pays le plus endetté au monde en poursuivant un réarmement massif dit de « guerre des étoiles ». Une décomposition voire une translation vers le Pacifique est en marche sous pression économique [VIDAL-NAQUET, GROSSER] et politique. Enfin, la technologie du transistor, l'abondance de crédit (sa voiture sur 5 ans, sa maison sur 30 ans), la démultiplication du transport (semi-remorques, porte-containers) au long cours vont amener à une « démocratisation du confort » dans les pays de la Triade (USA + Europe + Japon). Ce relatif bien-être *domestique* (écran TV, frigo, lave-linge) va contribuer à éroder les rapports sociaux****. Les collectifs (villageois, de quartiers, culturels ou de classe) sont peu à peu grignotés dans ces années 80. La course aux profits, la poursuite de l'accumulation exigeant que les individus soient transformés en **consommateurs insatiables** [DAUMAS] et que les prolétaires soient toujours **citrons pressurés*******.

* « Tout ce qui est fait n'est plus à faire ! ». Ce proverbe est, pour moi, dramatiquement présent. Car les problèmes non résolus s'accumulent – le système raisonnant profit et court terme – et le bousier « Humanité » pousse aujourd'hui un énorme caca (écologique, impérialiste, anthropologique) qui enfle sans cesse ! La réalité, la vérité des faits est toujours à l'offensive, nous rattrape sans cesse tel le boomerang l'aborigène. La nier, ne pas l'exprimer clairement, ne pas retrousser ses manches, c'est se condamner à payer les pots cassés voire à trouver le jour d'après le chaos vérolé devant sa porte ...

** Bien entendu, nous évoquerons la délicate question des « luttes de libération nationale », de la décolonisation, du combat « anti-impérialiste » et anti-Étatique, des résistances paysannes, en bricolant prochainement l'année 1956 !

*** En ce qui concerne le PCInt (Parti Communiste International), on consultera *Histoire critique de l'ultragauche – Trajectoire d'une balle dans le pied*, Senonevero 2009 ; LALBAT Benjamin, *Les bordiguistes sans Bordiga – Contribution à une histoire des héritiers de la Gauche communiste italienne en*

France. *Des racines de Mai 68 à l'explosion du PCI (1967-1982)*, Université d'Aix-Marseille, master 2, septembre 2014 ; SOUYRI Pierre, *Le Marxisme après Marx*, Smolny 2020 (voir la postface de Mylène Gaulard) ; et la collecte acharnée, pugnace et lucide réalisée par le site « **Fragments d'Histoire de la gauche radicale** » - www.archivesautonomies.org : « Le Parti Communiste International est né en 1952 d'une scission au sein du *Partito Comunista Internazionale*. Ce dernier s'était constitué en Italie dans la clandestinité en 1943, pendant la seconde guerre mondiale, sous l'impulsion de militants de la "Gauche Communiste", le courant qui avait été à l'origine du Parti Communiste d'Italie et qui l'avait dirigé de 1921 à 1923 au milieu de désaccords croissants avec la direction de l'Internationale Communiste (IC). [...] Mais au début des années 80, le parti entra dans une profonde crise qui fit voler en éclats sa structure internationale ; beaucoup de militants attribuaient à des insuffisances politiques, théoriques ou programmatiques, le piétinement de son développement ou son recul, sans voir qu'il était provoqué par un tournant de la situation mondiale : un moment bousculée par la crise économique générale, la bourgeoisie avait réussi à reprendre solidement le contrôle de la situation, écrasant les agitations ouvrières en Pologne ou en Iran, infligeant aux prolétaires des pays impérialistes désarmés par la collaboration des classes, l'accroissement de leur exploitation. Les militants qui, aveuglés par leurs illusions sur la proximité de l'ouverture d'une période révolutionnaire, crurent trouver le remède aux difficultés rencontrées par une révision plus ou moins grande du programme du parti, se dispersèrent rapidement ; seul *El Oumami* se maintint pendant 3 ou 4 ans. Pour les autres, commença le travail de reconstitution de l'organisation en ligne avec les positions classiques du PCI, mais sur la base d'un bilan des insuffisances et des erreurs commises dans différents domaines qui avaient permis l'éclatement de la crise ... »

**** La malbouffe (sucre, sel et graisse en quantité industrielle), la pollution chimique (perturbateurs endocriniens, drogues de synthèse, résidus plastiques ou métalliques et autres pesticides) et la dictature de l'image (écrans et jeux de plus en plus sophistiqués) attaquent nos corps et nos cerveaux. Ne pas hésiter à consulter DEMEINEX Barbara, *Cocktail toxique – Comment les perturbateurs endocriniens empoisonnent notre cerveau*, Odile Jacob 2017 [voir aussi le **documentaire** « *Demain, tous crétiens* » (56 min) de Sylvie Gilman et Thierry de Lestrade, YUZU Productions/ Arte/ CNRS Images] ; et les changements addictifs opérés depuis la crise passagère début 1980 par les fabricants de consoles vidéo (Mattel, Sega, Nintendo) et de logiciels - *Culte ! Jeux vidéo : le dixième art*, documentaire de Daniel Ablin, Serge July et Antoine de Gaudemar, Folamour/ France Télévisions 2014 ; Harold Goldberg, *AYBABTU*, Allia 2013 ...

**** L'oxymore « consommateurs insatiables ET prolétaires pressurés » est paranoïaque. Ce sont aujourd'hui souvent ces mêmes travailleurs/ acheteurs « invisibles » qui subissent la précarité des conditions de vie et de travail.

L'importance des « délocalisations », démantelant d'anciens secteurs combatifs (sidérurgistes, mineurs, dockers anglais ou polonais) a fourni, au moins, un triple avantage aux classes dominantes occidentales. D'abord, défaites successives et montée du chômage vont miner puis éparpiller la conscience de classe. Ensuite, la parcellisation des tâches dans « l'Usine mondiale » va invisibiliser l'exploitation, réduire à moyen terme (?) les possibilités de luttes internationales. Enfin, extraction des matières premières et fabrication à l'autre bout du monde dégradent non seulement la santé de millions d'esclaves salariés mais détruisent – ailleurs donc, pas devant notre porte, même si l'air et l'eau ne connaissent pas de frontières – l'environnement de ces pays miniers ou ateliers (Cf. le chapitre 6 « Que vivent les innombrables travailleurs concourant à cette explosion du « progrès » qui ne leur apporte souvent que misère et mort » de la brochure **Progrès et barbarie – Terres rares, lithium, cobalt : l'innovation capitaliste tue, Echanges et mouvement** 2018).

Et, malheureusement, il n'existe pas de lien automatique entre précarisation des conditions de vie et de travail et vigueur de la lutte. Car, au milieu se situe le combat « culturel » (forme de travail plus atomisées ou plus « robotisées » ; perte des traditions ouvrières et de boussoles programmatiques ; défaite de la 1^{er} puis de la seconde vague prolétarienne ...) mené en permanence par la classe dominante ...

NOTES :

Margaret Thatcher : *Le premier cas de vache folle en Angleterre* (Tomi Ungerer, illustrateur pour enfants).

Ronald Reagan : *Ce qui nous est arrivé est notre faute à tous. Si nous avions su donner du travail à ce mauvais acteur, il ne se serait jamais lancé en politique* [Otto Preminger (1905-1986), cinéaste] ... Deux citations tirées de l'anthologie d'Arnaud Hofmarcher, *Le plus drôle de l'humour de Coluche à Jean Yanne* (Le cherche midi 2008) ;

« ... Le succès de Reagan, c'est d'abord une méthode. Pour faire passer son message, il s'en tient à deux thèmes : puissance économique à l'intérieur, puissance militaire à l'extérieur. Après avoir dessiné la « grande image », il laisse à ses mi-

nistres le soin de trouver les meilleurs moyens pour atteindre l'objectif fixé [...] Reagan est finalement un personnage complexe. Le « vieux » le plus âgé des présidents américains qui a donné à son pays une deuxième jeunesse. Un nostalgique de la gloire des États-Unis de 1945 qui veut reprendre les formules des années 40 pour préparer les succès de l'an 2000. Pour Reagan, comme l'écrivait le magazine *Time*, « le passé de l'Amérique a toujours été son avenir ». Et pourquoi pas ? » (LAMBROSCHINI Claude, « *Ronald Reagan, le vieil homme qui avait rajeuni l'Amérique* », *Le Figaro* 7 juin 2004, p. 6) ; Voir aussi quelques discours (Indira Gandhi, Reagan, Gorbatchev, Chirac, Thomas Sankara ...), de 1985 à 1987, par exemple « l'incident de Tchernobyl », sur le site « Perspective monde – Outil pédagogique des grandes tendances mondiales » de l'Université de Sherbrooke du Québec (<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/BMEncyclopedie>). Cette encyclopédie commence sur la date 1945 et propose aussi de nombreuses données statistiques ! ;

« ... Les exemples les plus spectaculaires de prudence dictée par les considérations intérieures ont été d'une part la décision de Ronald Reagan, peu de temps après son arrivée au pouvoir, de lever l'embargo sur les ventes de céréales à l'Union soviétique (décision suivie, en 1984, par la signature d'un contrat qui a fait des États-Unis – comme l'ont remarqué certains commentateurs américains – le grenier à blé de l'empire du mal) et d'autre part la façon dont les USA ont retiré leur contingent du Liban au début de 1984. Dans le premier cas, il s'agissait de s'assurer des voix des agriculteurs du Middle West que Reagan a continué de favoriser pendant la campagne électorale ; dans le second cas, il s'agissait de tenir compte de l'hostilité foncière du public à l'égard d'engagements meurtriers dans des affaires où l'intérêt des États-Unis était loin d'être évident ... » (in « La politique étrangère du président Reagan : le verbe et l'action », article de Stanley HOFFMANN, *Politique étrangère 1984*, sur le site https://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1984_num_49_4_3410)

►► Carte de séjour, formé en 1980 par Rachid Taha (1958-2018), Djamel Dif, Mokhtar Amini, Mohamed Amini, et Jérôme Savy (qui remplace Éric Vacquer en 1982), est originaire de Lyon. De par son histoire, son style musical et son nom, ce groupe participe à l'émergence en France sur le plan artistique de la communauté française d'origine Maghrébine de seconde génération, notamment avec la reprise d'une chanson de Charles Trenet. Le premier enregistrement de Douce France a lieu à Strasbourg, sur la demande des producteurs de l'émission « *Potins, collages, rustines* » (*FR3 Alsace*). Ce punk rock arabe est la rencontre entre Oum Kalsoum, The Clash (dont Taha revendique ouvertement l'héritage) et des rythmes gnawi, raï, chaâbi [Voir notamment l'excellent article de Philippe Hanus, « *Vous avez dit rock arabe ? Retour sur la trajectoire du groupe Carte de*

séjour (1980-1989) » dans *L'Année du Maghreb*, n° 14, 28 juin 2016, pages 43/56, sur « <https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.2650> ».].

► GROSSER Pierre, *L'histoire du monde se fait en Asie – Une autre vision du XXe siècle*, Odile Jacob 2017 : « Alors même qu'après une guerre terrible contre le Japon, le Pacifique semblait pouvoir devenir un « lac américain », les Etats-Unis avaient mené des guerres en Corée puis dans la péninsule indochinoise sans comprendre vraiment ces sociétés, ni surtout leurs adversaires communistes, qu'ils fussent chinois, coréens ou vietnamiens. [...] Or, dans les années 1980, l'Asie est devenue un rêve. D'une part, elle paraît avoir inventé un nouveau modèle de développement reproductible, du Japon aux nouveaux pays industriels (Corée du Sud et Taïwan notamment), puis aux « bébés tigres » (Thaïlande, Malaisie, Indonésie). Les premiers pèsent 8% du PNB mondial, contre 1% vingt ans plus tôt. La gauche, longtemps critique à l'égard de ces pays dictatoriaux et anticommunistes, clients des USA et adeptes de l'exploitation à outrance des travailleurs dans des usines-tournevis tournées vers l'export, salue désormais leur utilisation de la puissance étatique et d'un protectionnisme sélectif au milieu de la vague néolibérale. [...] Alors que Reagan, ancien gouverneur de Californie, occupe la Maison Blanche, il n'est question à partir de 1985 que du futur « siècle du Pacifique ». Le commerce américain vers l'Asie dépasse désormais celui avec l'Europe, et les USA exportent autant vers la Thaïlande que vers l'Union soviétique. Les Asiatiques sont désormais considérés comme une minorité « modèle » ; s'il est question de « péril jaune », c'est parce qu'ils trustent les doctorats scientifiques sur la côte Ouest et non plus les emplois sous-qualifiés comme un siècle plus tôt – si ce n'est dans le petit commerce, ce qui conduit aux émeutes anti-coréennes de Los Angeles en 1992. [...] En 1986, les USA s'étaient déjà affolés d'un « Pearl Harbor des semi-conducteurs », parachevant le succès des Japonais dans le secteur électronique. [...] Le véritable échiquier de la puissance ne serait plus militaire mais économique, et le petit Singapour serait le symbole du XXIe siècle, alors que l'immense et rigide Union soviétique est incapable de s'adapter au monde nouveau ... » (pages 529/ 532 ; voir aussi les chapitres « La vague révolutionnaire qui vient d'Asie » et « Le grand tournant de 1978-1979 » ; voir enfin les nombreuses références, surtout anglo-saxonnes, en bibliographie) ;

LEMARCHAND Philippe (collectif), *Atlas des États-Unis : les paradoxes de la puissance*, Éd. Atlande 1998 ;

VIDAL-NAQUET Pierre (Collectif), *Atlas historique – Histoire de l'Humanité*, Hachette 1987 : « En 1945, le Pacifique, seule région du monde à avoir subi le

feu nucléaire, devient un océan américain, protégé par la plus formidable flotte et les plus gigantesques bases militaires de l'histoire. [...] **Dès les années 1950, d'impressionnants déplacements de la dynamique du monde s'opèrent vers le Pacifique Nord.** Leur ressort initial réside dans les bouleversements de la structure politique et sociale des pays de la région : création de nouveaux Etats indépendants, réforme constitutionnelle au Japon, réformes agraires au Japon, en Corée du Sud, à Taïwan, action des organismes internationaux en faveur de la « révolution verte » en Asie du Sud-Est. [...] En 1980, pour la première fois, les échanges des USA avec la zone du Pacifique (117,6 milliards \$) dépassent ceux avec l'Europe occidentale (115,9 milliards \$). Ce transfert a commencé par le glissement du centre de gravité du capitalisme américain pendant la Seconde Guerre mondiale vers les Etats de la côte Ouest. Il s'est poursuivi par la prodigieuse expansion économique du Japon à partir des années 1960, par l'extraordinaire décollage des quatre Nouveaux Pays Industriels (NPI) d'Asie – la Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong et Singapour – et par l'industrialisation plus lente et plus aléatoire de la Thaïlande, de la Malaisie, de l'Indonésie et des Philippines. Entre 1973 et 1981, la croissance de ces « pays-ateliers » et du Japon a battu tous les records historiques, avec un taux annuel moyen de 8% (Amérique du Nord 2,7 %, CEE 1,9 %). [...] La troisième révolution industrielle aura été la première à ne pas avoir trouvé son origine dans l'Europe atlantique. Le méridien de Greenwich a cessé d'être l'axe du monde ... » (page 296) ;

« En octobre 1984, le Congrès des Etats-Unis adopte l'amendement Boland, qui interdit de « *soutenir, directement ou indirectement, les opérations militaires ou paramilitaires menées au Nicaragua* ». Les responsables du Conseil national de sécurité — en particulier le directeur de la Central Intelligence Agency (CIA), William Casey, et le conseiller national à la sécurité Robert McFarlane — s'efforcent de contourner la décision pour aider les « contras » qui s'opposent aux sandinistes, arrivés au pouvoir en 1979. On est alors en pleine « seconde guerre froide » entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, lesquels s'affrontent indirectement en Afghanistan, en Angola et au Nicaragua. Un des moyens imaginés est de vendre secrètement à Téhéran des armes dont le profit irait aux contre-révolutionnaires nicaraguayens. Ce projet rejoint la stratégie de ceux qui, au sein de l'administration américaine, continuent de considérer l'Iran, malgré la révolution khomeiniste, comme un allié potentiel pour les Etats-Unis. Ils se tournent alors vers Israël. Lié aux dictatures centre-américaines, Tel-Aviv aide déjà les « contras » et a maintenu des contacts avec Téhéran. Il considère en effet l'Irak comme l'ennemi principal dans la guerre déclenchée par Bagdad contre son voisin en 1980, et qui durera jusqu'en 1988. Par le canal israélien, deux livraisons d'armes américaines à l'Iran ont lieu en 1985. L'année suivante, les Etats-Unis les prennent en charge eux-mêmes. Le lieutenant-colonel Oliver North, membre du Conseil national de sécurité, conduira

l'une d'elles, se rendant dans la capitale iranienne, fin mai 1986, avec... une bible dédicacée par le président Ronald Reagan en personne. Mais ce dernier, empêtré dans ses dénégations et ses « oublis », préfère bientôt arrêter les frais : le scandale de l'Irangate a éclaté au grand jour. Il prend ce nom par assimilation au Watergate, qui coûta sa présidence à Richard Nixon en 1974. Début octobre 1986, un avion américain bourré de matériel destiné aux « contras » s'écrase au Nicaragua. L'un des pilotes survit et, récupéré par l'armée sandiniste, vend la mèche. Le 3 novembre, l'hebdomadaire libanais prosyrien *Al-Shiraa* dévoile toute l'affaire. Si bien que, le 25 novembre 1986, Reagan, dans une conférence de presse télévisée — après avoir assuré qu'il n'était « *pas complètement informé de la nature des activités entreprises en connexion avec cette initiative* » vers l'Iran — doit annoncer qu'il relève de leurs fonctions les officiels impliqués. La commission Tower est chargée de faire toute la lumière sur l'Irangate. De ses mois d'auditions et de son rapport, il ne sortira pas grand-chose. Preuve que les temps changent : alors que ce qui n'était au départ qu'un médiocre cambriolage avait valu son fauteuil présidentiel à Nixon, Reagan sort quasiment indemne de cette extraordinaire accumulation de forfaitures. Compromis lui aussi, le vice-président George H. W. Bush n'en sera pas moins brillamment élu en novembre 1988 à la présidence des Etats-Unis. » (GRESH Alain et VIDAL Dominique, article du Monde Diplomatique de mars 2015) ;

►► ALEKSIEVITCH Svetlana (née en 1948), *La Supplication - Tchernobyl, chroniques du monde après l'apocalypse*, Lattès 1999 ; *La guerre n'a pas un visage de femme*, Presses de la Renaissance 2004 ; *Les Cercueils de zinc*, Christian Bourgois 1991 : « Alors, Vova, tu ne sais pas ce que fais ton papa ? - Avant, il était pilote, maintenant il travaille comme fasciste en Afghanistan ... (un écolier russe) ». « J'ai vu qu'en une seconde il pouvait ne plus rien rester d'un homme, comme s'il n'avait jamais existé. On expédiait un uniforme vide dans un cercueil qu'on lestait de terre étrangère pour faire le poids ... (un soldat grenadier). » ;

ARMEL ATTENOUKON Serge, *L'Afrique, poubelle de l'Occident ?*, l'Harmattan 2009 ;

BARRILLOT Bruno, *Audit atomique. Le coût de l'arsenal nucléaire français, 1945-2010*, CDRPC 1999 ;

BELBEOCH Bella et Roger, *Tchernobyl, une catastrophe*, Allia 2012 : « Pour les responsables français l'essentiel était de minimiser l'impact de l'accident. Le territoire français devait à tout prix être protégé des retombées radioactives. Le communiqué de presse du 6 mai 1986 du ministère de l'Agriculture indique : « Le territoire français, en raison de son éloignement, a été totalement épargné par les retombées de radionucléides consécutives à l'accident de la centrale de Tchernobyl. » Quand la distance ne fut plus suffisante, c'est un anticyclone providentiel qui protégea la France et bloqua le nuage radioactif aux frontières. Les communiqués quotidiens du SCPRI sont intéressants à suivre : la situation est tout à fait normale et, au bout de quelques jours, redevient normale sans avoir traversé de phase anormale. » ;

BILLAUD Pierre, *La grande aventure du nucléaire militaire français – Des acteurs témoignent*, L'Harmattan 2017 ;

CHEVALIER Jean-Marie, *Les grandes batailles de l'énergie - Petit traité d'une économie violente*, Gallimard 2004 ; *Les 100 mots de l'énergie*, Que sais-je ? 2008 ;

CISSE Oumar, *L'argent des déchets - L'économie informelle à Dakar*, Kartala 2007 ;

COURMONT Barthélémy, *Pourquoi Hiroshima ? - La décision d'utiliser la bombe atomique*, L'Harmattan 2007 ;

Collectif « La rotonde », *Golfech, le nucléaire – Implantation et résistances*, CRAS 1999 [Merci au CRAS pour cette compilation riche et éclairée.] : « Sachant que le chalutier Rainbow Warrior appartenant à Greenpeace doit prendre la tête d'une expédition de protestation contre les essais nucléaires français sur l'atoll de Mururoa (Polynésie française), le ministère de la Défense sous la pression des militaires du Pacifique décide une intervention. C'est ainsi que dans la nuit du 9 au 10 juillet 1985, le Rainbow Warrior, qui mouille dans le port d'Auckland (Nouvelle-Zélande), est secoué et coulé par deux explosions. Si une dizaine de personnes qui se trouvaient à bord ont pu quitter le bateau à la première secousse, on retrouvera noyé un militant de Greenpeace chargé des reportages, Fernando Pereira, 36 ans, père de deux enfants. [...] Sous la pression des médias, le gouvernement français, plus de deux mois après les faits, se verra obligé de reconnaître la responsabilité de la DGSE dans l'attentat. Charles

Hernu (PS), ministre de la Défense, sera obligé de remettre sa démission en septembre 1985. [...] En novembre 1985, le commandant Maffart et le capitaine Prieur [Deux membres du commando français interceptés par la police néo-zélandaise.] sont condamnés par un tribunal de Nouvelle-Zélande. En juillet 1986, ils sont libérés suite à une pression économique de la France. Des responsables de l'attentat seront par la suite récompensés pour services rendus. En juillet 1986, Hernu est décoré de la légion d'honneur par F. Mitterrand. [...] Et, en mai 1991, Maffart sera fait chevalier de l'Ordre national du mérite. Le ministre néo-zélandais Don McKinnon qualifiera ce geste de « franchement dégoûtant » (Le Monde du 8.7.1991) ... » ; voir la suite pages 291/293 et bien entendu le chapitre « 1986/1990 : 'L'accident' de Tchernobyl et la relance du mouvement antinucléaire » ; Cf. aussi sur cet épisode de terrorisme d'Etat les ouvrages de LACOSTE Pierre et MINELLA Alain-Gilles, *Un amiral au secret*, Flammarion 1997 ; MAFART Alain, *Carnets secrets d'un nageur de combat - Du « Rainbow warrior » aux glaces de l'Arctique*, Albin Michel 1999 PLENEL Edwy, *La troisième équipe - Souvenirs de l'affaire Greenpeace*, Don Quichotte 2015 ; PRIEUR Dominique, *Agent Secrète*, Fayard 1995 ; et bien entendu l'interview du colonel Jean-Luc Kister, un des poseurs de bombes, qui s'explique longuement sur SA responsabilité (Le dernier secret de l'affaire Greenpeace, Médiapart septembre 2015) ;

DRANDOV Albert et ALARCON Franckie, *Au nom de la bombe - Histoires secrètes des essais atomiques français*, Delcourt 2010 ;

DUBOUT Claude, *Je suis décontamineur dans le nucléaire*, Ed. Paulo Ramand 2010 ;

FALIGOT Roger et GUISEL Jean (Collectif), *Histoire secrète de la Ve République*, La Découverte 2006 [Voir plus spécialement le chapitre III « Le nucléaire et le complexe militaro-industriel » et la chronologie, de cet excellent ouvrage synthétique qui ouvre de nombreuses pistes.] ;

FERRIER Michaël, *Fukushima – Récit d'un désastre*, Folio 2012 : « On peut très bien vivre dans des zones contaminées : c'est ce que nous assurent les partisans du nucléaire. Pas tout à fait comme avant, certes. Mais quand même. La demi-vie. Une certaine fraction des élites dirigeantes – avec la complicité ou l'indifférence des autres – est en train d'imposer, de manière si évidente qu'elle en devient aveuglante, une entreprise de domestication comme on en a rarement vu depuis l'avènement de l'humanité ... » ;

FORTMANN Michel, *Les cycles de Mars – Révolutions militaires et édification étatique de la Renaissance à nos jours*, Economica 2010 : « Lewis Mumford et Georges Orwell esquissent le tableau de sociétés forcées à prendre la voie du totalitarisme afin d'être prêtes à la guerre nucléaire. Le politologue Harold Lasswell avance, quant à lui, l'argument selon lequel : « Dans le contexte d'un état de crise permanent et compte tenu de la nécessité d'être perpétuellement prêt pour la guerre totale, tous les aspects de la vie sociale passeraient sous le contrôle de l'Etat [FRIEDBERG Aaron, *In the Shadow of the Garrison State*, Princeton University Press 2000]. [...] L'effort nécessaire pour bâtir l'infrastructure des arsenaux nucléaires, en Russie comme aux Etats-Unis, a par ailleurs été massif. Comme a pu le dire Niels Bohr à Edward Teller, à propos de la construction de la bombe : « Vous voyez, je vous avis dit que vous n'y réussiriez pas sans transformer le pays en une immense usine [RHODES Richard, *The Making of the Atomic Bomb*, Simon & Schuster 1986]. [...] L'archipel nucléaire soviétique se déploie, à la fin de la Guerre froide, sur 11 fuseaux horaires et comprend des centaines de sites militaires et une dizaine de villes fermées ou « cités nucléaires » employant plusieurs centaines de milliers de techniciens et de scientifiques [CIRINCIONE Joseph (Collectif), *Deadly Arsenals : Nuclear, Biological and Chemical Threats*, Carnegie Endowment for International Peace 2005]. [...] Le système d'autoroutes américain (66 000 kilomètres), qui coûtera plusieurs centaines de milliards, a été construit dans les années 1950 pour permettre l'évacuation rapide des villes de plus de 50 000 habitants en cas de guerre. [...] **En d'autres termes, pourquoi la révolution nucléaire n'a-t-elle pas accouché de l'Etat garnison, du moins en Occident ?** Dans un ouvrage récent, le politologue Friedberg propose une double explication en ce qui a trait aux Etats-Unis. [...] La Russie, par comparaison, offre peut-être le meilleur exemple de ce qui aurait pu arriver aux USA s'ils avaient choisi d'être prêts à mener une guerre totale durant la Guerre froide. Avec une armée dont la taille a varié entre 3 et 5 millions d'hommes entre 1950 et 1985 et un secteur militaro-industriel nationalisé employant près de 3,5 millions de travailleurs, la défense a dominé l'économie soviétique, ralentissant considérablement le développement de l'économie civile [Avec un PNB inférieur de 50% par rapport à celui des USA, l'URSS a en effet fait un effort de défense proportionnellement 3 fois plus important – EPSTEIN David, « *The Economic Cost of Soviet Security and Empire* », dans ROWEN Henry (Collectif), *The Impoverished Superpower : Perestroika and the Soviet Military*, Institute for Contemporary Studies 1990.]. C'est de cette impasse que Gorbatchev a tenté, sans succès, de sortir la Russie à la fin des années 1980. Comme l'on noté Petersen et Hines : « Dans un système autocratique comme l'Union soviétique, le gouvernement a pu imposer un programme de défense extravagant car la population qui en a payé le coût final n'avait ni les informations

ni le poids politique nécessaire pour influencer sur le processus de décision ... »
(pages 490/ 494) ;

FILHOL Elisabeth, *La Centrale*, POL 2010 ;

GILTSOV Lev, MORMOUL Nicolaï et OSSIPENKO Leonid, *La dramatique histoire des sous-marins nucléaires soviétiques*, Robert Laffont, collection "Vécu" 1992 ;

HECHT Gabrielle, *Uranium africain, une histoire globale*, Seuil 2016 :
« L'uranium de la bombe lancée sur Hiroshima provenait d'Afrique. À l'âge de l'équilibre de la terreur, pendant la Guerre froide, Congo, Gabon, Madagascar, Niger, Afrique du Sud et Namibie ont fourni chaque année entre 20 et 50 % de l'uranium importé en Occident. Pour éclairer la place centrale du continent africain dans l'histoire du nucléaire, Gabrielle Hecht nous fait pénétrer dans ses mines. L'ouvrage est riche en informations, graphiques, photographies et cartes ... » ;

HERSEY John, *Hiroshima - Lundi 6 août 1945, 8h15*, Tallandier 2011 ;

MEDVEDEV Jaurès, *Désastre nucléaire dans l'Oural*, Editions Isoète 1988 ;

NGÔ Christian et REGENT Alain, *Déchets, effluent et pollution - Impact sur l'environnement et la santé* (2^o édition), Dunod 2008 ;

SEMPRUN Jaime [(1947/ 2010), cet essayiste a fondé les Editions de l'Encyclopédie des Nuisances en 1991], *La Nuclérisation du monde*, Gérard Lebovici 1986, puis Editions Ivrea 2008. Selon Semprun, l'existence du nucléaire permet surtout le maintien de l'ordre établi à un degré de développement tel qu'il ne serait plus permis à quiconque de le remettre en question ;

SANKICHI Tôge, *Poèmes de la bombe atomique*, Laurence Teper 2008 ;

THEBAUD-MONY, *L'industrie nucléaire - Sous-traitance et servitude*, EDK/ Inserm 2000 ;

VERNIER Jacques, *Les énergies renouvelables* (5^e édition), PUF 2009 ;

VERON Eliséo, *Construire l'événement - Les médias et l'accident de Three Mile Island*, Minit 1981 ;

ZONABEND Françoise, *La Presqu'île au nucléaire - Three Mile Island, Tchernobyl, Fukushima ... et après ?*, Odile Jacob 2014 ;

NOUALHAT Laure, *Déchets - Le cauchemar du nucléaire*, Seuil/ Arte 2009 :
« Un matin de septembre 2008. Je m'active chez moi, la radio en fond sonore. J'entends soudain s'élever la voix d'Anne Lauvergeon, la patronne du directoire d'Areva. Elle fait la tournée des médias pour promouvoir son nouveau livre consacrée aux bienfaits de l'énergie nucléaire. [...] Telle est l'antienne d'Anne Lauvergeon, présidente de l'expert mondial du cycle atomique. Prudente, elle répète sans relâche une formule qui fait mouche : « Le nucléaire n'est pas LA solution, mais il n'y a pas de solution sans nucléaire. » [...] Mais savons-nous à quel prix ? Quels nouveaux problèmes cette solution peut-elle apporter dans la corbeille du progrès ? Dans quelle impasse nous a-t-elle déjà conduits ? [...] C'est là que tout a commencé. Dans l'Etat de Washington, à la lisière de l'Etat de l'Orégon. Aux Etats-Unis, bien sûr. En traversant le pont Vernita à bord de notre voiture de location, nous prenons conscience d'où nous sommes : Hanford, le berceau du nucléaire. [...] Hanford est entré dans l'Histoire un jour d'août 1945 avec le réacteur B, le tout premier réacteur nucléaire. C'est de ce ventre d'acier qu'est sorti le plutonium qui a servi à produire Fat Man, la bombe qui explosa au-dessus de Nagasaki, le 9 août 1945, causant la mort de 80 000 personnes. [...] Idéalement placé, proche d'un désert, traversé par un cours d'eau, le site d'Hanford a été sélectionné pour produire du plutonium, avec Oak Ridge (Tennessee) et Los Alamos (Nouveau Mexique). [...] Ici, neuf réacteurs au plutonium ont fonctionné non-stop durant quarante ans. Leur mission : fabriquer le plutonium nécessaire à l'arsenal américain. [...] Après avoir été l'un des pivots de la défense nationale, Hanford est désormais engagé dans le plus grand projet mondial de dépollution qui suppose une multitude de défis culturels, techniques, financiers, politiques, législatifs, et, bien sûr, sanitaires et écologiques. [...] A Hanford, on trouve le nec nec le plus ultra du déchet radioactif. Et dans des quantités astronomiques. [...] Depuis sa construction, le site d'Hanford a craché sans discontinuer plus de 67

tonnes de plutonium, soit les deux tiers environ de l'arsenal nucléaire américain. Au total, 60% du volume des déchets nucléaires de haute activité américains sont stockés ici, en attendant mieux. [...] Il faut imaginer Hanford comme une éponge, une partie de terre condamnée puisque imbibée de polluants radioactifs et chimiques. [...] Après la guerre, la course à la bombe continue sans relâche. [...] Durant les années 1950, la gestion des déchets est donc le cadet des soucis de ces ingénieurs passionnés. C'est d'ailleurs l'argument que l'on nous a souvent servi durant l'enquête : comme à l'époque on ne savait pas, on ne peut blâmer nos prédécesseurs. Les innombrables déchets sont donc jetés à même le sol, dans des tranchées creusées à la va-vite ou dans le fleuve. De grands volumes de déchets sont placés sous terre dans des réservoirs à simple coque. Les responsables du site semblent persuadés qu'aucun de ces déchets n'atteindra le sous-sol. Ils sont également sûrs que cette option est temporaire et que ces immenses réservoirs retiendront la mixture radioactive jusqu'à ce que l'on trouve une solution plus acceptable. [...] Si aux USA, la fierté prévaut, en URSS, en revanche le secret nimbe tout. [...] Heureusement pour le film, malheureusement pour les habitants, deux situations distinctes se trouvent concentrées au même endroit : la pollution du présent et l'héritage du passé. En Russie, à près de 2 000 km à l'est de Moscou, au nord de Tcheliabinsk, se situe le complexe atomique d'Ozersk-60, qui s'étend sur 200 km². [...] Noyé dans les forêts de pins et de bouleaux, sous les contreforts sud de l'Oural, Mayak est le frère jumeau d'Hanford. [...] Mayak a la lourde charge de réaliser dans les délais les plus brefs une version soviétique du projet Manhattan. A l'origine, le complexe doit fabriquer et raffiner le plutonium des futures têtes nucléaires. Pour l'édifier, les autorités n'ont pas hésité à puiser dans un goulag, mettant plus de 70 000 prisonniers des environs à contribution. [...] Mayak n'a pas seulement été le berceau de la première bombe atomique soviétique, le site et ses environs sont aussi devenus l'une des régions les plus contaminées de l'ex-URSS. [...] Le premier accident nucléaire de l'Histoire s'est produit ici, le 27 septembre 1957. [...] Il n'empêche que pendant au moins quinze ans, de 1994 à 2009, l'URT [Uranium de retraitement français] a bourlingué sur plus de 8 000 km pour se faire enrichir. [...] Soyons honnêtes : les autorités russes se moquent d'avoir à stocker des milliers de tonnes d'uranium dans les plaines infinies de Sibérie. Cela fait partie d'un marché qui rapporte beaucoup d'argent. Et tant pis pour ceux qui vivent à proximité des parkings d'uranium. [...] Les installations nucléaires russes sont prêtes à offrir toute une gamme de services, allant de l'enrichissement au stockage de déchets pour maintenir leur savoir-faire. Australie, Inde, France, Allemagne ... la plupart des pays nucléarisés figurent parmi les clients des installations russes. » (pages 15/ 18 ; 25/ 40 ; 59/ 107) ;

www.dissident-media.org/.../new_sous_russe.html : un site qui reprend les nombreux accidents des sous-marins russes et propose deux vidéos, une sur la guerre froide et ces tueurs de l'ombre ; l'autre intitulée "Sous-marins, dollars et déchets nucléaires" qui parle de « Vladivostok, des ruines de la flotte nucléaire russe du Pacifique, du "recyclage" de ces déchets radioactifs via la Corée et du journaliste Grigori Pasko (incarcéré pendant 3 ans) qui a écrit des centaines d'articles sur la pollution engendrée par les sous-marins nucléaires à l'abandon et a rendu publiques des images de déversement de déchets radioactifs en mer du Japon. » ;

atomicsarchives.chez.com/tchernobyl_sous_marin.html : un autre site qui recense « les "Tchernobyl" sous-marins. Où vont les sous-marins nucléaires naufragés ? Au fond de la mer comme leurs semblables à moteur Diesel. Seule différence, dans ces tragédies, c'est que les sous-marins nucléaires relâchent dans le milieu marin une source formidable de radioactivité qui vient s'ajouter à celle des bombes et des missiles perdus, sans parler des fûts radioactifs qu'une douzaine de pays, le Royaume-Uni en tête, ont rejetés à l'eau pendant trente-six ans ... et La carte mondiale des épaves radioactives : Des déchets radioactifs ont été volontairement déversés dans une cinquantaine de sites marins répertoriés sur cette carte. Mais c'est surtout l'Atlantique nord qui a servi de poubelle aux Etats. » ;

Réseau « Sortir du nucléaire » (www.sortirdunucleaire.org), qui propose une carte de France du nucléaire démontrant qu'en France nous avons du pinard et des fromages pour chaque jour de l'année, plus des déchets pour très, très longtemps !

Chernobyl : cette mini-série en cinq épisodes, écrite par MAZIN Craig et réalisée par RENCK Johan, a été produite par HBO et Sky UK. Elle a remporté un grand nombre d'Emmy Awards en 2019. En cinq épisodes seulement, l'époque et l'ambiance de cet ancien territoire soviétique sont parfaitement reproduits. Verticalité, mensonges d'État, déni, panique, deuil et colère se mêlent avec force. Fiction historique, elle se permet d'inventer avec brio dialogues et personnages pour d'évidentes raisons dramatiques. En faisant découvrir aux jeunes générations cet événement sidérant des années 80, *Chernobyl* fait revivre la mémoire de l'humanité.

► ARTUS Patrick et GARATTI Alexis, *Pourquoi l'Angleterre a perdu – La faillite d'un modèle économique et social*, Perrin 2009 ;

CAPET Antoine, *Churchill : Le dictionnaire*, Perrin 2018 - Rubrique « Grève générale de 1926 » ;

CURCURU Monique, *La grève des mineurs britanniques (1984-1985)*, Ellug 1990 : « La grève des mineurs de 1984-1985 a fait l'objet de nombreux articles en GB et à l'étranger, et son caractère extraordinaire a été souvent souligné. Tout d'abord ce fut la plus longue grève de l'histoire britannique, et le plus violent conflit de l'après-guerre. Les heurts entre la police et les mineurs, entre les piquets de grève et les non-grévistes, ont suggéré l'expression « nouvelle bataille d'Angleterre ». [...] Plusieurs personnalités concernées de près ou de loin faisaient leurs débuts sur la scène politique et industrielle : Neil Kinnock, dirigeant du parti travailliste, Norman Willis, qui succéda à Len Murray à la tête du TUC [Le *Trades Union Congress* (« Congrès des syndicats ») est l'organisation fédératrice des syndicats britanniques ; Cf : Le syndicalisme britannique dans la première mondialisation (1868-1914), de BELIARD Yann : <https://journals.openedition.org/rfcb/1134?lang=fr#bibliography>] en septembre 1984, et Ian Mac Gregor dont la nomination au poste de président de l'Administration des Charbonnages (NCB) est à l'origine de la grève. Tous trois furent critiqués non seulement par A. Scargill [né en 1938, dirigeant du NUM de 1981 à 2000] et les mineurs en grève, mais aussi par leurs collègues plus ou moins proches. [...] Ce conflit est également sans précédent si l'on considère l'intervention des églises, avec le développement d'un consensus économique, et le grand nombre de procès civils et criminels intentés au NUM. Pour la première fois, des fonds syndicaux ont été recherchés et un administrateur judiciaire nommé pour gérer les finances du syndicat. Enfin, les femmes ont joué un rôle très important à travers les groupes d'opposition aux fermetures des puits. En plus du soutien féminin, les grévistes ont été aidés de multiple côtés par des autorités locales, les membres des minorités ethniques, des partis travaillistes locaux, des sections du parti communiste et même des homosexuels. [...] Si tous ces traits rendent la grève sans précédent, elle a été comparée à celle de 1926 à laquelle A. Scargill fait souvent référence. [...] La grève de 1926 diffère cependant sous plusieurs rapports de celle de 1984-1985 : tout d'abord l'industrie houillère était beaucoup plus importante en 1926 et les mineurs formaient la plus grande partie de la classe ouvrière. Ensuite le mouvement syndical des années vingt était plus discipliné, bien que les mineurs aient été appelés à faire grève sans avoir voté ; en 1926 presque tous les membres du TGWU [Transport and General Workers' Union (TGWU or T&G), fondé en 1922.] cessèrent le travail et le secrétaire général du syndicat, Ernest Bevin, prit la direction des démarches du TUC en faveur de la grève, tandis qu'en 1984 les dirigeants de gauche du TGWU votèrent

pour la solidarité mais ne furent pas suivis par les dockers et les chauffeurs de poids lourds. Enfin, le militantisme et les idées socialistes étaient beaucoup plus répandus dans les syndicats qu'à notre époque. [...] La main d'œuvre dans l'industrie houillère a baissé de 704 000 mineurs en janvier 1947, date de la création du NCB, à environ 200 000. L'importance du charbon comme combustible a aussi diminué : il fournissait plus de 90% de la consommation primaire d'énergie en 1947 contre environ 35% annuellement, mais il alimente les centrales électriques pour les 2/3 du combustible. [...] Selon l'ancien secrétaire général de la section du Kent, des fonds donnés par des travailleurs libyens permettraient d'acheter nourriture, vêtements et chaussures pour les familles des grévistes et de transporter les piquets de grève. Mais le NUM [National Union of Mineworkers, fondé en 1945.] nia avoir reçu une aide financière de la Libye. En fait, Scargill et Robert Windsor avaient secrètement rencontré au quartier général de la CGT à Paris des représentants de la Hongrie, d'Union Soviétique et de Libye. Début octobre, Windsor s'était rendu à Tripoli et avait été reçu par Khaddafî qui avait exprimé sa « solidarité » avec la grève des mineurs. Ces révélations firent scandale et la popularité des mineurs fut affectée. [...] A la fin du mois de mars, le NCB révéla un plan secret qui avait permis la circulation du charbon pendant la grève, en utilisant les transports routiers plutôt que le rail. Plus de 800 000 déplacements par camions avaient approvisionné les centrales électriques, les usines et les consommateurs. Des convois avaient été organisés pour compenser le manque de trains lorsque les syndicats du rail refusèrent de transporter du charbon. Cette opération de ravitaillement avait contribué à l'effondrement de la grève : 26,5 millions de tonnes de charbon avaient pu être livrées, soit seulement 8,5 millions de tonnes en moins par rapport à la normale ... » (pages 5/9 ; 13 ; 47 ; 73) ;

DENNIS John et Jenny, *Un peu de l'âme des mineurs du Yorkshire*, L'Insomniaque 2004 : « DE QUEL COTE ES-TU ? », entendait-on souvent durant la grève. Cette question des grévistes qui ressemblait bien plus à une menace, s'adressait à tous ceux – scabs [Scab : littéralement « croûte de gale », terme anglophone fréquemment utilisé pour désigner le briseur de grève, le « jaune ».], mais aussi certains syndicalistes ou d'autres politicards – dont l'attitude était plus que douteuse vis-à-vis de la grève. La ligne de démarcation de la guerre entre ces deux idées du monde, à la fois réelle et symbolique, c'est la picket line (le piquet de grève). Franchir le piquet, c'est passer dans le camp opposé, c'est trahir, et en GB, plus définitivement que nulle part ailleurs. « Never cross a picket line » (« Ne franchis jamais un piquet de grève ») est une devise sacrée du prolétariat anglais. [...] De ce fait, chaque jaune représente non seulement la perte d'un allié, mais surtout un coin enfoncé par l'ennemi dans cette unité à reconstruire en permanence : de là les efforts constants des grévistes pour ramener les jaunes dans leurs rangs, dans un premier temps par la

discussion (éventuellement accompagnée d'aides matérielles quand les raisons de retour au boulot étaient dues à des cas de nécessité extrême), ou sinon par la « persuasion » quand il ne restait que ce moyen. [...] Les grévistes se foutaient des raisons de l'économie. Le prétendu respect de l'outil de travail en a pris un coup au vu des innombrables sabotages menés par les hit-squads : les « équipes commandos » de grévistes qui, tactiquement ou par pure vengeance, dans la plus belle tradition britannique (paysans incendiaires de Captain Swing, ouvriers luddites destructeurs des premières machines industrielles, jeunes émeutiers et hooligans vandalisant l'horreur de leur décor urbain ...), on saccagé, brûlé, cassé le matériel et les locaux du National Coal Board (Charbonnages nationaux) et de la police. [...] Le temps se dépensait sans compter (« Si en ce moment, nous ne dormons pas deux heures par nuit, nous passerons plus tard quinze heures par jour au lit entre quatre murs », disait-on sur les piquets de grève.). Les pratiques courantes de démocratie directe, diverses selon les puits, parfois même en dehors du National Union of Mineworkers (NUM), donnèrent lieu à bien des assemblées passionnantes et aux plus inventives expériences de réappropriation collective : l'organisation des collectes et des cantines, de la distribution de bouffe et de charbon, l'occupation quasi-permanente des welfares [Abréviation de « welfare clubs », foyers de mineurs abritant d'ordinaire un pub et la section syndicale locale. Durant la grève, ils sont devenus des centres d'activité ouverts à tous et toute la nuit. On y organisait des cantines, des projections de films, des débats aussi.], l'échange et le partage, l'usage commun des véhicules, la préparation des actions, des flying piquets, sans oublier les fêtes, les bals, les nuits blanches, les rencontres pour une nuit ou pour la vie ... ont transformé la vie dans les bassins miniers. Bien des gens, et pas uniquement des mineurs, parlent de cette période comme la plus belle de leur vie. Elle leur appartenait. [...] Comme nous savions que la grève était partie pour durer, nous les femmes, on s'est réunies spontanément pour imaginer des moyens de survie et d'organisation, tels que la distribution de vivres, les cuisines communautaires, etc. [...] En un rien de temps, on a retrouvé les vieilles traditions presque oubliées et on se lavait les dents avec de la suie qui, comme nos grands-parents nous l'avaient appris, rendaient les dents aussi blanches que du marbre de Carrare. Contrairement à nous, les retraités avaient encore les moyens d'acheter des journaux. Ils les conservaient et les découpaient pour en faire un papier cul rudimentaire qu'ils distribuaient autour d'eux. [...] De même, on a appris à confectionner des bouillons de famine ancestraux, antérieurs à la naissance de la classe ouvrière, des breuvages faits d'oignons, de bouillon cube et de diverses plantes glanées dans la nature, que nous ajoutions aux restes de la veille – quand il y en avait – et qu'on trouvait savoureux. [...] N'ayant plus les moyens d'acheter du détergent, nous y plongions nos vêtements. John et moi, on grimait pieds nus sur le linge qui macérait et on le foulait, pataugeant comme à la plage, en chantant des chansons des Rolling Stones à tue-tête. C'est là qu'on trouvait pleine satisfaction. [...] Après chaque rencontre, chaque meeting –

même au Hammersmith Palais –, je disais toujours : « Si vous nous croyez pas, venez nous rendre visite, on vous hébergera. » Certains l'on fait ... Et certains sont restés de vrais amis. [...] Finalement, je suis partie pour la Suisse pendant dix jours. Comme les choses évoluent vite, et pour le mieux, quand une véritable insurrection est en cours ! [...] L'une de ces villes se nommait Zoug, entre Zurich et Lucerne. Au centre de cette ville plutôt assoupie s'élevait une statue qui m'a rendue folle de rage. Elle représentait une femme portant une grande hotte en osier sur le dos. La légende locale voulait que cette femme soit allée tous les jours chercher son ivrogne de mari à la taverne pour le ramener dans sa hotte à la maison. Une dévotion aussi servile à une telle larve avait à l'évidence paru exemplaire aux bourgeois locaux. A présent je savais à quoi m'en tenir au sujet de ces foutaises patriarcales ... Avec quelques femmes du coin, on a couvert de graffitis ce monument à la soumission la plus bornée. Il se trouvait que Mrs Thatcher, cet avatar déformé et injurieux de l'émancipation des femmes (le seul que l'on puisse attendre de l'Etat), avait une maison de vacances à Zoug. Il y avait un marchand de charbon en ville et, une nuit, on a rempli un camion à benne de charbon et on l'a déchargé dans l'allée de la résidence de la Thatcher ... La presse helvétique en a fait ses gros titres. [...] Un mois après mon retour de Suisse, j'ai entendu frapper à la porte. J'ai ouvert à des mecs en costume bien coupés avec des attachés-cases. J'ai commencé à paniquer, croyant que c'étaient des fonctionnaires du conseil municipal venus nous sucrer l'allocation logement ou nous faire quelque autre misère. Heureusement, j'ai très vite vu qu'ils étaient trop polis, trop courtois ... Ces mecs en costumes m'ont expliqué avec le sourire qu'ils venaient de Bâle et, après être entrés ont ouvert leurs attachés-cases et vidé des liasses de billets sur la table. Je me suis mise à gueuler de joie, à chialer de bonheur. Pour moi, c'était comme un butin, l'argent d'un braquage, et je n'en avais jamais vu autant. Le magot a tout de suite été apporté au quartier général de la grève et distribué dans la communauté selon les règles décrites plus haut ... » (pages 9/ 12 ; 22/ 25 avec les notes « Working class », « Community », « Mob », style : « **Cette dissolution des liens sociaux et cette dureté nouvelle des conditions de survie eurent de graves conséquences à Kiveton. La déréliction s'accrut, pourrissant encore davantage la vie quotidienne : guerre de tous contre tous, petite délinquance, et même, il y a quelques années, une mini émeute raciale contre un restau pakistanais. De très jeunes gens sont à l'origine de ces troubles. Ils sont nés après la grève, ignorant même le plus souvent son existence ! Avec la mémoire, ils ont aussi perdu les valeurs de solidarité et de lutte attachées à l'histoire de leurs parents. Un « déracinement » qui, au contact des désirs jamais assouvis pour les séductions marchandes de la vie moderne, a eu des effets dévastateurs. » ; 71/ 100 ; et les repères historiques p. 153 sq.) ;**

GOUIFFES Pierre-François, *Margaret Thatcher face aux mineurs – 1972/ 1985, treize années qui ont changé l'Angleterre*, Privat 2007 : « Lors du lancement de

la grève, le gouvernement pense disposer d'au moins huit semaines d'endurance, mais il se trompe lourdement. En outre, le premier ministre [Edward Heath (1916-2005), leader du parti conservateur et Premier ministre du Royaume-Uni entre 1970 et 1974.] doit gérer parallèlement la crise désastreuse du « Bloody Sunday » du 30 janvier 1972 (13 personnes tuées par balles par l'armée britannique en Irlande du Nord) et dépense beaucoup d'énergie et de temps pour « sa » grande affaire, l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE. [...] L'impuissance de la police est plus que tout symbolisée par le blocage total le 10 février du dépôt de coke de Saltley à côté de Birmingham. 15 000 manifestants (membres des unions régionales NUM du Yorkshire et de Galles Sud, syndicalistes de TGWU [Transport and General Workers' Union] et d'AUEW [Amalgamated Union of Engineering Workers, syndicat des secteurs mécanique et électrique constitué en 1971.], en grève solidaire) participent à ce blocage. Les 917 policiers présents, submergés sous le nombre, épuisés, sont débordés. [...] La situation est surtout intenable pour le gouvernement du fait de la rupture de l'approvisionnement électrique et de son incapacité à obtenir un quelconque soutien de l'opinion publique. [...] Le film Billy Elliot illustre les divisions et déchirements à travers deux scènes poignantes : l'altercation au supermarché entre deux amis, l'un gréviste, l'autre non gréviste ; ensuite le père et le fils mineurs pleurant dans les bras l'un de l'autre quand le père décide de retourner travailler pour parvenir à payer les cours de danse de son second fils. [...] Mai-juin marque une seconde phase de guerre offensive de NUM, qui continue à s'appuyer sur les grévistes les plus militants, environ 1/6 des 120 000 mineurs en grève, soit 20 à 30 000 personnes. [...] Un effort particulier porte sur l'usine de coke d'Orgreave, qui alimente l'usine sidérurgique de Scunthorpe. Elle a l'avantage d'être située au cœur du Yorkshire et est donc facilement accessible pour les nombreux piquets de cette union régionale. En mobilisant le nombre maximum de militants NUM pour s'opposer aux effectifs également massifs de police anti-émeute réunis autour du site, il s'agit de déclencher une crise d'ordre public ... [...] En face, le gouvernement Thatcher et les forces de police n'ont absolument plus rien à voir avec leurs homologues de 1972. [...] De la conjonction de tous ces facteurs émerge la bataille d'Orgreave, qui se déroule du 23 mai au 18 juin 1984. C'est une grève d'épuisement pour les militants les plus actifs de NUM. Au total, 32 500 piquets participent aux différents piquets de grève en trois semaines, avec des pointes à 10 000. [...] La bataille principale a lieu le 18 juin : l'accès de l'usine est protégé par plusieurs milliers de policiers, 3 à 8 000 selon les sources, incluant des officiers à cheval et des unités de chiens policiers. 5 à 6 000 piquets de grève essaient de bloquer l'arrivée puis le départ des camions venus chercher du coke, ceci sans succès en dépit d'envois de projectiles de toute nature (pierres, briques, rails ...) sur les policiers en tenue anti-émeute. [...] L'effet est doublement dévastateur pour NUM, car c'est l'inversion totale de Saltley douze ans après. D'une part, la protection policière a prouvé l'impuissance des « flying pickets ». D'autre part, les caméras

immortalisent les scènes de violence entre mineurs et policiers, scènes qui vont être utilisées avec efficacité par le gouvernement dans sa gestion de l'opinion publique. C'est à nouveau un revers pour NUM. Son moral en prend un coup et la phase offensive de l'action des piquets NUM s'achève le 18 juin. La seule arme qui reste à sa direction réside désormais dans la résistance mentale et matérielle des communautés. [...] Bill King se remémore sur le site de la BBC sa vie quotidienne de commandant d'unités PSU pendant la grève : départ en car le dimanche, retour le vendredi suivant, dans l'intervalle logement dans des hangars où on dort parfois à même le sol dans des sacs de couchage, réveil à une heure du matin pour être sur les sites miniers avant l'aube et l'arrivée des militants de NUM, retour vers le milieu de l'après-midi. Les policiers sont partagés entre la fierté de participer à une opération de maintien de l'ordre d'un très haut niveau professionnel et la conscience des souffrances endurées par les mineurs et leurs familles, privées de toute ressource, conscience d'autant plus vive que de nombreux policiers viennent de milieux modestes. [...] Il est également à peu près avéré que les services de renseignement ont disposé d'un informateur, d'une « taupe » au sein des instances dirigeantes de NUM. [...] le 22 juillet 1993, cinq parlementaires travaillistes déposent dans le même esprit une motion parlementaire : « Que cette Chambre, constatant la publicité récente au sujet de Stella Rimington, directrice générale du Security Service [MI5, pour Military Intelligence, section 5, responsable de la sécurité intérieure du Royaume-Uni.], rappelle son rôle central dans les opérations menées contre les mineurs pendant et après la grève de 1984-85, en particulier le déploiement d'agents provocateurs au sein du NUM et nomme celui de Roger Windsor, directeur général de NUM de 1983 à 1989, mais aussi agent du MI5 sous les ordres de Mme Rimington, envoyé au sein de NUM pour déstabiliser et saboter NUM dans ses organes vitaux : qu'elle constate qu'en 1984, il a pris contact avec des officiels libyens par l'entremise d'Altaf Abasi et a mis en scène une réunion télévisée avec le colonel Kadhafi, provoquant ainsi des dommages immenses pour les mineurs en grève. » [...] Leon Brittan [ministre de l'Intérieur] confirme bien le caractère plutôt ancillaire de la question financière dans un conflit dont les enjeux politiques sont cruciaux : il reçoit carte blanche de Nigel Lawson [ministre de l'Énergie] pour payer tous les déploiements policiers. Comme dans une guerre, il est accessoire de dépenser sans compter pour importer fioul et charbon, pour utiliser les infrastructures énergétiques sans tenir compte de leurs coûts, ou pour payer toutes les heures supplémentaires possibles aux policiers : pouvoir répondre normalement à la demande d'électricité des particuliers et des entreprises et garantir l'ordre public n'ont à ce moment-là pas de prix. [...] Il existe bien des cas isolés de soutien fort aux mineurs. Ainsi 60 cheminots de Coalville dans le Leicestershire refusent pendant des mois de transporter tout charbon venant des zones minières en production, en dépit de l'illégalité flagrante de telles initiatives. Mais tout cela n'empêchera pas le transport ferroviaire de 12 millions de tonnes de charbon.

[...] La solidarité de ces syndicats va être battue en brèche par le gouvernement, CEEGB et British Steel de transports alternatifs. Le transport terrestre est privilégié, en mobilisant une multitude de petits entrepreneurs individuels, ainsi que le transport maritime, en recourant à des PME qui accostent plutôt dans les petits ports, justement moins structurés sur le plan syndical. [...] Les mineurs grévistes, leurs familles, ont démontré un courage, une énergie, un sens du sacrifice et une loyauté exceptionnelle vis-à-vis de leur syndicat. Ils vivent pendant près d'un an sans salaire avec un accès limité aux prestations sociales. Peut-être ont-ils accepté et porté avec dignité et courage les plus grandes souffrances dans le monde occidental, marqué après 1945 par la paix et l'abondance. [...] Il ne reste plus que 15 sites exploités en 1994, contre 170 au moment du déclenchement de la grève. La quasi-disparition de l'industrie minière britannique laisse le Royaume-Uni sans ressources énergétiques nationales. La rente pétrolière a eu un caractère intérimaire et la Grande-Bretagne est désormais un importateur net de pétrole et de gaz. [...] Le Royaume-Uni, qui réalisait 73% de la production mondiale en 1850, 32% en 1900 et encore 10% en 1960, est devenu un acteur négligeable ne pesant plus que 0,5% de l'extraction mondiale. [...] La moyenne annuelle des journées perdues pour fait de grève passe à 657 000 sur la période 1990-2005, contre 12,9 millions dans les années 1970 et 7,2 millions dans les années 1980. L'encadrement légal strict et efficace, la baisse du taux de syndicalisation, le dépérissement de l'industrie remplacée par une économie de services, contribuent, entre autres raisons, à faire disparaître toute appétence pour la grève ... » (pages 64/ 67 ; (voir aussi 168/ 174 sur les piquets de grève, l'organisation décisive des communautés de mineurs) ; 174/ 178 ; 188 ; 194 ; 202 ; 224/ 226 ; 256/ 257 ; 263 – voir le graphique « Jours perdus du fait des grèves pour mille salariés », tiré de *Employment Gazette*, et qui compare 5 pays (RU, France, Allemagne, Japon, USA) sur la période 1971-1998 – et bien entendu la bibliographie) ;

HERNON Ian, *RIOT ! – Civil Insurrection from Peterloo to the Present Day*, Londres, Pluto Press 2006 ;

LENGRAND Louis et CRAIPEAU Marie, *Louis Lengrand, mineur du Nord*, Le Seuil 1974 ;

MICHEL Joël, *La mine dévoreuse d'hommes*, Gallimard (1993) 2002 : « Pour tout l'or du monde, je n'aurais pas envoyé mon fils à la mine. Ou alors peut-être ingénieur ... Et puis non. Parce que être ingénieur, c'est faire du tort à l'ouvrier. Un mineur préfère voir son fils piller les banques, faire le voyou, vendre des ca-

cahuètes, plutôt que de le voir descendre dans la mine. C'est fini. Il n'y a plus de Français ni de Polonais tout jeunes dans la mine. Maintenant viennent les Arabes, restent quelques années, s'en vont, d'autres Arabes viennent. J'ai entendu parler de Cayenne. Bien sûr, casser des cailloux dans la chaleur, c'est dur. Pas plus dur que le travail de mineur. D'accord, nous on rentrait chez nous, dans notre famille. Mais eux, ils n'avaient pas la poussière. C'est pas en prison qu'il faut mettre les voleurs et les assassins, c'est à 10 ans de fond de mine qu'il faut les condamner. En prison, c'est la TV, le confort. Je pense comme ça. Je ne sais pas ... Je ne suis jamais allé en prison. Quand on n'y a pas été soi-même ... C'est comme la mine, peut-être. Il faut y avoir travaillé soi-même pour savoir ce que c'est ... » [LENGRAND 1974] ; voir aussi la série « Le Pays des mines » du peintre André Fougeron - FOUGERON André Alfred (1913-1998) : ce peintre est, dans la période allant de la fin des années 1940 à la première moitié des années 1950, la figure officielle d'une campagne lancée par le PCF pour imposer un art social, se présentant au service de la classe ouvrière, et participant à la propagande stalinienne. En 1953, Fougeron participe ainsi à la campagne menée contre le *Portrait de Staline par Picasso* publié par Aragon dans Les Lettres françaises. Aragon, qui encensait jusque-là Fougeron, attaque alors ce dernier de manière virulente. Cf. CEYSSON Bernard Ceysson, Musée des beaux-arts de Pau, Musée d'histoire et d'art du Luxembourg, *André Fougeron (1913-1998) : A l'exemple de Courbet*, Somogy Éditions d'Art 2005 ; GAUDICHON Bruno (Collectif), *André Fourgeron 1913-1998 : Voilà qui fait problème vrai*, Éditions Gourcuff Gradenigo 2014 ; « *Le Pays des mines* », préfacé par Auguste Lecoœur, présenté par André Stil, Fédération régionale des Mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, 32 pages et 14 planches, 1950 –, représentant d'un réalisme socialiste à la française qui – selon les mots de Jean Fréville – a « retenu la leçon de Maurice Thorez : « un art qui serait compris de la classe ouvrière et l'aiderait dans sa lutte ». (pages 90, 104 et 137) ;

MILNE Seumas, *The Enemy Within - The Secret War Against the Miners*, (1994) Verso 2014 ;

PERKINS Anne, *A Very British Strike : The General Strike 1926*, Pan Macmillan, 2006 ;

PRIDE, second long-métrage de Matthew Warchus (2014), revient sur l'alliance inattendue entre deux communautés malmenées par la politique de Margaret Thatcher, celle des gays et des mineurs. Avec sa toile de fond historique et sociale, sa bonne humeur communicative et sa bande son entraînante, *Pride* est une sorte de cousin optimiste de Ken Loach.

Un petit groupe, lors de la *Gay Pride* de 1984, décide d'apporter son soutien au mineurs en grève en récoltant des fonds. Mais il prend la décision de contacter des cités minières en grève pour apporter lui-même la contribution ramassée et se retrouve dans une petite ville du Sud du Pays de Galles. Les "pédales" débarquent donc dans un monde de mâles virils et de femmes ignorantes et vont devoir faire face au rejet et à l'incompréhension. On se doute que tout va s'arranger parce qu'ils sont sympas et pugnaces ! ;

SIMON Henri, *Grève des mineurs en Grande-Bretagne (mars 1984 - mars 1985)*, Acratie 1987 : « L'ensemble de ce travail doit beaucoup tout d'abord aux groupes de soutien dans lesquels nous avons pu approcher de près la réalité de la lutte, en particulier celui de Cwmbach au Pays de Galles, ensuite aux camarades regroupés autour d'Echanges et de Liaison pour leur participation dans la collecte des informations et dans les discussions qui ont permis à ce travail de voir le jour sous cette forme. [...] Voici comment le *Financial Times* (14/ 11/ 84) décrit l'offensive de Moses : « Du début de la grève, la direction a reporté sur une carte de la région les noms, adresses, numéros de téléphone de chaque mineur et leur attitude au travail (200 épingles rouges). L'action fut concentrée d'abord sur les mineurs qui vivaient hors des villages miniers. [...] A la fin de juillet, 100 mineurs de Shirebrook avaient succombé à la « persuasion ». Voici comment les journalistes du *Sunday Time* décrivent dans leur livre « Strike » ce que fut la réaction des grévistes : « Deux d'entre eux ... vivent dans une rue de Shirebrook qui fut rapidement baptisée « la rue des jaunes ». Les fenêtres de leurs maisons sont constamment brisées. Ils doivent se faire protéger contre un siège permanent où on leur jette des briques, des bouteilles de lait, des poubelles, des bombes à l'eau de javel, des engins incendiaires ... Tout aussi régulièrement des escouades de flics « nettoyaient » le village sans faire le détail entre les assaillants et les passants. Les cars de flics étaient régulièrement attaqués et le poste de police lapidé ; un flic commentera : « C'est Belfast en Angleterre ». [...] Leon Brittan, ministre de l'Intérieur ne peut mieux situer où se trouve réellement la lutte : « La grève des mineurs n'est plus du tout un mouvement social. Ce n'est pas une attaque contre le NCB ou même contre le gouvernement mais contre la loi elle-même ... Nous affrontons un assaut contre notre mode de vie tout entier ... » La grève était effectivement un combat sans programme, sans perspectives, effectivement contre un « mode de vie tout entier », et en cela il s'opposait à un ordre, le mode de vie de Brittan, l'ordre du capital. [...]

Le 19 novembre, à Grimethorpe, un village du Yorkshire est pratiquement en révolution après l'arrestation et la condamnation de 19 mineurs ou membres de leur famille pour avoir volé quelques kilos de charbon pour se chauffer ; le gouvernement doit déléguer un chef de police pour faire des excuses publiques

devant toute la communauté du village. Un des mineurs donne tout le sens de ce qui se déroule alors dans les mines :

« Nous sommes des gens avec des principes moraux et durs au travail et nous ne voulons pas être traités comme ça pour du charbon volé. **Légalement, ce n'est pas à nous le charbon, nous le savons bien, mais moralement, nous pensons qu'il est à nous. Il y a des tombes au cimetière de ceux qui sont morts dans les explosions, les jambes broyées et gazés ... Ils ont payé pour ce charbon ...** »

[...] Les responsables du NUM y font écho toutes les fois qu'ils peuvent le faire ouvertement tel cet officiel du Pays de Galles qui fin septembre, à la suite de l'attaque spontanée d'un convoi de charbon sur l'autoroute condamne sans ambages : « C'était vicieux et irresponsable et pouvait causer un horrible accident d'autoroute ... des éléments incontrôlés ont essayé d'arrêter un convoi. La plupart des mineurs sont des braves gens. En aucune façon, cette sorte d'action ne peut être acceptée par des mineurs raisonnables ou par leur famille. » [...] Après Noël auquel on avait consacré tant d'énergie pour se prouver qu'on était toujours unis et soutenus dans la lutte, le sentiment d'impuissance s'était amplifié. « Nous n'avions plus qu'à rester dehors et à faire de notre mieux. Il n'y avait rien d'autre que nous puissions faire. Tout était entre les mains de l'exécutif général et du gouvernement. » C'était la réflexion d'une femme du comité de soutien de Blidsworth. Ce sentiment d'impuissance et cet attentisme passif sont renforcés, voire impulsés par la reprise en mains par les appareils. Ce que les bureaucrates petits et grands ne pouvaient exprimer ou devaient faire à contre-cœur sous la pression de la base, ils peuvent maintenant ou le dire ou ne pas la faire parce que cette pression s'est relâchée et détournée vers un objectif plus immédiat et plus aigu : la survie. [...] Ainsi, tout en acclamant frénétiquement « Arthur », tout en se battant apparemment « pour » le NUM, les mineurs vont se retrouver pratiquement nus devant le formidable appareil répressif destiné à abattre, à travers eux, leur combativité, leur volonté tenace de continuer et d'élargir la grève, ce qu'on peut appeler la tendance autonome de la lutte de classe. A cause de cela, on va voir cette autonomie se développer dans deux directions apparemment distinctes qui se rejoindront à mesure que la grève durera :

- d'une part ce qu'on peut appeler l'activité des piquets secondaires, ce qui englobe toute la lutte ouverte pour étendre et protéger la grève ;
- d'autre part, l'organisation matérielle de la survie ... »

(pages 5/ 6 ; 98 ; 102/ 103 ; 119 ; 135 et 139/ 142 (« La violence : un substitut à d'autres formes de lutte plus radicales ») ; 145/ 146 (« Femmes dans le quotidien de la grève ») ; 152/ 159 (« Les limites de la démocratie de base et le conflit entre deux organisations ») ; 186/ 187 (sur les comités d'action de mai 1968 et la grève Lip de 1973) ... bref des analyses à savourer impérativement.) ;

STEVENSON John, *British Society 1914-45*, Londres, coll. « The Penguin Social History of Britain » 1990 (1^{re} éd. 1984) ;

TREMPE Rolande, *Les Trois Batailles du charbon (1936-1947)*, La Découverte 1989 ;

WISEUX Augustin, *Mineur de fond*, Plon 1991 ;

Un article de Jean Nouailhac publié en 2014 par Le Point, consulté début 2020 : Il y a 30 ans, Margaret Thatcher brisait les grèves abusives (www.lepoint.fr/economie/il-y-a-30-ans-margaret-thatcher-brisait-les-greves-abusives-03-07-2014-1843042_28.php) ;

Un article d'Eugénie Barbezat publié en 2014 par L'Humanité, consulté début 2020 : Mineurs d'Orgreave : leur infatigable combat pour la vérité et la justice (www.humanite.fr/mineurs-dorgreave-leur-infatigable-combat-pour-la-verite-et-la-justice-552985) ; à la fin de cet article, voir le *film*, *La Bataille d'Orgreave (en anglais)* de Jeremy Deller (2001), qui « rejoue » avec ses protagonistes réels une bataille de 1984 entre mineurs et policiers, sous Margaret Thatcher. Son élaboration d'une scène cathartique ne vaut au préalable que pour son travail considérable d'entretiens, de collecte de données, d'archive, etc. ;

PEACE David, *GB84*, Payot et Rivages 2006 ; et WAITES Martyn, *Né sous les coups*, Payot et Rivages 2013 ;

Lutte Ouvrière-Lutte de classe (archives) de janvier 1987 « La grève des cheminots : l'irruption de la base » ; de février 1987 « La grève des cheminots (18 décembre 1986 - 15 janvier 1987) » (en ligne : <https://mensuel.lutte-ouvriere.org>) ;

Courant communiste international, voir leur Revue internationale n° 14 (1978) « Terreur, terrorisme et violence de classe » ; n° 16 (1979) « Ascension et déclin de l'Autonomie ouvrière » ; les brochures « Octobre 1988 : Bilan de la lutte des infirmières - Les coordinations : la nouvelle arme de la bourgeoisie » et « La période de transition : le dépérissement de l'Etat dans la théorie marxiste » : « *Pour faire face à toutes ses obligations sociales immenses, l'Etat fera appel à une masse toujours plus grande de personnes, les enlevant à toute activité, à*

toute participation à la production, en créant ainsi un corps social à part, aux intérêts propres, ayant pour spécialité et pour charge d'assurer le fonctionnement de la machine étatique et gouvernementale. Une fraction importante (10% et peut-être plus) de la société constitue ainsi une couche sociale indépendante (les politiciens, les hauts fonctionnaires, la bureaucratie, le corps juridique, la police et le militarisme) ayant des intérêts économiques propres, vivant en parasites de la société, ayant pour patrimoine et champ d'exploitation, réservé à eux, l'appareil étatique. De serviteur de la société, au service de la classe dominante, ce corps social, de par sa masse et surtout de par sa place dans la société, à la direction du gouvernail étatique, tend à s'affranchir de plus en plus pour se poser en maître de la société, et en associé de la classe dominante ... » (point 3, des Thèses sur la nature de l'Etat et la Révolution prolétarienne adoptées par la Gauche Communiste de France, en mars 1946, pages 12/ 13 de la brochure du CCI, La période de transition, en ligne : fr.internationalism.org) ;

Quelques photos sur : <https://strike84.co.uk> ;

Site « autrefutur.net » du 23 octobre 2013, consulté début 2020 : Au-delà de Thatcher, témoignages militants sur les luttes des mineurs et le syndicalisme britannique d'hier et d'aujourd'hui : www.autrefutur.net/Au-dela-de-Thatcher-temoignages ;

L'interview d'Alan Hardman « worker, artist, socialist cartoonist », in <http://badartworld.net/index.php/2016/07/25/interviews-and-reviews> ;

Le film « Billy Elliot » fait de la grève un élément central, le père et le frère du héros étant tous deux grévistes. Et, *Les Virtuoses* (de 1996) est lui écrit et réalisé par Mark Herman. Fortement inspirée de l'histoire d'un « brass band » de mineurs du début des années 1990, il évoque la chute de ces hommes et de ces femmes : chômage, division à l'intérieur des familles, conflits entre militants qui veulent maintenir un front uni face aux manœuvres de la direction et ceux qui y cèdent par besoin d'argent ;

Et pourquoi pas (re)découvrir *The Molly Maguires* (titre français : Traître sur commande), un film de Martin Ritt (1970), d'après le roman de Arthur H. Lewis « Lament for the Molly Maguires » (1964) : « Non seulement je considère The

Molly Maguires comme un de mes films préférés, mais l'histoire qu'il raconte est emblématique de l'histoire de la condition humaine en général, et de l'histoire des Etats-Unis en particulier. D'abord, Martin Ritt n'était pas n'importe quel réalisateur ; il avait été mis sur la liste noire en 1951 et il lui avait fallu plus de 15 ans pour retrouver le chemin des studios. C'est lui qui, en 1976, réalisa *The Front* (Le prête-nom), le premier film à oser parler de la chasse aux sorcières hollywoodienne, film écrit, produit, réalisé et joué par des gens qui avaient tous (à part Woody Allen) été mis au ban de la société pour leurs idées. Vous l'avez compris, Martin Ritt (mort en 1990) n'était pas du côté des oppresseurs. Ce qui est encore plus étrange avec l'affaire des Molly Maguires, c'est que 40 ans après les faits réels de 1877 (qui furent bien plus graves que ceux racontés dans le film, ceux-ci étant simplifiés), un journaliste britannique démontra que le procès des 19 membres pendus pour terrorisme en Pennsylvanie, avait en fait été monté de toutes pièces par un consortium de patrons d'industrie, qui cherchaient à réduire leurs ouvriers au silence par la peur ; en effet, des rumeurs de syndicalisation avaient commencé à circuler. Pire encore, les 19 inculpés (pris au hasard dans une association d'entraide) ont été condamnés sur le témoignage d'un seul homme, ce que toutes les constitutions démocratiques interdisent formellement. Cet homme, c'est celui que Richard Harris joue dans le film ; son meilleur rôle, son plus ambigu, son plus tristement humain. Autre bizarrerie: dans la réalité, cet espion infiltré n'était pas flic mais il travaillait pour l'agence Pinkerton. Le problème, c'est qu'en 1970, l'agence Pinkerton (qui avait construit sa réputation en abattant les ouvriers contestataires, en massacrant leurs familles, et qui à une époque, employait plus d'agents que l'Armée américaine ne comptait de soldats !) existait toujours ; il était donc impossible de la citer dans le film. A vrai dire, elle existe encore aujourd'hui même si on ne la voit plus ; elle a été rachetée en 2003 par Securitas AB, le plus grand groupe de Surveillance du monde. Vous savez, ceux qui "occupent" l'Irak. [...] Une autre raison de voir absolument *The Molly Maguires*, ce sont les dialogues de Walter Bernstein. Qui, aujourd'hui, est capable d'écrire des répliques aussi cinglantes? Personne. Et vous savez quoi? Au moment où j'écris ces lignes, Walter Bernstein est toujours vivant ! Oui, rien que pour la scène où Sean Connery empoigne le cadavre du vieux mineur mort et lui hurle au visage "Pourquoi tu n'as rien dit, pendant toutes ces années ? J'étais à côté de toi quand tu es mort, je ne t'ai même pas entendu. Tu savais manier les explosifs, tu aurais pu faire quelque chose; pourquoi as-tu passé quarante ans à fermer ta gueule ? » (Alfred Boudry, sur le site « Sens critique) ; vous trouverez aussi un article intéressant sur l'histoire des « Molly McMguires », sur le site d'Article 11 : <http://www.article11.info/?Les-Molly-Maguires-justiciers-des> ; et pourquoi pas le roman d'EVANGELISTI Valerio, *Anthracite*, Payot & Rivages 2004 ;

Collectif pour l'intervention, *Communisme : un manifeste*, NOUS 2012 : « ... Puis il y a les conflits des années 1960-1970 : un nouveau moment révolutionnaire secoue le monde du capital, de l'Algérie au Viet Nam en passant par l'Amérique latine. En Europe, le mouvement révolutionnaire est alors en train de se redéfinir. Aux côtés du mouvement ouvrier officiel, enlisé dans la défense aveugle de la politique de Moscou, sont apparues au moins deux tendances qui vont, jusqu'à aujourd'hui, structurer l'espace de la politique révolutionnaire : d'une part, ce qui se présente comme l'« autre » mouvement ouvrier, à distance des partis et des syndicats institués, mais qui cherche toujours à penser le monde en termes de rapports de classes – exemplairement : l'Autonomie ouvrière italienne. D'autre part les tentatives révolutionnaires qui ne se réfèrent plus centralement à la conflictualité ouvrière, mais aux diverses formes de libération radicale de la vie aliénée. [...] Mais les ultimes expériences d'autonomie ouvrière ont été défaites – du moins celles qui pouvaient constituer une menace réelle : pas moins de 12 000 arrestations auront lieu en Italie à la toute fin des années 1970. [...] Mais l'histoire de la politique révolutionnaire est aussi l'histoire de la manière dont cette division initiale [Marx traçant la ligne de partage entre bourgeois et prolétaires.] est venue repartager le camp des camarades et des amis [...] Le mouvement ouvrier qui s'y référerait, a lui aussi été divisé dès l'origine : entre républicains, socialistes, communistes, anarchistes, etc., et entre divers modes d'organisation : syndicats, partis politiques, conseils, coopératives et mutuelles, etc. Surtout, le mouvement ouvrier a été divisé dans sa composition interne : les femmes s'y sont opposées aux hommes, les Noirs aux Blancs, les homos aux hétéros et les enfants aux parents. La fin des années 1970 marque un tournant dans la mesure où ce qui avait été jusque-là, le plus souvent une division au sein du mouvement ouvrier devient de plus en plus explicitement une alternative politique aux visées dudit mouvement : les luttes féministes, écologistes ou antiracistes s'émancipent de plus en plus clairement du référent ouvrier. Des catégories qui étaient jusque-là restées sans voix politique ont pu alors apparaître au grand jour : prisonniers, malades, marginaux, délinquants ... Les années 1980-1990 donnent à voir un paysage d'éclatement complet : le mouvement ouvrier, dépolitisé, ne semble plus incarné que par des syndicats faibles, partagés entre accompagnement social des réformes néolibérales et spectacle de la contestation impuissante. Quant aux luttes spécifiques, elles seront du moins parvenues à imposer au capital une irréversible pluralisation des points d'ancrage du conflit politique ... » (pages 13/ 16 ; 58/ 60) ;

► Fatah-Conseil Révolutionnaire (*Fatah-CR*, nommé également *Organisation Abou Nidal* ou encore *Organisation révolutionnaire des musulmans socialistes*) est un mouvement palestinien, formé en 1974 par Sabri al Banna, connu sous le nom de guerre d'Abou Nidal, en désaccord avec la nouvelle politique du Fatah [Acronyme en arabe de Mouvement de libération nationale ; fondé en 1959 au

Koweït par Yasser Arafat (1929-2004).]. D'abord basé à Bagdad (1974-83), il en est chassé par Saddam Hussein, qui cherche à conserver le soutien des Occidentaux dans la Guerre Iran-Irak. Le FCR s'établit alors à Damas en Syrie de 1983 à 1987. Le FCR déplace ensuite son quartier-général opérationnel dans la plaine de la Bekaa libanaise, où sa présence est importante, tandis que le QG politique s'installe en Libye, qui met à sa disposition des camps d'entraînement. Sous différentes appellations, le Fatah-CR a commis des attentats dans de nombreux pays en dehors d'Israël et des Territoires palestiniens, entre autres en Italie ou encore en France. Le Fatah-CR est suspecté d'avoir perpétré la fusillade de la rue des Rosiers. Ce carnage a été perpétré le 9 août 1982 dans un restaurant tenu par une figure de la communauté juive parisienne. Le bilan est de six morts et vingt-deux blessés. En 2018, Yves Bonnet, patron de la DST à l'époque, révèle qu'un « marché non écrit » a alors été conclu avec le groupe d'Abou Nidal. Il s'était engagé à ne plus commettre d'attentats en France, en échange de quoi ses membres pouvaient y circuler sans être inquiétés. [voir FLANDRIN Antoine, Histoire secrète de l'antiterrorisme – Trente ans de lutte, sur Le Monde du 13 novembre 2018 : Un documentaire raconte les échecs et les réussites des services du renseignement pour contrer les attentats en France depuis 1982 – Histoire secrète de l'antiterrorisme, de Patrick Rotman et Vincent Nouzille (France, 2018, 152 min) ; BALENCIE Jean-Marc et DE LA GRANGE Arnaud, Mondes rebelles - *Dictionnaire des mondes rebelles*, Michalon 1996-1999-2001.] ;

► Bibliographie indicative sur la « guérilla urbaine » :

1 - Généralités

BATAILLON Gilles, *Genèse des guerres internes en Amérique centrale (1960-1983)*, Les Belles Lettres 2003 ;

BAYNAC Jacques, *Les Socialistes révolutionnaires*, Laffont 1992 ;

BERCIS Pierre, *Volver - 300 semaines pour 30 000 disparus pendant la dictature en Argentine (1976-1983)*, Cerf 2013 : « 'Même une souris peut mordre un chat', prétend un dicton chinois. Alors que les États démocratiques à travers le monde continuent de coopérer avec un gouvernement argentin qui multiplie les enlèvements, les tortures et les meurtres, à Buenos Aires, après le coup d'État de 1976, des femmes courageuses, les Mères de la place de Mai,

décident de manifester chaque jeudi face au palais présidentiel, la tête couverte d'un foulard blanc sur lequel est inscrit le nom d'un des 30 000 disparus. En France, le 5 octobre 1978, à l'initiative de l'ONG Nouveaux Droits de l'homme, une manifestation s'organise, elle aussi, chaque jeudi à midi devant l'ambassade d'Argentine à Paris. Elle devait réunir beaucoup de monde et ne durer que quelques semaines. Elle ne rassembla au début que quatre personnes et dura plus de six années ! Une folie qui occulta un peu la tragédie chilienne dès lors que François Mitterrand, Yves Montand, Simone Signoret, Catherine Deneuve, Michel Foucault, Daniel Balavoine, Lionel Jospin, Bertrand Delanoë, Jean-Pierre Chevènement, Jacques Delors, parmi d'autres, vinrent apporter leur soutien aux Mères de la place de Mai sous l'œil des caméras. Inutile de rappeler tout cela ? Ce serait une erreur de le penser, parce que aujourd'hui encore la jeunesse argentine s'interroge sur cette période tragique ; parce qu'on retrouve des corps mutilés ; parce qu'on continue de juger les auteurs de ces crimes contre l'humanité. Oublier l'Histoire, c'est se condamner à la revivre. » ;

CARR Matthew, *La Mécanique infernale - L'Histoire du XXe siècle à travers le terrorisme, Des nihilistes russes à Al-Qaida*, Héloïse d'Ormesson 2008 [Voir le chapitre II – Les combattants de la liberté, avec sur l'Italie les pages 228 à 246.] ;

CHURCHILL Ward et VANDER WALL Jim, *Agents of Repression – The FBI's Secret Wars Against the Black Panther Party and the American Indian Movement*, South End Press 2002 ;

CHIRIO Maud (Collectif), *Révolutions – Quand les peuples font l'histoire*, Belfin 2017 : « A mesure que le mouvement social s'amenuise, l'option armée gagne du terrain. [...] Le très petit nombre de militants des organisations politiques armées contraste avec l'ampleur de leurs aspirations. Porteurs d'un imaginaire guerrier construit autour de références guévaristes, maoïstes et plus largement tiers-mondistes, les révolutionnaires occidentaux sont convaincus que la révolution sera forcément violente. Il n'est pas donc illogique, pour eux, de s'armer et de commencer, ici et maintenant, ce que les masses poursuivront demain. S'inspirant de l'œuvre de Marcuse, empreinte d'un élitisme implicite qui considère les étudiants et les intellectuels comme les sujets révolutionnaires par excellence, ils confirment leur avant-gardisme dans le *foquisme* de Guevara. En effet, la théorie du *foco* estime qu'un seul foyer révolutionnaire suffit à enclencher et mener la révolution dans un pays tout entier, sans qu'il soit nécessaire de s'appuyer en amont sur un mouvement de masses. [...] Les espoirs des militants sont déçus, la première moitié des années 70 ne se caractérisant pas par un re-

gain des luttes sociales mais par leur essoufflement, une crise économique et l'avènement de la nouvelle droite néolibérale. Ainsi, en France, les Jeunesses communistes révolutionnaires et la Gauche prolétarienne abandonnent donc définitivement le projet de lutte armée. Cet abandon est surtout dû à la capacité de l'extrême gauche institutionnelle française à comprendre que les secteurs populaires qu'elle souhaite représenter manifestent bien peu d'enthousiasme pour la lutte armée. C'est donc l'insertion de cette gauche radicale dans le monde ouvrier qui l'éloigne de la voie armée. [...] Isolés et incompris, les groupes révolutionnaires nés en Europe, aux Etats-Unis et au Japon fin des années soixante et au cours des années soixante-dix n'ont guère prospéré. Ils sont à la fois victimes de politiques antiterroristes, de leur propre dépérissement et de la fin de l'ordre bipolaire. La chute du mur de Berlin, la disparition du bloc soviétique ainsi que la popularisation de la thèse de Fukuyama, qui conçoit et naturalise le triomphe définitif de la démocratie libérale sur tout autre régime ou idéologie, ont rendu illisibles pour nos sociétés les raisons qui peuvent amener des individus à adhérer à la lutte armée révolutionnaire. Ce récit dominant présente les mouvements révolutionnaires et armés des années 70 comme le chant du cygne de la folie assassine qui serait intrinsèque au communisme ; ce délire meurtrier aurait momentanément contaminé l'Occident avant de rejoindre les oubliettes de l'histoire. L'année 68 serait en revanche un moment d'épanouissement des élans démocratiques des peuples, réaffirmés et triomphants depuis 1989. Disposée à juger plutôt qu'à comprendre, cette lecture déforme une période charnière du XXe siècle. Elle dissimule la dimension sociale et violemment contestataire de 68, de même qu'elle dissocie artificiellement et à tort les mobilisations sociales des années soixante de la radicalisation politique et idéologique de la décennie suivante. » (pages 226/ 234) ;

CIREFICE Virgile (Collectif), *Histoire de la clandestinité politique au XXe siècle*, Champ Vallon 2019 ;

COLLECTIF, *Paroles directes / Légitimité, révolte et révolution : Autour d'Action directe*, Acratie 1991 ;

COSSERON Serge, *Dictionnaire de l'extrême gauche*, Larousse 2007 (avec une « chronologie qui sélectionne les grandes confrontations politiques de la Révolution française au rejet du CPE ... », pages 40 à 57) ;

Retour sur les années de braise – Des groupes autonomes et l'organisation Action Directe, éditions du CRAS : « En France, des années 1960 aux années 1980, des centaines de personnes ont répondu à la violence de l'Etat, du patronat, du capital, en pratiquant une violence politique lors d'actions de lutte armée. Contrairement à l'idée véhiculée par les médias et les romanciers, informés par la police politique, AD n'avait pas le monopole ou la direction de cette forme de lutte. Cette organisation n'était qu'une composante de ceux (communistes, anarchistes, libertaires, révoltés sans étiquette ...) qui ont commis des actes de lutte armée. [...] La fin de l'été 1978 marque la rupture entre divers groupes autonomes présents au sein de ce réseau de coordination CARLOS (Coordination Autonome des Révoltés en Lutte Ouverte contre la Société). Certains, enthousiasmés par la « puissance de feu » des groupes autonomes, par un mouvement social qui localement (les mineurs et les sidérurgistes à Denain, Longwy ...) réagit violemment aux restructurations capitalistes, pensent que la période est favorable pour radicaliser et structurer le mouvement. [...] C'est de ce courant que va naître l'organisation Action Directe.

Les autres groupes refusent l'organisation pour diverses raisons. Tous les individus n'ont pas la même analyse de la situation, la même conception, la même stratégie sur le combat à mener. [...] L'organisation rompt avec la pratique de groupes issus de mouvements diffus, organisés de manière horizontale. Ils sont pour la multiplication des groupes affinitaires où les individus décident en assemblée de leur propre action et limitent ainsi les possibilités d'infiltration policière. La permanence d'un sigle, en plus d'attirer la répression, permet à la justice, en cas d'arrestation, d'accumuler les charges (le dossier pénal des GARI en était la démonstration). [...] **Ils sont conscients que ce n'est pas en tuant des tenants du capital qu'un contre-pouvoir peut gagner du terrain et faire lever un mouvement social. Le capital se fout qu'un de ses serviteurs soit exécuté.** Pour lui, les hommes ne comptent pas, mais par contre le sabotage de l'outil de travail qui bloque la production lui fait perdre temps et argent. [...] La lutte armée ou les actions armées ne sont pas une finalité, les formes d'intervention sont (et seront) multiples et variées ... » (pages 3 et 17/ 18) ;

DAVIS Mike, *Petite Histoire de la voiture piégée*, Zones 2007 ;

DINGES John, *Les années Condor*, La Découverte 2008 ;

ENGELS Friedrich, *Le rôle de la violence dans l'histoire*, 1956 ou Éditions sociales, 1969. On peut le trouver sur le site « UQAC » (Université du Québec) : http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels_friedrich/role_violence_histoire/role_violence_histoire.html) ... Une réédition sera bientôt disponible au Temps des cerises (2021) ;

GUILLAMON Agustin, *Les Comités de Défense de la CNT à Barcelone (1933-1938) – Des Cadres de Défense aux Comités révolutionnaires de Quartier, aux Patrouilles de contrôle et aux Milices Populaires*, Le Coquelicot 2014 ;

LAURENT Sébastien, *Politiques de l'ombre - Etat, renseignement et surveillance en France*, Fayard 2009 ;

MYRTILLE, *Les chemins du communisme libertaire en Espagne (1868-1937)*, Divergences 2017/ 2019 (3 tomes) : « L'autodéfense ouvrière à main armée, spontanée ou organisée, recourant si besoin à l'attentat personnel face à la violence capitaliste et d'Etat a été une constante dans le mouvement libertaire depuis l'existence de la FRE, notamment quand les organisations ouvrières se fondaient dans la clandestinité. Et, comme à l'époque de l'Internationale, les individus et groupes qui y recoururent furent tantôt soutenus tantôt violemment accusés par certains secteurs syndicalistes de leur porter préjudice en confondant l'action révolutionnaire et la délinquance armée. Les groupes d'action qui surgirent en 1917-1919 étaient pour la plupart issus des groupes d'affinité anarchistes, cœur névralgique de la base cénétiste. Ils s'impliquaient énormément dans les grèves et les luttes de quartiers dont l'intensité ne cessait de croître depuis 1910, face à un patronat systématisant le recours aux jaunes, au lock-out et aux « listes noires » ... » (la suite dans l'Annexe II des « groupes d'action anarchistes contre le pistolerismo (1919-1923) – Notices biographiques de quelques militants, volume 2, pages 209/ 257) ;

NAIN Jacques, *Secret défense : la protection de la raison d'Etat ? - Un flic sort de l'ombre*, L'Esprit du Livre 2009 ;

PAZ Abel, *Buenaventura Durruti (1896-1936) – Un combattant libertaire dans la révolution espagnole*, Ed. de Paris/ Max Chaleil 2000 ;

PRAZAN M., *Les fanatiques - Histoire de l'armée rouge japonaise*, Seuil 2002 ;

ROUILLAN Jean-Marc, *De mémoire (1)*, Agone 2007 ; *Chroniques carcérales (2003-2007)*, Agone 2008 ; *Dix ans d'Action directe – Un témoignage, 1977-1987*, Agone 2018 ;

ROIZES Philippe, *Lutter ... Ici et maintenant !*, LCP/ KUIV productions 2013 (60 min), Film sur le mouvement autonome en France de 1968 à 2013 : « Quel est le dénominateur commun entre les occupations de logements vides, les mouvements de chômeurs et de précaires, les débordements des mouvements étudiants et la mobilisation contre un projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes ? Toutes ces actions, aussi différentes soient-elles, se confondent avec des modes de vie et s'inscrivent dans l'autonomie des luttes : s'organiser sans leader ni parti, en considérant que les pratiques illégales constituent une expression politique à part entière. Dans l'histoire moderne, ce principe existe et s'exprime concrètement depuis la fin des années 60 au sein d'une constellation informelle et hétérogène, minoritaire et souterraine, qu'on appelle parfois la mouvance autonome. » - <https://www.dailymotion.com/video/x18gyun> ;

SCHIFRES Sébastien, *La mouvance autonome en France de 1976 à 1984*, Mémoire Paris X (2004) : <http://sebastien.schifres.free.fr> ;

SOMMIER Isabelle, *La violence révolutionnaire*, Sciences Po 2008 : « Le coup d'arrêt est également brutal en France. En mars 1986, la branche lyonnaise d'AD est décapitée. L'arrestation des fondateurs d'AD le 21 février 1987 cette organisation extrêmement personnalisée autour de Jean-Marc Rouillan et du couple qu'il forme avec Nathalie Ménigon, tout comme celui de Schleicher et Aubron – avant que ces derniers se séparent. [...] La mort, dans des conditions suspectes – qui entraîne des commissions d'enquête internationales – des leaders de la RAF entre 1976 et 1977 met un frein aux activités du groupe jusqu'au milieu des années 1980. Une grande partie des activistes de la deuxième génération est interpellée en ex-RDA en juin 1990. [...] La législation d'urgence est encore plus étoffée en Italie. Le décret-loi Cossiga du 15 décembre 1979 militarise la lutte antiterroriste, aggrave à nouveau les peines, introduit le délit « terrorisme » et remplace celle de « bande armée » par « association militaire avec utilisation des armes à des fins politiques », et adopte de nouvelles mesures pour les « repentis ». [...] Par la loi du 29 mai 1982, l'Etat italien prend l'initiative de créer

la figure juridique du « repentis » qui, en échange d'informations sur son organisation, voit sa peine fortement réduite voire, dans certains cas « oubliée ». C'est ainsi que la colonne génoise des BR tombe après les confessions d'un dirigeant de Turin, Patrizio Peci [voir à ce sujet le communiqué des BR « Front des Prisons, 1er juillet 1981 in <https://lesmaterialistes.com/brigades-rouges-condamnation-roberto-peci> ; Le corps de son frère, Roberto Peci, enlevé le 11 juin 1981 par les Brigades rouges, a été retrouvé criblé de balles, le 3 août, dans une décharge publique de la banlieue de Rome. Patrizio Peci, ancien responsable des Brigades rouges, arrêté le 19 février 1980, étant devenu le grand accusateur de ses anciens camarades. Cet assassinat a bouleversé l'Italie car c'était la première fois que les Brigades rouges exécutaient un de leurs otages, non pour ses fonctions ou son rôle dans la société, mais uniquement pour ses liens familiaux. Les Brigades rouges exigeaient la diffusion par la radio-télévision nationale d'une vidéo-cassette de « l'interrogatoire » de Roberto affirmant que son frère était « une marionnette » entre les mains des carabinieri.]. Ce sont des rangs mêmes du mouvement contestataire que naît en revanche la figure du « dissocié », à l'initiative de Toni Negri. Sans dénoncer explicitement ses anciens camarades, le postulant négocie une remise de peine d'une part par la reconnaissance de tous les délits qui lui sont imputés, de l'autre par l'engagement à renoncer à l'utilisation de la violence comme moyen de lutte politique. Sur les 429 « prisonniers rouges » en 1988, 161 sont réputés « irréductibles », 170 dissociés, 34 repentis, 64 ne sont pas classés. L'initiative eut pour effet de diviser la communauté carcérale. Le texte fondateur de la dissociation « Terrorismus ? Nein, danke », ne cachait d'ailleurs pas que l'initiative était dirigée contre les BR et reposait sur une dichotomie des détenus politiques divisés entre « terroristes » et les autres, victimes du « stalinisme » des premiers. [...] La formulation même de la lettre de dissociation est révélatrice du processus de détachement que l'acte suppose (dans le sens opposé de l'attachement par lequel Olivier Fillieule – Le Désengagement militant, page 261 – traduit « commitment » pour « distinguer les logiques du maintien de l'engagement de celles qui président à l'enrôlement ») : « Je soussigné [...] déclare avoir définitivement abandonné toute organisation ou tout mouvement à caractère terroriste ou subversif ; être disposé à reconnaître les activités effectivement accomplies dans le but terroriste et subversif ; répudier la violence comme méthode de lutte politique ; vouloir soumettre pour examen mon propre comportement aux Autorités compétentes, en les retenant objectivement et sans équivoque incompatible avec le maintien de tout lien associatif à caractère terroriste ou subversif que ce soit ; être en conséquence dissocié du terrorisme au sens de l'article 1 [...] Surgit une première singularité : le cas italien, unique par son ampleur, même au regard de l'Allemagne. En 1989, quelques 400 militants d'extrême-gauche y sont en prison (dont 6 à perpétuité) contre 40 en Allemagne en 1992. Près de 5 000 personnes sont détenues pour « délit de subversion », 20 000 inculpées et un millier de personnes en fuite en 1980. Une réalité difficilement commensurable avec les quelques dizaines

d'activistes que rassemblaient les groupes des autres pays ... » (pages 127/ 129 ; 139) ; *La violence politique et son deuil – L'après-68 en France et en Italie*, PUR 2000 ;

STEINER Anne et DEBRAY Loïc, *RAF - Guérilla urbaine en Europe occidentale*, l'Echappée 2006 ;

STEINBERG Isaac, *Les SR de gauche dans la révolution russe*, éditions Spartacus ;

VANHOVE Daniel, *La démocratie mensonge - Terrorisme, mondialisation, liberté, droit d'ingérence ... ces prétextes qui nous arrangent !*, Oser Dire 2008 ;

VAYSSIERE Pierre, *Les révolutions d'Amérique latine*, Seuil (1991) 2001 ;

VILLEGAS Jean-Claude, *Paris, capitale littéraire de l'Amérique latine*, Editions universitaires de Dijon 2007 ;

Agustín García Calvo (1926-2012) a été philologue, traducteur, linguiste, dramaturge et poète. Entre 1976 et 1997, il a enseigné à l'université de Madrid. Il en avait été évincé en 1965 après qu'il ait soutenu des révoltes d'étudiants sous le franquisme. Il est l'auteur de plusieurs critiques de la société moderne. Dans *Histoire contre tradition*, il montre comment les traditions autonomes et collectives ont été écrasées par les diverses phases successives de l'Histoire. Sa vision est dégagée de tout relent nationaliste et elle fait écho aux luttes sociales et politiques d'aujourd'hui. *Histoire contre tradition : tradition contre histoire* (1983) La Tempête 2020 ;

« En Novembre 2009, le peuple uruguayen a élu comme Président le leader iconoclaste José Mujica, ex-guérillero du Mouvement de Libération Nationale-Tupamaros et otage du régime militaire pendant plus de dix ans (1973-1984). La victoire de celui qui est longtemps resté un électron libre du Front Ample (FA) est le fruit d'un long processus de rénovation programmatique et idéologique entrepris au lendemain de la dictature. Mouvement de guérilla urbain particulièrement actif dans les années 70, le MLN-Tupamaros a réussi sa mue politique sans

pour autant perdre les principes de justice et de transformation sociale qui ont animé sa fondation. Le triomphe électoral d'un ex-mouvement guérillero demeure une consécration politique rare en Amérique Latine. A l'instar du Fond Sandiniste de Libération National au Nicaragua ou du Front Farabundo Marti de Libération Nationale au Salvador, le Mouvement de Libération Nationale-Tupamaros (MLN-T) en Uruguay est l'une des rares guérillas latino-américaines qui soit parvenue à conquérir le pouvoir de manière démocratique. En Argentine, les Montoneros ont fait l'objet d'une répression dès le retour de Perón au pouvoir en 1974. Au Chili, le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire a annoncé sa dissolution dès la fin des années 80. En Bolivie, l'Armée de Libération Nationale a été décapitée à la mort de son leader charismatique, Ernesto Che Guevara, en octobre 1967 ; tandis qu'ailleurs dans les Andes, d'autres mouvements insurrectionnels, comme le Sentier Lumineux du Pérou ou les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie, se sont depuis longtemps dévoyés dans le trafic de drogue, perdant toute crédibilité politique ... » (« Les tupamaros en Uruguay (1965-2010). De la guérilla à la politique légitime » sur le site <https://www.sciencespo.fr/opalc/content/les-tupamaros-en-uruguay-1965-2010-de-la-guerilla-la-politique-legitime>, consulté début 2020) ; voir aussi COSTA-GAVRAS, *Etat de siège*, film de 1972, qui traite de l'intervention des conseillers US en Uruguay, pendant la guerre contre les Tupamaros ; et LABROUSSE Alain, *Les Tupamaros – Des armes aux urnes*, éd. du Rocher 2009 ; MARI-GHELLA Carlos (1911-1969), « Manuel de Guérilla Urbaine » (visible sur <https://www.crashdebug.fr/media/Docs/guerilla.pdf>) ; « Guérilla urbaine et contre-guérilla », sur le site « <https://www.revueconflits.com/cenzub-guerilla-alexis-deprau> » de géopolitique Conflits, consulté début 2020 ;

2 - sur l'Italie

La période couverte par les « années de plomb » débute fin des années 1960 (avec l'attentat de la piazza Fontana, en 1969 et la création de *Lotta continua*), et prend fin au milieu des années 1980. Affaibli militairement, le mouvement armé clandestin connaît également un appauvrissement politique, consécutif à des scissions répétées. Certains des brigadistes, malgré leur isolement, persistent dans les années 80.

Par analogie avec les événements français de Mai/juin 1968, la période est aussi désignée par l'expression de **Mai rampant** (« *Maggio strisciante* »), pour évoquer un phénomène plus long à se structurer mais dont la durée et l'intensité sont beaucoup plus importantes. Enfin, certains évoquent la « stratégie de la tension » car une partie de l'appareil d'État, en lien avec la CIA, a entretenu un climat de peur afin de faciliter l'arrivée au pouvoir d'un régime dictatorial, comme en Grèce (1967). Début 1990, les révélations de l'existence du réseau Gladio - orga-

nisation paramilitaire clandestine de l'OTAN -, entraînent de nouveaux rebondissements. Certains auteurs vont jusqu'à parler de « guerre civile de basse intensité ».

D'autres affirment (?) que l'URSS apporta un soutien logistique aux Brigades rouges : plusieurs de leurs membres séjournèrent clandestinement (?) en Tchécoslovaquie et y reçurent un entraînement. Enfin, l'opinion publique de gauche, tout d'abord compréhensive face aux aspirations de la jeunesse, face aux revendications du monde du travail, finit par se « dissocier » de la stratégie de la violence après l'assassinat d'Aldo Moro.

Au cours des années 1980, de nombreux membres des Brigades rouges et d'autres groupes se réfugient en France profitant de ce qu'il est convenu d'appeler la « doctrine Mitterrand ». Cette doctrine ne concernait pas néanmoins les personnes coupables de crimes de sang, ainsi qu'il ressort d'une déclaration du président français :

« Nous avons environ 300 Italiens réfugiés en France depuis 1976 et qui, depuis qu'ils sont chez nous, se sont « repentis » et auxquels notre police n'a rien à reprocher. Il y a aussi une trentaine d'Italiens qui sont dangereux mais ce sont des clandestins. Il faut donc d'abord les retrouver. Ensuite, ils ne seront extradés que s'il est démontré qu'ils ont commis des crimes de sang. Si les juges italiens nous envoient des dossiers sérieux prouvant qu'il y a eu crime de sang, et si la justice française donne un avis positif, alors nous accepterons l'extradition. [...] Nous sommes prêts à extradier ou à expulser à l'avenir les vrais criminels sur la base des dossiers sérieux. » (compte-rendu d'un déjeuner de travail avec le président du conseil italien Bettino Craxi en 1985 ; Cf. Institut FM : <http://www.mitterrand.org/La-France-l-Italie-face-a-la.html>, consulté en 2020) Position qui aurait, selon certains, contribué à apaiser la tension en Italie. (merci WIKI) ;

ATTAL Frédéric, *Histoire de l'Italie de 1943 à nos jours*, Armand Colin 2004 ;

BALESTRINI Nanni et MORINI Primo, *La horde d'or. Italie 1968-1977 - La grande vague révolutionnaire et créative, politique et existentielle*, Editions de l'éclat 2017 : « Le journal *Le Monde* [SEMO Marc, « « La Horde d'or », aux sources de l'Italie en révolte », *Le Monde* du 23 mars 2017] y voit un « foisonnant kaléidoscope de documents d'époque, d'analyses, de témoignages, de tracts, d'affiches, de discours pour raconter une génération aux rêves fracassés. Le « Mai rampant » italien se prolongea tout au long d'une décennie avant de s'autodétruire dans le terrorisme, réaction désespérée face à son inéluctable enlèvement, aux pesanteurs du système et à une répression implacable. La Horde

d'or est un refus de l'oubli. » Et le philosophe Robert Maggiori, dans *Libération* [« Mai 68 dans le prisme transalpin », *Libération* du 15 février 2017], évoque un « ouvrage choral sur le bouillonnement politique et artistique en Italie de 1968 à 1977 », « un livre-culte, sans cesse cité », « enthousiaste, polyphonique, transversal, contrasté [qui] contient à lui tout seul l'« esprit » de Mai, des premières insurrections étudiantes du printemps 68, comparables à celles du Quartier latin à Paris, et des grèves ouvrières de 1969, jusqu'au « Mouvement de 77 » et ses trois âmes : l'une pacifiste, anti-autoritaire, luttant pour les droits civils ; l'autre spontanéiste, transgressive, appelant à la « désobéissance civile », attirée par la contre-culture (freaks, indiens métropolitains) ; et la troisième, plus dure politiquement, intransigeante, violente, qui préconisait (et mènera) la lutte armée. » ... voir le site www.lyber-eclat.net/livres/la-horde-dor ;

BALIANI Marco, *Corpo di stato. Il delitto Moro*, Rizzoli, 2003 (La traduction semble disponible dans le fonds de la maison Antoine Vitez, centre international de traduction théâtrale : <http://www.maisonantoinevitez.fr>) ;

BALZERANI Barbara, *Camarade Lune*, édition Cambourakis 2017 : « Rome, les assemblées, les manifestations, la politique en dehors des Palais et contre eux, les camarades, les textes sacrés, les Cahiers rouges [Quaderni Rossi (QR)] est une revue italienne publiée entre 1961 et 1966. Elle a joué un rôle essentiel dans la formation de la gauche émergente des années 60/ 70, et dans la diffusion de stratégies de luttes ouvrières radicales. Raniero Panzieri (1921-1964) y occupa une place centrale avec des intellectuels plus jeunes comme Mario Tronti (1931), Romano Alquati (1935-2010), Antonio Negri (1933), Alberto Asor Rosa (1933), Danilo Montaldi (1929-1975). Ces militants, marqués par le rapport Khrouchtchev et l'insurrection hongroise de 1956, mirent au cœur de leur recherche la nouvelle structure du capitalisme en Italie et ses conséquences sur les luttes ouvrières. Outre six numéros et une douzaine de lettres, les rédacteurs des QR intervenaient avec des tracts et au moyen de « l'enquête ouvrière ». Cf. Quaderni Rossi, *Luttes ouvrières et capitalisme d'aujourd'hui*, Maspero 1968 ; Turchetto M., *De l'ouvrier masse à l'entrepreneuriat commune - La trajectoire déconcertante de l'opéraïsme italien*, in J. Bidet et E. Kouvélakis (éd.), *Dictionnaire Marx contemporain*, PUF 2001.]. [...] Mais le moment était le bon et le 69 ouvrier ouvrait l'exaltante saison de l'autonomie politique d'une classe qui rompait les liens avec les anciens cadres et créait des alliances inédites avec les non encartés, les sans métiers, les sans histoire. [...] Mais en attendant le temps pressait et ne laissait plus de champ pour toutes ces questions. Les cent mille personnes présentes dans le stade de Santiago du Chili agirent comme un coup de fouet en plein visage, une secousse décisive sur le cadre

fragile de leurs positions. [...] Ce qui n'était qu'en apparence en question, c'était une guerre privée entre les Brigades rouges et l'Etat. Et le fait que la plupart des gens se soient contentés d'être spectateurs a contribué au dérèglement du bon sens commun. [...] 1982. L'année de la défaite. Divisions internes, batailles perdues, arrestations massives, camarades torturés. Et, signe flagrant de l'importance de la crise politique, l'infamie des traîtres. Les frères d'hier se mettaient à dénoncer les autres, devenant leurs juges et leurs chasseurs. [...] Y compris l'idée de savoir que nous sommes considérés comme des bourreaux par ceux qui n'ont pas bougé et se sont sentis dérangés par une guerre qui, pensaient-ils, ne les concernait pas. [...] Années 80. Celles au cours desquelles les conséquences des soulèvements des années précédentes avaient bouleversé la face du monde, ensevelissant très rapidement tout espoir de renaissance sous des murs qui n'étaient plus que des tas de décombres et inaugurant une phase de transition sous le signe de la cruauté et du désenchantement envers toute utopie. Mais pour que chacun se décide, ou se résigne, il a fallu anéantir au plus profond les îlots de résistance du « vieux » monde ... » (pages 32/ 33 ; 44 ; 96 ; 103 ; 107 ; 116/ 118) ;

BRAGHETTI Anna Laura et TAVELLA Paola, *Le Prisonnier, 55 jours avec Aldo Moro*, Denoël 1999 ;

BROZZU-GENTILE Jean-François, *L'affaire Gladio - Les réseaux secrets américains au coeur du terrorisme en Europe*, Albin Michel 2004 ;

CALVI Fabrizio et LAURENT Frédéric Laurent, *L'Orchestre noir*, documentaire diffusé sur Arte en janvier 1998 ;

CHUECA Miguel, *Piazza Fontana, 12 décembre 1969*, La question sociale n°2 (hiver 2004-2005) ;

CURCIO Renato, *À visage découvert*, entretien avec Mario Scialoja, Lieu commun 1993 ;

FENZI Enrico, *Armes et bagages - Journal d'un brigadiste*, Les Belles Lettres 2008 ;

FRANCESCHINI Alberto, *Brigades rouges : L'histoire secrète des BR racontée par leur fondateur*, entretien avec Giovanni Fasanella, éditions Panama 2005 ;

GANSER Daniele, *Les Armées Secrètes de l'OTAN - Réseaux Stay Behind, Opération Gladio et Terrorisme en Europe de l'Ouest*, Demi-Lune 2007 ;

GIACHETTI Diego et SCAVINO Marco, *La FIAT aux mains des ouvriers*, Les nuits rouges 2005 ;

GINZBURG Carlo, *Le Juge et l'historien*, Éditions Verdier 1997 ;

GUIGOU Jacques et WAJNSZTEJN Jacques, *Mai 1968 et le Mai rampant italien*, L'Harmattan 2008 : « [...] Néanmoins, ce qui importe, c'est de voir qu'au-delà des points communs et des différences entre les deux mouvements, il se produit une véritable résonance de l'un à l'autre, de l'un dans l'autre. L'impact du Mai français à l'origine est d'ailleurs tel que l'année 1968 sert de référence générique pour désigner tous les mouvements de la révolte étudiante en Europe, même si Berkeley c'est 1965 et que le mouvement extra-parlementaire allemand prend de l'ampleur dès 1967. [...] Alors que le Mai italien est un Mai social qui a poussé l'insubordination plus loin, aussi bien à Turin avec les luttes FIAT en 69 qu'à Bologne en 77, mais sans la même ampleur du point de vue du blocage de l'activité économique et politique du pays. [...] La lutte anti-hiérarchique, présente aussi en France et en Italie, prend en Allemagne un tour spécifique, plus antifasciste eu égard au passé nazi et l'absence de perspective révolutionnaire ouvre la voie à deux expériences de nature très différente entre elles, d'un côté celle de la lutte armée clandestine qui doit servir de révélateur de la vraie nature de l'Etat, de l'autre celle du mouvement alternatif afin de sortir de la « cage de fer de la domination » (Max Weber), ce dernier étant sévèrement critiqué en France et en Italie comme réformiste ou utopiste (« on ne peut réaliser un îlot de socialisme dans un océan de capitalisme »). [...] En effet, dans « Notes sur la théorie et la pratique » [in *Modèles critiques*, Payot 1984, pages 276/ 296], Adorno fait remarquer qu'aujourd'hui, on utilise, une fois de plus, l'antithèse théorie/ pratique pour dénoncer la théorie. Il y aurait un refus d'interpréter le monde avant de le changer, ce qui conduirait le mouvement à occulter les contraintes objectives au profit d'un déchaînement de la volonté et des subjectivités. Le choix est d'autant plus biaisé, que celui qui n'est pas prêt à passer à la violence – forcément

irrationnelle pour Adorno – est refoulé dans le marais du réformisme, alors que celui qui y est prêt ne peut que construire des barricades ou agiter un P38, forcément dérisoire, contre ceux qui administrent la bombe. [...] Nous nous refusons donc à faire le *distinguo* entre, ce qui aurait été une bonne violence diffuse d'un côté et une mauvaise lutte armée de l'autre, sous prétexte que la première aurait été interne au mouvement, la seconde externe ou que la première aurait été « propre », la seconde « sale ». [...] La révolte ouvrière a surtout touché les forteresses ouvrières qui, en Italie, étaient souvent dirigées par des équipes à poigne qui faisaient régner la terreur anti-syndicale, comme à Fiat, avec un personnel d'encadrement proche d'une milice, des syndicats-maison et de petits chefs arrogants. La violence a alors revêtu l'aspect d'un défoulement après une trop grosse pression et les cortèges ouvriers notamment, ont provoqué un électrochoc salutaire sur ceux qui paraissaient les plus soumis. [...] Enrico Galmozzi, militant de LC (puis du groupe de lutte armée Prima Linea) issu du quartier ouvrier milanais de Sesto San Giovanni, raconte la violence des cortèges internes : « A la Breda, c'était tellement violent que moi et A. Lintrani, deux futurs « terroristes », nous dûmes intervenir pour libérer les chefs des mains des ouvriers. » [in A. Cazzulo, *Storia di Lotta Continua*, Introduction page X] [...] Pour conclure, il nous faut remarquer qu'aux deux bouts de la chaîne de violence, disons de 1970 à 1977, ce ne sont pas les groupes armés accusés de tous les maux (BR, NAP, PL) qui ont été les premiers et les plus nombreux à passer à l'acte (à ce sujet, les statistiques d'Isabelle Sommier sont sans appel). [...] On peut même dire que contrairement à la situation française de 1968, entre le 24-30 mai, l'Etat et le pouvoir politique n'ont pas été débordés. [...] Si l'on adopte une périodisation courte, on en restera au *Biennio rosso* des années 1968-69. Si, à l'inverse, on adopte une périodisation globale, on peut dire qu'il court de 1962 avec la reprise des luttes frontales marquée par l'émeute de la Piazza Statuto, jusqu'au retour à l'ordre du milieu des années quatre-vingt. Si l'on veut déterminer une période moyenne, on parlera de la décennie 1968-1978, en essayant de suivre le fil rouge qui part du mouvement étudiant de 68, se prolonge presque immédiatement dans les luttes ouvrières de 69 qui perdurent sous différentes formes et types d'organisation jusqu'en 1973. Les années 1974 à 1976 peuvent être alors considérées comme une période d'extension de la lutte, de l'université à l'usine, puis au quartier et à la ville d'une part ; au logement, transports, aux femmes d'autre part et tout cela débouchera sur le grand dévoilement de 77. [...] La seconde est que les deux périodisations longues qui indiquent une continuité ne doivent pas faire oublier la césure que constitue l'attentat du 12 décembre 1969 Piazza Fontana. A partir de ce moment, les agissements des forces de l'ordre ne seront plus perçus comme une sorte de contrepartie aux manifestations récurrentes, avec bavures et dysfonctionnement attendus de la part d'un « ennemi naturel » - pour reprendre une expression que Scalzone utilise dans son livre-bilan *Biennio rosso* (Sugarco 1988) – mais vraiment comme le signe de la pesanteur et de la puissance de la machine

étatique ... » (pages 10/ 13 ; 191 ; 386/ 387 ; note 1 page 392 ; 396/ 397 ; 460/ 465) ;

LAZAR Marc et MATARD Marie-Anne, *L'Italie des années de plomb*, Autrement 2010 ;

LOY Rosetta, *L'Italie entre chien et loup – Un pays blessé à mort (1969-1994)*, Seuil 2015 ;

MORO Aldo, *Mon sang retombera sur vous - Lettres retrouvées d'un otage sacrifié (mars-mai 1978)*, Points 2008 ;

MORETTI Mario, *Brigate Rosse, une histoire italienne*, Amsterdam 2010 [Cf. Elisa Santalena, « La figure controversée de Mario Moretti, entre histoire et suspicion », colloque *Littérature et "temps des révoltes" (Italie, 1967-1980)*, 27, 28 et 29 novembre 2009, Lyon, ENS LSH, 2009, <http://colloque-temps-revoltes.ens-lsh.fr/spip.php?article74>] : « Au début des années 1990, Mario Moretti, principal dirigeant des Brigades rouges pendant les années 1970, est incarcéré à Milan. Il accorde alors un long entretien à deux célèbres journalistes italiennes, Carla Mosca et Rossana Rossanda, ancienne dirigeante du Parti communiste italien. [...] Au début des années 1970, tous les mouvements avaient parlé – de façon symbolique et imprécise, mais non sans impatience – de révolution, de lutte armée et de prise du pouvoir au bout du fusil, en particulier après les bombes fascistes [Après l'explosion de la Banque de l'agriculture de Milan, située sur la piazza Fontana, le 12 décembre 1969, toute une série d'attentats d'extrême droite (sanglants et souvent aveugles) ont lieu en Italie jusqu'au début des années 1980. Le plus meurtrier, outre le déraillement du train Italicus en 1974, fut celui de la gare – bondée en plein été – de Bologne, le 2 août 1980 qui fit plus de 80 morts et plusieurs centaines de blessés. Rares sont ceux, parmi leurs responsables directs, et encore moins les commanditaires, qui furent véritablement inquiétés, du fait de la fréquente complicité des services secrets italiens (parfois en lien avec la CIA) dans ces explosions. NdT] qui furent un avertissement clair à la marée humaine, désarmée, descendue dans la rue depuis les universités et les usines. Ils en parlèrent davantage après le coup d'Etat au Chili : que pouvait-on espérer de la démocratie, si même ce socialisme tranquille et pluraliste avait été éliminé ? [...] Mario Moretti est convaincu que le Parti communiste d'abord, puis le PDS [3 jours après la chute du Mur de Berlin, le 13 novembre 1989, Achille Occhetto, dernier secrétaire du PCI, décide de lancer une

vaste réflexion au sein de son parti pour donner, selon ses propres termes, « naissance à une nouvelle force politique de gauche ». Deux ans plus tard, cette réflexion aboutit à l'abandon du nom et des symboles de l'organisation née en janvier 1921 au congrès de Livourne ... NdT], aujourd'hui, ne veulent pas se retourner sur leur propre passé des années 1970, et que la censure globale sur cette période vient de là. [...] Si la DC [Democrazia Cristiana, principal parti au pouvoir entre 1945 et 1992.] est le « cœur » de l'Etat, elle s'immisce au sein de tous les appareils d'Etat. Le PCI, quant à lui, est l'agrégat d'un « peuple communiste » qui, toutefois, est bien différent de la ligne exprimée par son premier secrétaire, sa direction et son Comité central : le PCI a deux âmes, ce dont Moretti reste toujours persuadé aujourd'hui. Dans les usines, les communistes connaissent les brigadistes, ils se disputent avec eux mais font parfois circuler leurs tracts et ne les dénoncent pas. Ils ne sont ni avec le patronat, ni avec la police, ni même avec le groupe dirigeant du Parti ; en déduisant qu'ils sont à leur côté, les Brigades rouges se trompent. [...] Chacune de nos actions était également symbolique et agissait sur le plan de l'imaginaire et de la représentation politique. Nous pensions donc qu'il était possible de faire un usage « médiat » des armes. Cela va paraître bien cynique, mais nous avons vraiment cru pouvoir contrôler notre message en graduant les blessures infligées. [...]

Pour revenir au rassemblement de Bologne en 1977, ce fut une sorte d'occupation de la ville, il y avait là des jeunes non intégrés, des marginaux, ceux qui se sentaient précaires par rapport aux ouvriers traditionnels ayant un contrat de travail, et bien d'autres encore, tous très différents. Et puis les femmes. Toute cette autre société ne vous intéressait pas ?

[...] Nous avons eu très peu de rapports avec ce mouvement. Il était proche de nous par la radicalité de ses revendications, par sa nature totalement étrangère aux mécanismes institutionnels et par la maturité de ses pratiques, mais il était aussi très éloigné de nous par son incapacité et même son refus de se donner une direction, un but. [...]

Nous n'avons jamais commis un acte de terrorisme [**Le vocabulaire des groupes armés d'extrême-gauche a toujours fait la différence entre la « lutte armée » - qu'ils menaient – et le « terrorisme » - entendu comme aveugle, qui était l'apanage de l'extrême-droite et relevait de la « stratégie de la tension », initiée dès 1969 après la grande agitation ouvrière de « l'automne chaud ».**], même lorsqu'ils nous voulaient morts et nous poussaient au désespoir. [...] Et quand nous nous sommes peu à peu éteints, ce n'est pas parce

que nous avons été vaincus militairement – même si cela a compté, bien évidemment – mais parce que le tissu social dont nous nous nourrissions se désagrégait et que nous ne parvenions plus, surtout, à rester en contact avec lui. Cette vague qui voulait tout changer, de laquelle nous étions nés, était terminée. C'est cela qui a fait disparaître les BR.

En même temps, ceux qui ont pris les armes ont désarmé le mouvement social.

On peut évidemment discuter de tout. Je dis simplement que ceux qui ont pris les armes se considéraient comme une véritable opposition et ils avaient raison de le penser. Et il ne s'agissait pas de trois pelés et un tondu [Sur le « nombre » de clandestins et le réseau d'aide, voir page 272] ! Personne d'autre n'a tenté de barrer la route à un régime qui était alors en train de se renforcer.

Le régime se renforçait également parce que vous étiez là.

Il se renforçait parce que le PCI avait changé de camp. Le résultat final a été, d'abord, la défaite du mouvement qui était né dans les années 1960, et, ensuite, celle du PCI lui-même. Et dans cette défaite générale figure aussi celle des BR. Mais celle des autres a conduit au désastre des années 1980, avec un régime qui s'approprie tout, qui anéantit toute vie sociale et ne laisse prospérer que le pire.

[...] En fait, nous savions pertinemment qu'une attaque vigoureuse était en cours contre la classe ouvrière et qu'il n'y avait plus aucun espoir de la repousser. Et nous, qui étions pourtant nés à l'époque de la progression du mouvement, nous n'avions pas la moindre réponse à donner à ceux qui nous demandaient ce qu'il fallait faire. L'année 1980 a été terrible.

Et la pression des carabiniers et de la police ?

Eux, ils utilisaient les grands moyens. [...] Je n'excuse pas les camarades qui ont parlé, mais si vous me le permettez, j'évite de juger. Prenez Savasta [Antonio Savasta, arrêté à Padoue le 20 janvier 1982 au cours de la libération du général Dozier, haut dirigeant américain de l'OTAN.], qui a reconnu encore plus de

choses que Peci et causé plus de dégâts ; le concernant, nous aurions mis notre main au feu. [...] Mais il est certain que les tortures qu'il a subies ont été déterminantes, et plus encore celles subies par sa femme, Emilia Libera, auxquelles ils l'ont obligé à assister – des tortures brutales, perpétrées avec une bouteille. « Vous êtes finis, vous êtes en train de vous détruire vous-mêmes », m'a dit un jour au cours d'un transfert un policier bizarre qui avait envie de bavarder. « Alors pourquoi les tortures ? », lui ai-je demandé. « Eh bien, avec elles, on vous donne un coup de pouce. » [...]

Vous entendez par « repentis », ceux qui ont un problème de conscience ?

C'est sûr que ceux qu'ils appellent « repentis » n'en ont pas. Ils trahissent et passent dans l'autre camp, selon le schéma classique de la délation. [...] Je suis beaucoup plus sévère avec la dissociation parce que celle-ci signifie renier toute une histoire, détruire une identité collective, fuir ses responsabilités politiques pour grappiller des bénéfices judiciaires individuels. Et le plus grave, c'est que cela se passe au moment où il aurait été possible de clore collectivement cette histoire, non sans un certain nombre de difficultés, certes, mais en laissant la voie ouverte à une critique, digne, et sans doute utile ... » (4^e de couverture ; pages 25 ; 30 (sur Première République et Gladio, notes bas de page) ; 39 ; 43 ; 162 ; 170/ 172 (avec note 30 expliquant l'énorme « rassemblement national contre la répression » tenu à Bologne en septembre 1977. Cette mobilisation de plus de 100 000 participants a constitué « une sorte d'apogée du mouvement de l'autonomie ») ; 252/ 254 ; 295 ; 324/ 327 (sur les scissions) ; 340/ 341) ;

POZZI Paolo, *Insurrection 1977*, Nautilus 2010 : « ... A TOUS LES AUTRES. LES NON-IMPLIQUES

C'est une histoire de ces années-là. Il existait alors un mouvement fait de femmes et d'hommes qui croyaient changer le monde. De manière radicale. Par une révolution. [...] Les plus radicaux de ce mouvement étaient les autonomes. Ce mouvement a ensuite été pris en étau et a été broyé. Beaucoup se sont arrêtés ou ont été arrêtés. Beaucoup sont passés aux formations armées. Beaucoup ont pensé que la seule justice était prolétaire. Un certain nombre, pas des moindres s'est repenti, c'est-à-dire qu'ils sont devenus délateurs. [...] Pour expliquer ces années, il y en a qui écrivent des essais et qui sont plus doués que moi pour exposer les raisons économiques, politiques et sociales de ces mouvements. C'est une histoire qui parle de jeunes. Et je suis à présent un homme qui va sur la soixantaine. Je me revois jeune homme et je me dis : ils

nous l'ont fait payer mais qu'est-ce qu'on s'est marrés ! » (page 11 ; voir sigles et abréviations page 242) ;

SANGUINETTI Gianfranco, *Du terrorisme et de l'État – La théorie et la pratique du terrorisme divulguées pour la première fois*, Le Fin Mot de l'Histoire 1980 - [Très active malgré sa courte existence, la section italienne de l'Internationale situationniste se distingue au moment de l'attentat de la piazza Fontana (12 décembre 1969 à Milan : 17 morts et 88 blessés ; Cf. Miguel Chueca, *Piazza Fontana, 12 décembre 1969*, La question sociale, n°2, hiver 2004-2005.), en accusant, dans son tract « *Il Reichstag brucia ?* », l'État italien d'être responsable du massacre. Expulsé de France en juillet 1971, Gianfranco Sanguinetti est associé par Guy Debord à l'acte de dissolution de l'IS ...] ;

SOFRI Adriano, *Les Ailes de plomb : Milan, 15 décembre 1969*, Verdier 2010 ;

WRIGHT Steve, *À l'assaut du ciel*, Éditions Senonevero 2007, lisible en ligne sur <http://doczz.fr/doc/95497/pdf-complet---editions-senonevero> ;

DE PETRILLO Domenico, *Il lungo assedio ("Le long siège") – La lotta al terrorismo nel diario operativo della Sezione speciale anticrimine Carabinieri di Roma*, Melampo 2018 ... « Comment les renseignements généraux parisiens et les carabinieri italiens ont collaboré dans les années 80 pour démanteler les structures clandestines de l'extrême gauche italienne dans la capitale? *Il lungo assedio*, c'est le titre du livre, non paru en France, que vient de publier en Italie le général des carabinieri Domenico de Petrillo. Dans ce journal de guerre des années de plomb, celui qui pilota la lutte anti-terroriste en tant que "comandante della Sezione Speciale Anticrimine di Roma" de 1978 à 1989 révèle notamment comment le parti communiste italien d'Enrico Berlinguer avait infiltré un de ses militants au sein des Brigades rouges en accord avec le général Carlo Alberto Dalla Chiesa. Il revient également sur la coopération policière entre carabinieri italiens et policiers français des renseignements généraux de la Préfecture de Police de Paris où s'étaient établis de nombreux militants italiens. Pour le JDD, Bruno Laffargue, patron de la section antiterroriste des Renseignements généraux de la préfecture de police de Paris (RGPP) de 1986 à 1989 avant de diriger plus tard les renseignements généraux parisiens, revient sur cette période ... Article de 2018 sur : <https://www.lejdd.fr/Societe/quand-paris-servait-de-base-arriere-aux-brigades-rouges-3710258> (consulté fin février 2020) ;

Le Centre Marxiste-Léniniste-Maoïste [B] propose des textes, voire une « histoire » des Brigades rouges : <http://centremlm.be/-Brigate-Rosse> ;

►► Le « Stinger » est un lance-missile (15 kg) sol air américain à courte portée du type « tire et oublie », signifiant qu'une fois lancé, il se dirige seul vers sa cible. Sa première utilisation au combat a lieu durant la guerre des Malouines (1982) où les Anglais reçurent secrètement 6 exemplaires. Cette arme est surtout connue en raison de sa diffusion (+ 250 lanceurs et 1 000 roquettes ?) à partir de septembre 1986 aux moudjahidines afghans pour combattre les troupes soviétiques qui faisaient un grand usage d'hélicoptères. Si l'opération fut un réel succès, des Stingers se retrouvèrent bientôt disponibles chez les trafiquants d'armes, alimentant ainsi la crainte de les voir tomber entre les mains de « terroristes » ayant l'ambition de les employer contre des appareils civils.

►► COLL Steve, *Ghost Wars – The Secret History of the CIA, Afghanistan, and bin Laden, from the Soviet Invasion to September 10, 2001*, Penguin 2004 ;

COOLEY John, *CIA et Jihad (1950-2001) – Contre l'URSS, une désastreuse alliance*, Autrement 2002 : « Pour éviter les stigmates liés à une intervention directe de la CIA dans des opérations clandestines qui pouvaient se retourner contre les Etats-Unis, l'équipe Carter [CARTER Jimmy (1924 -) 39^e président des États-Unis de 1977 à 1981.] adopta une méthode élaborée par Henry Kissinger, d'abord en tant que conseiller de Nixon [Nixon Richard (1913-1994), président US de 1968 à 1974, contraint à la démission par le scandale du Watergate.], puis en tant que secrétaire d'Etat. Il suffit de faire faire le travail aux autres, tout en évitant les reproches en cas d'échec. Par ordre d'importance des services rendus : le comte Alexandre de Marenches, chef des services secrets français à l'étranger de 1972 à 1982 ; le président égyptien Anouar el-Sadate, de 1970 jusqu'à son assassinat en 1981 ; le chah d'Iran, jusqu'à son renversement en 1979 ; et le roi Hassan II du Maroc, ami discret mais précieux depuis son accession au trône en 1960. Enfin, il y eut Kamal Adham, vaillant et richissime chef des services secrets saoudiens du roi Faysal. [...] Haykal [Journaliste égyptien, conseiller de Nasser, qui baptisa ce groupe informel « Safari Club ».] découvrit l'existence du Safari Club alors qu'il consultait à Téhéran les archives de l'époque impériale avec la permission des révolutionnaires de Khomeyni : il trouva un accord officiel signé par les chefs des services secrets concernés. L'Afrique était le principal centre d'intérêt des fondateurs du club. Tous avaient fort à perdre si ce qu'ils appelaient le « communisme » y triomphait. Le chah et sa famille avaient fait d'énormes investissements liés à la suprématie blanche en Afrique du Sud (la Transvaal

Development Company). Ils partageaient avec le président Sadate et le roi Hassan II (toujours près à soutenir les intérêts de l'ancienne puissance coloniale, la France, et de son allié les USA) une profonde inquiétude inspirée par l'intervention militaire soviétique et cubaine en Ethiopie et en Angola, et par les mouvements marxistes de libération ailleurs en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Les Saoudiens s'effrayaient aussi de ces agissements, surtout dans la corne de l'Afrique, géographiquement si proche. [...] La décision chinoise de rejoindre la grande coalition formée en Afghanistan contre l'URSS était bien sûr un effet logique de son rapprochement progressif avec les Etats-Unis, entrepris après la visite secrète de Henry Kissinger à Pékin en 1971, facilitée par le gouvernement pakistanais d'Ali Bhutto. [...] L'une des grandes réussites de Brown [Brown Harold (1927-2019), secrétaire à la Défense du président Carter] fut maintenue secrète pendant des années. Il s'agissait de la construction de deux grands postes d'espionnage électronique américains dans le Xinjiang, l'immense et problématique province chinoise où s'agitaient les Ouïgours, qui touche à la pointe est de l'Afghanistan. Ces postes d'écoute pourraient surveiller les communications et les essais de missiles soviétiques, ce qui était devenu impossible depuis la fermeture de Tracksman 1 et 2 en Iran. [...] Durant les années 1980 et 1990, la politique américaine fut pleine d'incohérences dans le croissant d'or des pays producteurs de drogue (Afghanistan, Pakistan et Iran). [...] Pour financer la guerre antisoviétique, la CIA et ses alliés laissèrent prospérer les plus grands empires de la drogue qu'on ait jamais vu en dehors des cartels colombiens. Alors que la DEA et d'autres organismes dépensaient des milliards pour arrêter l'afflux de narcotiques asiatiques, la CIA et ses alliés fermaient les yeux ou l'encourageaient activement. Les historiens russes de la guerre afghane comparent souvent la consommation de drogue dans l'Armée rouge avec ce que subirent les Américains durant la guerre du Vietnam. [...] L'histoire du missile Stinger renferme une leçon essentielle pour tout gouvernement qui, comme celui des Etats-Unis, donne aux mercenaires l'une de ses armes les plus dangereuses, puis leur apprend à s'en servir. [...] Lors du repli soviétique en 1989, la CIA menait des efforts frénétiques pour racheter les missiles. [...] Ces missiles, qui coûtaient à l'armée américaine environ 35 000 dollars pièce dans les années 1980, se vendaient dans les années 1990, jusqu'à 100 000 dollars au marché noir. [...] Au lieu de partir pour Islamabad ou l'Afghanistan avec tous les correspondants qui couvrent la guerre « dans un fauteuil », au lieu de rejoindre la ligne de front de l'Alliance du Nord, je me suis mis à rechercher des informations sur le terroristes qui avaient préparé et perpétré les attaques de septembre. Cette quête m'a conduit à Londres, à Paris, à Hambourg, à Munich, à Rome et à Milan. Elle a confirmé ma théorie : le nouveau degré atteint par la violence et le nouveau conflit étaient en fait les descendants directs des décisions prises par l'Union soviétique et les USA durant la guerre froide : par Moscou qui avait envahi l'Afghanistan en 1979 et par Washington et ses alliés qui avaient répondu à l'invasion par personne

interposée, par une guerre à laquelle participèrent les Afghans eux-mêmes et les milliers de mercenaires musulmans recrutés dans le monde entier pour leur venir en aide, mais bientôt pris en main par le Pakistan plutôt que par la CIA qui avait conçu toute l'opération ... » (pages 34/ 35 ; 77/ 82 ; 138/ 139 ; 178 et 266) ;

FUNDER Anna, *Stasiland*, Héloïse d'Ormesson 2008 [Voir aussi le film âpre et bouleversant « *La Vie des autres* », sorti en 2006, écrit et réalisé par Florian Henckel von Donnersmarck : au coeur de Berlin-Est en 1984, Gerd Wiesler, un capitaine de la "Stasi", est chargé de surveiller un couple d'artistes ...] ;

GeoHistoire Hors-série « *La guerre froide – 1945/ 1991 : de Yalta à la fin de l'URSS* », novembre-décembre 2010 ;

KAREL William, *CIA, guerres secrètes*, Arte Vidéo 2003 ;

LAURENT Eric, *La face cachée du pétrole*, Plon 2006 : « Un homme coordonne cette stratégie : William Casey [William Casey (1913-1987), directeur de la Central Intelligence Agency de 1981 à 1987.], directeur de la CIA. Casey, un vétéran du renseignement durant la Seconde Guerre mondiale, a ensuite mené une carrière financièrement fructueuse à Wall Street. Il possède un visage de batracien, chaussé de grosses lunettes, et je suis frappé de découvrir que sa bibliothèque, dans sa maison de la banlieue de Washington, est remplie de livres sur le déclin et la chute de l'Empire romain. [...] Durant ses longs voyages, Casey travaille sur les trois dossiers prioritaires qui vont permettre, estime-t-il de provoquer l'effondrement de l'URSS : le soutien, en Pologne, au syndicat Solidarité, véritable brèche démocratique ouverte au sein de l'empire communiste ; le financement et l'encadrement des moudjahidines, fer de lance de la lutte contre les troupes soviétiques présentes sur le sol afghan ; enfin, troisième volet du triptyque, l'étranglement financier de l'URSS en réduisant drastiquement ses rentrées en devises fortes. Par un moyen très simple : l'effondrement des cours du pétrole, dont Moscou est un des plus gros producteurs mondiaux. Pour réaliser ces deux derniers objectifs, Washington a besoin du soutien absolu de l'Arabie Saoudite et, d'ailleurs, un des premiers déplacements de Casey est pour rencontrer son homologue saoudien Turki al-Fay ... » (voir la suite au chapitre 8 « Moscou viole l'embargo ».) ;

MIRZOEVA Gulya (2014), *Afghanistan 79, la guerre qui a changé le monde*, Production Point Du Jour /Arte France (52 min) : « *Mon destin est semblable à celui d'une génération postsoviétique : je suis née au Tadjikistan mais ma culture est russe. A la chute de l'URSS, je me suis retrouvée entre deux chaises. Lorsqu'on a chassé des Russes de ma terre, c'est comme si l'on m'avait moi-même chassée.* » Gulya Mirzoeva a commencé son travail de réalisatrice en 1989. Film après film, elle ausculte les cicatrices de l'Union soviétique et les conséquences de son éclatement sur le monde contemporain : l'apparition de frontières ([Le Temps des frontières](#)), l'émigration (*Shabbat*), les bouleversements sociaux ([Sept Jours de la vie du père Noël](#)). Dans [Afghanistan 1979, la guerre qui a changé le monde](#), diffusé sur Arte ce 11 novembre 2014 à 23h, elle raconte avec précision l'histoire d'un conflit majeur, échec traumatisant pour une Union soviétique à bout de souffle ... la suite sur <https://www.telarama.fr/television/l-afghanistan-reste-un-symbole-pour-les-russes-gulya-mirzoeva-realisatrice,118935.php> ; ou <http://www.bed.bzh/fr/portraits-realisateurs/gulya-mirzoeva> ;

ORCIER Pascal, *Atlas du Moyen-Orient – Le noeud du monde*, Atlante 2019 ;

PUAUX François), *La politique internationale des années 80 – De Reagan à Gorbatchev*, PUF, coll. "Perspectives Internationales" 1989 ;

QUETEL Claude (Collectif), *Dictionnaire de la Guerre froide*, Larousse 2008 ;

SAUNDERS Frances, « *Qui mène la danse* », Denoël 2003 ;

WESTAD Odd Arne, *Histoire mondiale de la guerre froide (1890-1991)*, Perrin 2019 : « En août 1980, les ouvriers des chantiers navals Lénine de Gdansk se mettent en grève. [...] A la fin du mois, les négociateurs communistes acceptent la création d'un syndicat indépendant, Solidarnosc, ainsi que la libération des prisonniers et la plupart des revendications économiques des grévistes. Les images des négociations à l'intérieur des chantiers, avec Walesa et les autres chefs du mouvement défiant l'encadrement communiste en sueur et costume cravate, sont diffusées en direct à la télévision. [...] Après l'épisode afghan, avec l'escalade des difficultés économiques et l'accroissement des tensions entre les deux Grands, l'Union soviétique ne pouvait absolument pas courir le risque d'envoyer des troupes en Pologne. [...] Il est tentant de voir dans la multiplication des attaques terroristes d'ampleur limitée que l'Europe

occidentale connaît à la fin des années 1970 une réaction contre la disparition du clivage droite-gauche dans la politique gouvernementale. [...] Il n'empêche pourtant que l'assassinat du représentant du patronat allemand Hans Martin Schleyer par la Bande à Baader, en 1977, puis de l'ancien premier ministre italien Aldo Moro, l'année suivante, par les Brigades rouges ébranle toute la sphère politique européenne. [...] A l'intérieur, des dirigeants comme Andropov ont cru que par la force de leur volonté ils pourraient redonner de l'impulsion à l'économie soviétique, mais leur campagne contre la corruption, l'ivrognerie et le laisser-aller ne produit guère d'amélioration en termes de rendement. Avant la révolution de 1917, la Russie était un pays exportateur de céréales. En 1985, devenue entièrement dépendante des importations étrangères, elle en fait rentrer plus de 45 millions de tonnes en 12 mois. Elle importe aussi 900 000 tonnes de viande pour la seule consommation de sa population [Cf. Yegor Gaidar, *Collapse of an Empire : Lessons for Modern Russia*, Brookings Institution Press 2010]. [...] Puis éclate la guerre d'Afghanistan. Le chef de la junte militaire pakistanaise, Mohamed Zia-ul-Haq, incite Ronald Reagan et William Casey, directeur de la CIA, à voir la lutte pour la libération nationale afghane comme le combat de la religion contre l'athéisme communiste. [...] Le véritable objectif recherché par les Russes, affirme-t-il est la destruction du Pakistan, avec la coopération des Indiens. De cette façon, les Soviétiques pourront dominer l'océan Indien et contrôler les transports de pétrole à partir du Golfe. [...] En juin 1986, Gorbatchev exprime clairement sa pensée au bureau politique : il faut « se tirer de là ».

Gorbatchev : *Nous nous sommes fourrés nous-mêmes dans cette galère – nous n'avons pas bien calculé notre affaire et nous nous sommes exposés à tous points de vue ...*

Maréchal Sergueï Akhromeïev (commandant en chef de l'Armée rouge) : *Après 7 ans passés en Afghanistan, je peux dire qu'il n'est pas un kilomètre carré qui n'ait été marqué par l'empreinte d'un soldat soviétique. Mais à peine celui-ci avait-il quitté les lieux que l'ennemi revenait et remettait tout en l'état. La majorité de la population afghane est aujourd'hui favorable à la contre-révolution. Nous avons perdu les paysans à qui la révolution n'a absolument pas profité. 80% du pays se trouve aux mains des contre-révolutionnaires et la situation des paysans y est bien meilleure que dans les régions contrôlées par le gouvernement [Cf. séance du Politburo du 13 novembre 1986, notes d'Anatoly Tcherniaïev] ... » (pages 532/ 534 ; 541 ; 551/ 553 et 561) ;*

YOUSAF Mohammad et ADKIN Mark, *Afghanistan, l'ours piégé – Histoire secrète d'un conflit ou La revanche de la CIA* [« The Bear Trap »], Alerion 1996 ;

A la fin des années 1970, l'Union soviétique est devenue un empire transcontinental dont la flotte sillonne les mers, dont les conseillers militaires sont alors présents sur tous les continents. De façon pragmatique, méthodique, l'URSS a su exploiter les erreurs du rival US pour prendre pied en Amérique centrale [En 1984, le leader sandiniste Daniel Ortega – de nouveau au pouvoir en 2020 – est élu président du Nicaragua et son régime reçoit l'aide soviétique. L'instabilité gagne alors d'autres pays comme le Salvador, le Guatemala et même le Panama, enjeu stratégique majeur pour les USA.] comme en Afrique (Angola, avec l'aide de « mercenaires » cubains). Mais cette expansion se révèle extrêmement coûteuse. Le complexe militaro-industriel, « l'archipel blanc » [« L'archipel blanc » est le nom donné au CMI soviétique en référence à « l'archipel noir » du Goulag, désignant l'organisation des camps de travail forcé.] absorbe une part croissante des investissements au détriment des besoins civils.

Cette apogée au forceps est illusoire. Début 80, l'état de décrépitude de Brejnev [BREJNEV Léonid (1906-novembre 1982), principal dirigeant de l'URSS entre 1964 et 1982. Voir CARRE Pascal, *Brejnev ou l'apogée soviétique*, Lulu.com 2012 ; MARCOU Lilly, *Les Héritiers – De Khrouchtchev à Poutine*, Pygmalion 2004 ; *Les Pieds d'argile – Le communisme mondial au présent (1970-1986)*, Ramsay 1986 ; *L'URSS vue de gauche* (Collectif), PUF 1984 ; TODD Emmanuel, *La Chute finale – Essai sur la décomposition de la sphère soviétique*, Paris, Éditions Robert Laffont (1976) 2004.] est à l'image du Capital soviétique. La Nomenklatura, ou bourgeoisie d'Etat, a trop longtemps vécu sur les acquis militaires de « sa contre-révolution » : centralisation extrême et terreur policière assurant une longue paix sociale ; victoire sur le nazisme attirant la sympathie internationale ; puissance de son arsenal dont la part nucléaire avait enflé considérablement ; sans oublier les espions venant du froid ! Si l'URSS a pu s'imposer comme bloc impérialiste, ce n'est donc pas par la productivité de son économie, essentiellement basée sur la rente de matières premières (gaz, pétrole, divers métaux), mais par la force de ses armes et de sa propagande. Les conditions de vie de la population étant toujours sacrifiées aux besoins de l'économie de guerre.

Mikhaïl Gorbatchev, né en 1931, « jeune » apparatchik de 54 ans va mettre fin à cette période d'immobilisme, après la mort des gérontocrates Brejnev (1982), Andropov (1984) et Tchernenko en mars 1985. Alexandre Iakovlev, ambassadeur au Canada pendant 10 ans, va devenir son « éminence grise », insistant sur la nécessité de réformes radicales pour sauver l'Union soviétique. La censure se relâche (l'ouvrage de B. Pasternak, *Le Docteur Jivago*, est autorisé à paraître en novembre 85), la culture individuelle des terres est autorisée mais pas l'appropriation privée. Gorbatchev, pour sauver l'économie soviétique, desserre l'étau sur les Démocraties populaires, décide le retrait d'Afghanistan, s'engage sur la voie du désarmement (rencontre avec Reagan à Genève en novembre 1985) et se rapproche de la RFA. Dernier chef communiste de

l'URSS, il démissionnera pourtant en décembre 1991 après l'effondrement de l'Empire ... ;

►► GIFFARD Nicolas et BIENABE Alain, *Le guide des échecs – Traité complet*, Bouquins 1993 : « Le monde des échecs, en ce début d'été 1986, connaissait la suprématie écrasante de Kasparov (né en 1963) et Karpov (1951). A leur arrivée à Londres, les « 2 K » firent assaut de pacifisme. Kasparov déclara que « la guerre des mots était désormais finie et laisserait la place à la bataille sur l'échiquier » et Karpov assura que leur rivalité cachait des vues semblables sur les grands problèmes, à preuve le don du prix de 300 000 livres sterling que les deux joueurs faisaient au fonds d'aide aux victimes de Tchernobyl. [...] Dans l'autre camp, la présence des grands maîtres Igor Zaitsev et Serguei Makaritchev comme secondants de Karpov ne rompait pas avec les habitudes, mais en revanche la venue dans son brain trust du jeune maître international Valery Salov indiquait sans doute que Karpov avait besoin d'idées « fraîches ». [...] Les Anglais avaient bien fait les choses. L'échiquier possédait un système électronique « sensitif » sous les cases, permettant la retransmission instantanée des coups sur les écrans vidéos de toutes tailles et placés à différents endroits du Park Lane Hotel. D'habitude les spectateurs devaient se fier à de jeunes manipulateurs capables d'erreurs aux moments les plus intenses des parties. [...] Après une dernière nullité en terre anglaise, la moitié de match était passée et les joueurs prirent l'avion ensemble pour Leningrad. Dans son livre « Et le fou devint roi » Kasparov avoue avoir passé le temps dans les airs à jouer aux cartes avec Karpov. Comme si leur hostilité était feinte, uniquement destinée aux médias qui raffolent de scandale, comme si, derrière les apparences, ils étaient bons amis ... » (pages 626/ 629) ;

►► AGLIETTA Michel et BRENDER Anton, *Les Métamorphoses de la société salariale*, Calmann-Lévy 1984 ;

AGONE n° 50, *Réprimer & Domestiquer : stratégies patronales*, revue 2013 ;

ANDRE Robert et DELORME Christine, *L'Etat et l'économie – Un essai d'explication de l'évolution des dépenses publiques en France*, Seuil 1983. Voir un bref résumé d'un ouvrage minutieux sur la lente mais irrésistible montée de la place de l'État dans la société française (!), sur le site <http://sites.estvideo.net/ecoprepa/EtatEconomieAndreDelorme.pdf> ;

BRAUDEL Fernand, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme (XVe-XVIIIe siècle)*, Armand Colin 1979 ;

CASTEL Robert, *Les Métamorphoses de la question sociale : une chronique du salariat*, Fayard 1995 ;

CHAMAYOU Grégoire, *La société ingouvernable – Une généalogie du libéralisme autoritaire*, La fabrique 2018 : « A la fin des années 1970, les grandes lignes du programme néo-libéral étaient posées. [...] Il fallait se préparer intellectuellement et politiquement à la confrontation, retrouver « la cohésion et le nerf politique nécessaires pour sortir vainqueur d'un affrontement inévitable avec la gauche syndicale » [Robert Moss, *The Collapse of Democracy*, Temple Smith 1975, page 257]. [...] Pour sortir de l'ornière, certains imaginèrent une troisième voie. Pirie était l'un des chefs de file du « groupe de Saint Andrews » - du nom de l'Université écossaise où ses membres avaient fait leurs armes [Keith Dixon, in Jacques Guilhaumou (collectif), *Libertés et libéralismes : Formation et circulation des concepts*, ENS 2015, pages 407/ 421]. « Nous savions, se souvient-il, que nous étions en train de faire une révolution. A la fin des années soixante c'était dans l'air du temps. Il y avait d'énormes manifestations à Londres, et les Universités britanniques étaient occupées par leurs étudiants. En France, le gouvernement de Charles de Gaulle était ébranlé par une vague de grève et de contestation. Mais la révolution que nous faisons à Saint Andrews était différente. Leurs dieux étaient Karl Marx, Che Guevara et Herbert Marcuse ; les nôtres étaient Friedrich Hayek, Karl Popper et Milton Friedman. [...] Voilà tout, en fait, sauf que c'est nous qui avons gagné. » [...] Ces intellectuels se conçoivent moins comme des tribuns ou de propagandistes que comme des « ingénieurs politiques qui construisent des machines qui marchent ». [...] **La force de ce procédé réside en ceci : une fois la libéralisation actée, ce sont les individus eux-mêmes par leurs microchoix de consommateurs qui deviennent les moteurs du changement.** [...] Les gens votent avec leur porte-monnaie, déterminant eux-mêmes le rythme auquel ils souhaitent que les services privés se développent. » Peu spectaculaire dans son mode d'action, cette micropolitique de la privatisation n'en est pas moins redoutable. C'est ce que l'on pourrait appeler, par référence à l'insecte xylophage du même nom, la politique du capricorne : nul besoin de tailler les poutres à la hache quand, tapies dans le bois, mille petites gueules rongent inexorablement la charpente. [...] Prenons un procédé parmi d'autres : pour privatiser avec succès, toujours « offrir quelque chose en échange de la perte », c'est-à-dire « acheter les groupes d'intérêts existants ». En 1983, le gouvernement Thatcher entreprend de privatiser British Airways. 20 000 postes sont sur la sellette, soit près d'un salarié sur trois. Si vous décidez de licencier à cette échelle, vous allez devoir affronter de

vives oppositions. Que faire ? « On leur a offert des conditions généreuses en contrepartie de départs volontaires » (un chèque correspondant à deux ans de salaire). Il est donc possible, commente Pirie, d'amener les gens à « renoncer à un gain continu à long terme [...] en échange d'un gain unique [...] qui met fin au système ». Pour torpiller un intérêt durable, faire miroiter un avantage immédiat. Tout le monde ne se laissera pas bernier, mais peu importe. Le seul fait qu'une fraction des salariés entre dans la combine permet de briser l'unité. On « achète » ce faisant des portions clés de la coalition adverse. [...] Cette même méthode peut également se révéler très utile pour partir à l'assaut des régimes de retraites. Rien ne sert, là encore, d'exciter les oppositions en s'attaquent trop ouvertement aux droits sociaux des travailleurs encore actifs. Pour faire passer votre réforme, prenez surtout bien soin de préciser, recommande Pirie, que « les changements proposés ne s'appliqueront pas aux prestations promises et n'affecteront personne atteignant l'âge de la retraite avant la fin du siècle ». « Ces propositions, résume-t-il, consistent en quelque sorte à « acheter » les générations présentes afin de mettre progressivement en place un nouveau système. » Vendez nous les générations futures et vous serez épargnés. [...] Ne voyez pas plus loin que le bout de votre nez. Qu'importe après tout, puisque vous-mêmes – promis, juré – passerez entre les gouttes. Et après vous le déluge. La micropolitique néolibérale pense à long terme et sait prendre son temps. [...] De fait, nous y sommes encore. Plusieurs décennies après que ces principes aient été thématés, leur actualité est encore frappante. C'est le signe que le processus n'est pas achevé. Je veux dire qu'il est encore temps de le faire dérailler ... » (Chapitre 26 – Micropolitique de la privatisation) ;

CHRISTOFFERSON Michael, *Les Intellectuels contre la gauche*, Agone 2009 ;

CUSSET François, *La décennie – Le grand cauchemar des années 1980*, La Découverte 2008 : « L'époque précédente tablait sur ses adolescents débridés, résolus à combattre l'Etat gaulliste et le capitalisme inique, et à vivre au présent toutes les intensités. La décennie 1980 mise sur des enfants sérieux sanglés dans leur blazer, que passionnent d'un air grave les cours de la Bourse. A l'image du petit Corentin, 8 ans en mai 1986, quand l'écrivain Hervé Guibert l'interroge pour l'Autre Journal. Corentin boursicote, avec ses propres économies mais aussi l'argent de poche de son frère Emile, 4 ans : « Ca ne le dérangera pas, à chaque fois il dit oui, alors ... » [...] Des Gavroche de la révolte aux Corentin de la réaction, et des libres rêveurs aux captifs exaltés, enthousiastes jusque dans leur consentement à l'ordre dominant, quelque chose a basculé, une trappe s'est ouverte – un gouffre dont on cherche en vain la première craquelure. Impossible de dater le basculement, même si l'histoire officielle l'associe en général au « tournant de la rigueur » de 1983, qui aurait vu la gauche du combat social de-

venir celle du réalisme économique. [...] Mais le vrai basculement est antérieur, et il dépasse largement une option de politique monétaire, aussi décisive qu'elle ait pu être. Il reste à faire la lumière sur sa logique profonde, ses causes cachées, mais aussi la rapidité et la docilité étonnantes avec lesquelles il s'est opéré – et bien entendu sur ses acteurs et ses bénéficiaires. [...] Et en même temps, comment éviter la diagonale des générations ? Emile Durkheim, le père de la sociologie moderne, avait déjà isolé son effet d'inertie, sa logique conservatrice propre, notant en 1930 que « plus l'influence des générations devancières est profonde – et elle est d'autant plus profonde qu'elle dure davantage -, plus il y a d'obstacles aux changements », car « pour qu'il se produise des nouveautés dans la vie sociale, [il faut] que les générations nouvelles [...] ne soient pas trop entraînées à suivre les errements de leurs devancières » [...] Et puis surtout, peut-on vraiment faire l'impasse sur cette histoire de générations quand est si patente la promiscuité démographique des tenants du pouvoir politique, culturel, médiatique et idéologique que ce livre passera en revue ? Les soudent en effet, outre une communauté d'origines sociales (les grande et moyenne bourgeoisies éclairées) et le rock'n roll de leur adolescence, deux dates cruciales : celle de leur naissance (tous entre 1940 et 1952) et celle du bruyant reniement de leurs errances gauchistes (vers 1974-78), un reniement qui sert de prélude à leur accès au pouvoir – ceux qui ne se renient pas ayant fini dans l'alcoolisme et/ou l'anonymat ... » [pages 10 ; 14/ 15 et le préambule « l'agonie des années soixante-dix (1976/79)] ;

L'Autre Journal (1984-1993) est un périodique français créé et dirigé par l'écrivain Michel Butel. Ce mensuel de 200 pages publiait des inédits littéraires, des reportages et traitait autant de politique que de poésie. Avec une insistance particulière sur la photographie et le graphisme, ce journal avait l'ambition, comme le disait Butel lui-même, d'être une œuvre d'art. Il rassemblait des écrivains, des journalistes comme Nadia Tazi, Marguerite Duras, Bruno Sulak (braqueur célèbre détenu à Fleury-Mérogis, où il trouvera la mort en tentant de s'évader en mars 1985), Maurice Najman (dont la mère Solange était fille d'une cousine de Rosa Luxemburg ; Maurice (1948-1999) fut cofondateur des CAL – comités d'action lycéens fin 1967 ; après la chute du mur de Berlin, il rencontre le chef du renseignement de RDA, Markus Wolf et sort un documentaire sur le sujet, *Le Dos au mur* (France 3), puis un livre, *L'œil de Berlin - Entretiens de Maurice Najman avec le patron des services secrets est-allemands*, Balland 1992.) et des philosophes tels Gilles Deleuze, André Scala, Isabelle Stengers, Paul Virilio, Michel Foucault ... En 1986, le journal devient hebdomadaire mais les actionnaires se retirent progressivement en raison des positions hostiles à la guerre du Golfe manifestées par le journal. Une compilation d'articles est disponible aux éditions Les Arènes ;

DAVIS Mike, *Le pire des mondes possibles. De l'explosion urbaine au bidonville global*, Éditions La Découverte 2007 ;

DAUMAS Jean-Claude, *La révolution matérielle – Une histoire de la consommation (France XIXe-XXIe siècle)*, Flammarion 2018 : « Au-delà de la transformation profonde de la condition ouvrière, on assiste à l'avènement de la « société salariale » [AGLIETTA et CASTEL]. C'est le résultat de l'accroissement massif de la proportion de salariés dans la population active qui passe de 65,6 % en 1954 à 83 % en 1975. [...] C'est dans ce contexte que se développent de nouvelles pratiques de financement essentiellement impulsées par des établissements spécialisés dans le crédit à la consommation créés au début des années 1950, Sofinco et Cetelem [CETELEM, *De la 4CV à la vidéo (1953-1983) – Ces trente années qui ont changé notre vie*, Communica International 1983 ; EF-FOSSE Sabine, *Le crédit à la consommation* ; DRANCOURT Michel, *Une force inconnue : le crédit*, Hachette 1961 (voir les notes 7 à 11 pour d'autres références)], dont l'activité progresse très rapidement et, à partir des années 1960, par les banques généralistes qui se lancent dans le prêt personnel. [...] A partir des années 1950, la grande industrie s'empare de la production des moyens de consommation, qu'elle transforme complètement (concentration des entreprises, mécanisation et rationalisation du travail, standardisation, grandes séries), si bien que désormais « la production capitaliste du mode de vie apparaît comme une immense accumulation de marchandises » [GRANOU André, page 52]. [...] Mais, plus que les dimensions des pièces, c'est l'introduction de la télévision qui contribue à modifier l'usage de l'espace familial : la salle de séjour n'est plus seulement utilisée pour recevoir, mais de plus en plus pour regarder la TV. [...] Qui plus est, l'entrée dans un nouveau logement se traduit par un double mouvement de polarisation sur le foyer et de désagrégation de la vie de quartier [COING Henri, *Rénovation urbaine et changement social : l'îlot n°4 (Paris 13^e)*, Editions ouvrières 1966]. Pour les ouvriers du 13^e arrondissement relogés après rénovation de leur îlot insalubre, leur nouveau logement, confortable et agréable, autorise le passage d'un mode de vie centré sur le dehors à une vie centrée sur le foyer familial et l'autonomie de la sphère privée par rapport au voisinage. [...] En somme, une liberté nouvelle se substitue aux routines communautaires et, qu'il s'agisse d'achats ou de loisirs, l'espace de choix se dilate jusqu'à englober toute la ville. [...] Les dépenses d'ameublement et d'équipement des familles ouvrières ont été multipliées par 8,3 entre 1951 et 1971 quand leur budget global l'était seulement par 2,4 ! C'est là le résultat de l'énorme effort consenti par les ouvriers, en un laps de temps très court, pour s'aligner sur la norme de confort standard. C'est dire la puissance du désir d'être « moderne » et comme tout le monde. [...] En premier lieu, une mécanisation croissante du tra-

vail ménager : entre 1954 et 1972, la proportion de ménages ouvriers possédant un réfrigérateur s'élève de 3,3 % à 88,6 %, une machine à laver de 8,5 à 69,6 %, un aspirateur de 6,3 à 49,2 % et un autocuiseur de 29,3 à 41,9 %. [...] L'auto-biographie de Louis Lengrand, mineur dans le Valenciennois, montre l'ampleur de l'investissement ouvrier dans le confort du foyer : « Ce que je gagnais (sa journée finie, il déchargeait des péniches de gravier, ou travaillait chez un limonadier, et vendait les lapins qu'il élevait, NDLA) ne changeait pas notre vie, puisque je faisais bâtir. Mais de temps en temps, je disais à ma femme : « Tiens, si on achetait une machine à laver », ou toute autre chose de ce genre – toujours pour la maison [CRAIPEAU Maria, *Louis Lengrand, mineur du Nord*, Le Seuil 1974, page 135]. En second lieu, les ménages ouvriers sont de plus en plus nombreux à posséder des équipements de loisirs : en 1968, 81,3 % ont une TV (contre 0,9 % en 1954) et 43,6 % un électrophone. [...] La réponse de Richard Hoggart dans *La culture du pauvre* est bien connue : « La plupart des membres des classes populaires ne sont pas réduits à l'état de consommateurs passifs de la culture de masse, [...] parce qu'ils vivent dans un autre univers où ils peuvent rester fidèles à leurs certitudes concrètes ... » [HG, *La culture du pauvre – Etude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Minuit (1957) 1970]. Parfaitement pertinente aussi longtemps que l'univers ouvrier était fortement enclavé et clos sur lui-même, cette analyse l'est beaucoup moins à partir du moment où il s'ouvre sur l'extérieur sous l'effet des transformations du système productif, des formes nouvelles d'urbanisation, du développement des médias de masse et des industries culturelles, et de la démocratisation de l'école ... » (pages 308/ 311 ; 401/ 403 ; 409) ;

GALLUZZO Anthony, *La fabrique du consommateur – Une histoire de la société marchande*, La Découverte 2020 : « **Vers 1800, la plupart des Français étaient des paysans qui construisaient eux-mêmes leur maison, récoltaient leurs céréales, pétrissaient leur pain et tissaient leurs vêtements. Aujourd'hui, l'essentiel de ce que nous consommons est produit par un réseau de grandes et lointaines entreprises.** En deux siècles à peine, la communauté paysanne autarcique s'est effacée pour laisser place à une myriade de consommateurs urbains et connectés. Cet ouvrage retrace les grandes étapes de cette conversion à la consommation. Comment s'est constitué le pouvoir marchand ? Quels changements sociaux ont accompagné la circulation massive des marchandises ? En parcourant l'Europe et l'Amérique du Nord des XIX^e et XX^e siècles, ce livre retrace l'histoire de multiples dispositifs de marché : la marque insufflant à la marchandise sa valeur-signe, les mises en scène inventées par les grands magasins, l'ingénierie symbolique déployée par les relations publiques et la publicité... Il raconte la conversion des populations à la consommation et la fulgurante prise de pouvoir des marchands. » ;

HOCQUENGHEM Guy, *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary*, (Albin Michel 1986), Agone 2014 : « Militant des JCR en Mai 68, pionnier du Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR) dans les années 1970, rédacteur à *Libération* entre 1976 et 1981, Guy Hocquenghem, avant de mourir du sida en 1988 à l'âge de 41 ans, publiait du vitriol contre les renégats de sa « génération », ce « *bloc coagulé de déceptions et de copinages* ». Il taille des costards à ceux qui furent ses copains avant de renier leurs idéaux pour rejoindre les sphères du pouvoir. Ses portraits de Serge July, Finkielkraut, BHL, Glucksmann, Lang, Cohn-Bendit Roland Castro, Coluche, Arrabal, Bizot, Chéreau, Duras, Karmitz, Kouchner sont saignants. » ;

HURET Romain, *Les conservateurs américains se mobilisent – L'autre culture contestataire*, Autrement 2008 : « On ne peut comprendre le reaganisme et son avatar moderne, le bushisme, sans ce « voyage en terre conservatrice », qui bousculera bien des idées reçues, bien des préjugés aussi car les conservateurs américains ne sont pas tous des extrémistes en politique ou des fanatiques en religion. [...] Mais les idéologies ne triomphent pas en vase clos et le grand mérite de cet ouvrage tient à l'identification des lieux de pouvoir et des mécanismes de mobilisation politique patiemment mis en place par les conservateurs américains au cours des 40 dernières années. [...] C'est sur les campus américains, dans les années 1960, que des groupes isolés et peu nombreux, mais bien structurés, inventent de nouvelles formes d'action contestataire, centrées sur la défense de valeurs traditionnelles et la dénonciation de trop d'Etat. [...] **La « révolution conservatrice » prônée par Reagan n'était donc pas une invention soudaine.** Elle résultait de luttes anciennes, peu visibles parce qu'ignorées par les médias dominants. [...] Et pourtant, comme le montre bien la deuxième partie de cet ouvrage, ils sont aussi des ultramodernes quant aux méthodes employées pour mobiliser leur base. Ils furent ainsi les premiers à utiliser les débats radiophoniques (talk-shows) et les chaînes de télévision câblées pour diffuser leurs idées. Sans oublier, en période électorale, le recours pionnier à l'envoi de courriers personnalisés, l'exploitation systématique de banques de données démographiques, l'usage permanent de sondages et de focus groups, et la mobilisation de réseaux d'amis, de paroissiens ou de militants prêts à faire des heures de porte-à-porte pour rallier leur électorat traditionnel et convaincre les hésitants, les sceptiques ou les incrédules. [...] Cette politisation n'a pas suivi de trajectoires familières : elle s'est mise en place dans les foyers, le prosélytisme s'est développé au sein du voisinage, les réunions avaient lieu dans de paisibles salons de la classe moyenne américaine. Pour un observateur avisé, cette mobilisation relevait davantage de l'amateurisme et du bricolage, comparée à la puissance des structures d'organisation des libéraux (liberals). Mais, rapidement, cette faiblesse est devenue un atout. Car la mobilisation a tiré sa force de l'accumulation de petites

formes de militantisme local : ici une manifestation contre l'homosexualité dans l'Idaho, là une dénonciation des manuels scolaires dans le Texas, bref des milliers d'actes individuels qui s'agrègent lentement dans le paysage politique américain pour former un véritable mouvement. D'abord invisible, cette contestation est désormais omniprésente dans le pays ... » (pages 8/ 9 ; 155) ;

JOULE Robert-Vincent et BEAUVOIS Jean-Léon, *Petit traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens*, Presses universitaires de Grenoble 1987 (réédité en 2002, puis en 2014) ; vendu à trois cent mille exemplaires au 15 août 2012, l'ouvrage est un best-seller de psychologie sociale ;

KESSLER Nicolas, *Le conservatisme américain*, « Que sais-je ? » 1998 ;

PIRIE MADSEN Duncan, *Dismantling the State – The Theory and Practice of Privatization*, National Center for Policy Analysis 1985 ;

PLIHON Dominique (Collectif), *Les Banques, acteurs de la globalisation financière*, La Documentation financière 2006 ;

SIRINELLI Jean-François, *Les Vingt Décisives : 1965-1985*, Fayard (2007) 2010 ;

TRAVERSO Enzo, *La fin de la modernité juive – Histoire d'un tournant conservateur*, La Découverte 2016 : « Les juifs ont incarné l'économie marchande dès le Moyen Age et géré les affaires des cours européennes bien avant l'avènement du capitalisme financier. L'émancipation les a propulsés au centre de la modernité, comme une élite de « Mercuriens » (étrangers et mobiles, producteurs de concepts) dans un monde d'« Apolliniens » (guerriers et sédentaires, producteurs de biens) [SLEZKINE Yuri, *Le Siècle juif*, La Découverte 2009]. Mais les juifs n'ont pas seulement préfiguré la globalisation capitaliste, ils en ont été aussi les critiques les plus aigus, en inspirant et parfois en dirigeant la plupart des mouvements révolutionnaires, tant intellectuels que politiques, des deux derniers siècles. [...] Maintes fois cité, le passage le plus saisissant de son texte sonne ainsi : « On peut, si l'on veut, tenir Akher pour un prototype de ces grands révolutionnaires de la pensée moderne : Spinoza, Heine, Marx, Rosa Luxemburg, Trotski, Freud ... » [DEUTSCHER Isaac, *Essais sur le problème*

juif, Payot 1969, page 36]. [...] Une autre source du libéralisme juif réside dans les cataclysmes qui ont frappé en profondeur l'Europe centrale entre les deux guerres : l'effondrement des empires multinationaux en 1918, la Shoah, puis les transferts massifs de population décidés par les vainqueurs après 1945. Les exilés et les survivants de l'Holocauste furent obligés de choisir leur camp lorsque le rideau de fer a divisé le continent.] [...] Cette métamorphose ne s'est pas faite d'un seul coup. Pendant les années 1960 et 1970, les juifs étaient largement orientés à gauche. En France, l'identification du gauchisme à la jeunesse juive était devenue un cliché des médias, qui plaisantaient sur les raisons qui auraient empêché la Ligue communiste révolutionnaire de tenir en yiddish les réunions de la direction (à cause de la présence d'un juif d'origine séfarade comme Daniel Bensaïd) [BENSAÏD Daniel (1946-2010), philosophe et dirigeant de la LCR : <https://www.danielbensaid.org>]. La première rupture des juifs avec la gauche s'est produite dans l'Amérique du maccarthisme, lorsqu'une couche intellectuelle qui s'était radicalisée pendant les années 1930, sous l'impact de la crise du capitalisme, a perdu espoir et transformé son anti-stalinisme en anti-communisme. [...] En Europe, la déchirure eut lieu plus tard, en 1967, lors de la guerre des Six Jours. Cet événement, relevait alors le poète italien Franco Fortini, a détruit l'idée selon laquelle « le judaïsme, l'antifascisme, la Résistance et le socialisme étaient des réalités proches ». La seconde guerre arabo-israélienne – la première, celle de 1948, était apparue comme une lutte d'Israël pour sa survie, avec le soutien de l'URSS et de la gauche – a détruit cette illusion. Cette mutation est devenue particulièrement visible à partir des années 1980. Certains analystes ont souligné la présence d'un grand nombre d'intellectuels juifs parmi les « nouveaux réactionnaires » [LINDENBERG Daniel, *Le Rappel à l'ordre – Enquête sur les nouveaux réactionnaires*, Le Seuil 2002] ... » (pages 50/ 51 ; 65 ; 73/ 78) ;

Plusieurs facteurs ont été avancés pour expliquer la révolution conservatrice américaine, comme la multiplication des think tanks libéraux ou l'essor de mouvements religieux dans la Bible Belt [Littéralement « ceinture de la Bible », terme fréquemment utilisé pour désigner la quinzaine d'Etats du sud des Etats-Unis, dont la population se réclame d'un protestantisme rigoriste. Géographiquement, cette zone correspond grossièrement aux Etats sécessionnistes.]. Il y a également un renouveau de la pensée libertarienne, en particulier sur les campus américains. Le parti libertarien est fondé en 1971. Des écoles comme celle de la théorie des choix publics ou celle de Chicago se développent. Pour l'économiste libéral Milton Friedman, elle tient davantage à la prise de conscience de l'échec du « communisme et du socialisme » qu'à la diffusion des idées de penseurs comme Friedrich Hayek ; il déclare ainsi dans la préface de l'édition de 1982 de *Capitalisme et liberté* : « *Le changement dans l'opinion est le résultat de l'expérience et non de la théorie ou de la philosophie.*

*La Russie ou la Chine, grands espoirs des intellectuels, avaient clairement échoué. Le Royaume-Uni dont le socialisme Fabien exerçait une influence dominante sur les intellectuels américains était dans de grands troubles ... » — M. Friedman, *Capitalisme et liberté* (page 13 de l'édition de 2002) ;*

Friedrich Hayek (1899-1992), économiste originaire d'Autriche. En 1944 paraît son ouvrage le plus lu, *La route de la servitude* [PUF « Quadrige » 2010]. Son analyse se positionne à contre-courant des grandes idéologies qui dominent l'époque : nazisme et stalinisme. Sa thèse centrale est que la socialisation de l'économie et l'intervention massive de l'Etat sur le marché débouchent sur la suppression des libertés individuelles. Il considère qu'il n'existe pas de différence de nature mais seulement de degré entre socialisme et totalitarisme. C'est un succès commercial traduit en 20 langues et ayant connu plus de 30 rééditions aux États-Unis. Son édition abrégée dans le *Readers' Digest* en 1945 toucha 600 000 lecteurs américains. C'est aussi un ouvrage de combat contre les idées de Beatrice et Sidney Webb, fondateurs de la London School of Economics. Pourtant ce sont les idées de ces derniers qui l'emporteront dans l'Angleterre de l'après-guerre. En 1947, il cofonde la Société du Mont-Pèlerin [en anglais *Mont Pelerin Society*, MPS, groupe composé d'économistes, de journalistes, d'intellectuels comme Karl Popper, Ludwig von Mises, Milton Friedman, etc.] désireux de promouvoir le « libéralisme ». Il en est président (1947/ 1961) et reste très influent jusqu'à sa mort. Cf. DOSTALER Gilles, *Le libéralisme de Hayek*, La Découverte « Repères » 2001 ;

►► « L'un est resté, nom légué à une triste postérité, l'autre a été oublié. Les deux ont pourtant été semblables victimes, à quelques heures de différence, de la férocité policière. Le premier est mort à Pantin, tué dans un café le 5 décembre 1986 par un inspecteur de police, lequel avait bu et n'était pas en service. Le second a été assassiné dans la nuit du 5 au 6 décembre 1986, rue Monsieur-le-Prince à Paris : pris en chasse par des voltigeurs de sinistre mémoire, à la fin d'une manifestation contre la loi Devaquet, il a été tabassé à mort. Abdel Benyahia avait 20 ans ; Malik Oussekin en avait 22. Un film d'une vingtaine de minutes, « Abdel pour Mémoire », réalisé par Mogniss H. Abdallah, revient sur ce double assassinat, rue Monsieur-le-Prince et aux 4 Chemins à Pantin. Et conte notamment le difficile combat du Comité Justice pour Abdel pour que l'acte du flic tueur, l'inspecteur Savrey, soit requalifié d'homicide involontaire en homicide volontaire ; cela sera finalement fait six mois après le meurtre, et le policier écopera en 1988 de huit ans de réclusion. Quant aux assassins de Malik Oussekin, les voltigeurs Schmitt et Garcia, ils ne seront inculpés que de coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner ; aux assises, en 1990, ils s'en tireront avec cinq ans de prison avec sursis pour le premier, deux ans pour

le second ... » (lire la suite sur « article11.info/?La-police-est-republicaine-mais-l#a_titre ») ;

FRAPPIER Désirée et Alain, *La vie sans mode d'emploi – Putain d'années 80 !* (Bd), Editions du Mauconduit 2014 (voir notamment les pages 123/ 140 avec les « voltigeurs » qui ont bastonné à mort Malik Oussekiné et le vomi de Louis Pauwels du Figaro) ;

Voir l'archive INA, avec en guest-stars JM Apathie et David Assouline : <https://www.youtube.com/watch?v=mfx0DPryCes> ;

Sur l'excellent site « Matière et révolution » : « Novembre 1986 marque une rupture pour le mouvement ouvrier, après l'anesthésie générale de 1981 avec la gauche gouvernementale. La droite, revenue aux affaires en mars 1986, a lancé des attaques tous azimuts. **Quatre puissants mouvements vont la faire reculer : les étudiants à l'automne 1986, les cheminots en décembre 1986, les instituteurs au printemps 1987, les infirmières à l'automne 1988.** Un nouveau cycle de luttes s'annonce alors, marqué par l'avènement de pratiques de démocratie directe et d'auto-organisation. C'est le temps des « coordinations ». Il y aura des suites : à la SNECMA et Air France ... » ;

Un salut fraternel à celles et ceux (Pierre, Serge, Françoise, Jean-Louis, François, ...) qui ont animé le « comité chômeurs-travailleurs » de Toulouse en 1985, et les différents « comités pour l'extension des luttes » (Toulouse, Paris, Marseille) des années suivantes ... Cf. *DETHYRE Richard et ZEDIRI Malika, La révolte des chômeurs*, Laffont 1992 ; *LELEUX Marc, Histoire des sans-travail et des précaires du Nord*, Presses universitaires Septentrion 2013 ; *PIERRU Emmanuel, Guerre aux chômeurs ou guerre au chômage*, Editions du Croquant 2006 ; voir aussi la frise chronologique des années 80 à aujourd'hui élaborée par le MNCP : <https://www.mncp.fr/qui-sommes-nous/histoire> ;

BEAUJOULIN-BELLET Rachel et SCHMIDT Géraldine, *Les restructurations d'entreprises*, La Découverte 2012 ;

BERGER Suzanne, *Made in monde – Les nouvelles frontières de l'économie mondiale*, Seuil 2006 : « Celle-ci connaît d'importantes transformations depuis dix ans : une grande libéralisation des échanges et des flux de capitaux ; une

révolution informatique qui permet aux entreprises de numériser l'interface entre conception, fabrication des composants, fabrication des produits et distribution, et d'implanter ces produits sur différents sites (modularisation) ; la création d'importants bassins d'ouvriers qualifiés et d'ingénieurs dans des pays à bas salaires comme la Chine et l'Inde. [...] Contrairement aux prédictions des optimistes et des pessimistes qui pensent que la mondialisation pousse les entreprises et les pays vers un modèle unique de survie et de rentabilité, nous avons découvert [Enquête de 5 années (1999-2004) auprès de 500 entreprises en Amérique du Nord, Europe et Asie de chercheurs du Massachusetts Institute of Technology] de nombreux scénarios, à la fois dans les pays avancés et dans les pays en voie de développement. [...] Notre univers d'entreprise fragmentées et spécialisées ressemble étonnamment à l'économie américaine du début XIXe siècle, avant l'apparition des très grandes entreprises à intégration verticale comme DuPont, Singer ou Ford. Auparavant, les entreprises devaient se lier par contrat à de nombreux fournisseurs de biens et de services, et elles avaient souvent recours à d'autres pour la logistique et la distribution. A partir du milieu du XIXe siècle, tout se mit à changer très vite, quand le chemin de fer, les canaux et les paquebots firent baisser les coûts de transport et permirent aux entreprises d'étendre leurs ambitions à l'échelle d'un vaste marché national. Alfred D. Chandler Jr, le grand historien des entreprises américaines [Chandler Jr, *The Visible Hand : The Managerial Revolution in American Business*, Harvard University Press 1977 ; et *Scale and Scope : the Dynamics of Industrial Capitalism*, HUP 1990], a montré comment ces grandes firmes à intégration verticale ont peu à peu éliminé leurs concurrents. [...] On songe aux machines à coudre Singer ou à GF Swift and Co., la société d'emballage de viande créée par Gustavus Swift dans les années 1870 pour intégrer au sein d'une seule entreprise toutes les étapes du processus agroalimentaire, du ranch à la boucherie de détail. [...] En incorporant les fonctions situées en amont et en aval, les firmes devinrent moins dépendantes de fournisseurs plus ou moins fiables. En 1949, la société Ford Motors Company, fondée en 1903, possédait d'importantes mines de fer et de charbon et de vastes terrains boisés dans le Michigan, la Virginie et le Kentucky ; des propres voies ferrées ; une plantation d'hévéas de 900 000 hectares au Brésil ; ses propres navires pour transporter les pièces détachées automobiles qui seraient assemblées dans les usines Ford à l'étranger. [...] La stabilité de la production et les cycles longs réduisaient les frais. Pour la première fois, les ménages à revenus moyens eurent accès à un grand nombre de produits manufacturés complexes comme les automobiles, les réfrigérateurs, la nourriture en conserve, les vélos, les postes de radio et de télévision. [...] Même à l'apogée de la grande entreprise à organisation verticale intégrée, d'autres façons de coordonner les fonctions de production subsistèrent. [...] Les districts industriels de l'Italie des années 1970 et 1980 étaient des communautés de PME très souples, spécialisées dans des biens de consommation comme le textile, les chaussures, le prêt-à-porter, les lunettes et les meubles. [...] Des entreprises

comme Benetton, Sàfilo, Max Mara, Luxottica, Geox, Tie Rack et Ermenegildo Zegna ont une réputation internationale, mais leur base de production reste locale. [...] **Quand IBM vit ses bénéfices chuter de près de 27% en 1986, des campagnes « à la japonaise » furent lancées : il fallait améliorer la qualité, être à l'écoute du client, devenir « plus svelte, plus compétitif, plus responsable »** [« Special Report : Creating a New IBM », Think n° 5 (1992)]. Dix ans après l'affichage de ses ambitions, le monde avait pris un virage à 180 degrés. En 1996, IBM créa une unité autonome (Celestica) pour fabriquer ses ordinateurs haut de gamme et revendit ses usines aux fabricants contractuels. Hewlett-Packard s'est débarrassée de la plupart de ses usines de fabrication. Les ouvriers ont été licenciés et les tâches jadis accomplies par des fabricants contractuels, essentiellement en Asie. [...] Mais en matière de fabrication, Dell ne se charge que de l'assemblage final : quatre minutes et demie pendant lesquelles on visse toutes les pièces livrées par les fournisseurs et on installe les logiciels choisis par le client ... » (pages 14/ 19 ; 86/ 92 ; 105/ 108) ;

BOUBA-OLGA Olivier, *Les nouvelles géographies du capitalisme : Comprendre et maîtriser les délocalisations*, Seuil 2006 ;

COLLIN Denis, *Le cauchemar de Marx - Le capitalisme est-il une histoire sans fin ?*, Max Milo 2009 : « Tous les arts ont produit des merveilles ; l'art de gouverner n'a produit que des monstres » (Saint-Just – Convention nationale, le 24 avril 1793) ... « Le monde n'est pas une marchandise ! » Ce mot d'ordre des antimondialistes (no global) devenus, significativement, des « altermondialistes » sonne curieusement, cri de désespoir ou mauvaise plaisanterie ? Le monde est vraiment une marchandise. Pour le capitalisme, seules les marchandises ont de la valeur ou, proposition réciproque, tout ce qui a une valeur est une marchandise. Et une marchandise appartient nécessairement à quelqu'un : une marchandise à disposition de tous ou de personne n'est pas une marchandise. Et c'est d'ailleurs pourquoi s'approprier ce qui n'appartient à personne n'est pas un vol puisque personne n'est spolié. [...] Ainsi, si vous clôturez les pâtis communaux et vous dispersez manu militari les paysans qui s'entêtent à ne rien comprendre au droit naturel lockéen de la propriété, vous ne spoliez personne [Voir J. LOCKE, *Traité du gouvernement civil*. Locke était un partisan des enclosures, la clôture des terrains communaux par les landlords en vue de l'élevage des moutons, à partir du XVI^e siècle. De très nombreux paysans dépendaient des *commons* pour vivre et les enclosures jetèrent sur les routes des centaines de milliers de misérables. Cet épisode de l'histoire anglaise est raconté et analysé par Marx dans le livre I du *Capital*, section VIII, « L'accumulation primitive »]. Et pour les traîne-misère ainsi expulsés de chez eux, ils pouvaient toujours s'emparer des terrains de chasse des Indiens, et là encore personne n'est spolié puisque ce terrain n'est la propriété de personne. **De l'expulsion des paysans à la colonisa-**

tion : c'est la boucle de la genèse du capitalisme européen qui se referme.

[...] Mais Marx se trouve vite en butte à un problème épineux : « Lorsque l'on compare le développement énorme de la productivité du travail social, même en ne considérant que ces 30 dernières années, à la productivité des périodes antérieures, lorsque l'on considère notamment la masse énorme de capital fixe que la production sociale absorbe en dehors de ce qui est représenté par l'outillage proprement dit, on voit qu'il ne s'agit plus seulement de résoudre la difficulté qui a occupé les économistes et qui consiste à déterminer les causes de la baisse du taux de profit, mais qu'il importe bien plus d'expliquer pourquoi cette baisse n'est pas plus grande, ni plus rapide. » (Capital III, X) Marx donne quelques explications précieuses en énumérant les facteurs qui contredisent la baisse du taux de profit. [...] La première méthode est l'allongement du temps de travail (ce que Marx appelle plus-value absolue). Pendant très longtemps, les économistes (surtout de gauche) ont glosé sur une soi-disant tendance séculaire à la baisse de la durée du travail. Cela s'est vérifié globalement jusqu'aux années 70, et encore avec des variations non négligeables. [...] Cette tendance s'est prolongée jusque dans les années 80 en France et en Allemagne (les 35h en Allemagne puis en France, l'augmentation des congés payés et l'abaissement de l'âge de la retraite). Mais ces deux pays, pour des raisons politiques, font figure d'exceptions et encore de manière très relative : les 35h en France ont été payées très souvent au prix du sacrifice d'acquis anciens (pauses, jours de congés exceptionnels) et d'une augmentation de la flexibilité horaire. Pietro Basso [BASSO Pietro, Temps modernes, horaires antiques, Page Deux 2005.] montre que depuis un quart de siècle, dans tous les pays occidentaux, la durée du travail a eu tendance à nouveau à augmenter : diminution des jours fériés, augmentation de l'âge de la retraite, diminution des salaires qui oblige beaucoup de salariés à occuper deux emplois (phénomène particulièrement courant aux Etats-Unis et en GB). La deuxième méthode consiste dans l'intensification du travail. Intensification veut dire d'abord accélération des cadences et chasse aux temps morts. Le principe de l'usine toyotiste, le « juste à temps » a d'abord pour objectif de chasser les temps morts. Sur une chaîne « fordiste » traditionnelle, le temps réellement utile, c'est-à-dire celui pendant lequel le travailleur dépense réellement de la force de travail pour le compte de son patron est autour de 45 secondes par minute. L'organisation selon les principes du toyotisme permet de parvenir à un temps utile de 55 à 57 secondes par minute. Deuxième facteur : la diminution du salaire au-dessous de la valeur de la force de travail. [...] Par exemple, quand on voit que des travailleurs ayant un travail normal ne gagnent plus assez pour se loger, couchent dans des foyers d'urgence ou dans leur voiture [COTTA Jacques, 7 millions de travailleurs pauvres, Fayard 2007.], cela signifie que leur salaire est tombé en dessous de la valeur de la force de travail. La généralisation de ce phénomène de *poor workers* dans tous les pays capitalistes avancés montre que ce n'est pas du tout une question annexe. On peut rattacher à ce facteur l'utilisation de travailleurs clandestins, le plus souvent immigrés dans des secteurs comme le

bâtiment, la restauration ou l'agriculture. Les délocalisations appartiennent à ce processus : on peut trouver à des milliers de kilomètres des forces de travail nettement moins coûteuses !

[...] Les gouvernements européens (à travers la PAC) et nord-américains ont, d'ailleurs, piloté les prix des produits et sont intervenus de manière volontariste et souvent très dirigiste pour accélérer la restructuration de l'agriculture. La hausse spectaculaire de la productivité du travail dans l'électroménager et l'électronique grand public a également permis une élévation du standard de vie des travailleurs salariés sans qu'augmente la part de salaires dans l'ensemble de la production, c'est-à-dire sans remettre en cause le taux d'exploitation. [...] Quatrième facteur : la surpopulation relative. La croissance de la productivité du travail tend à remplacer les travailleurs par les machines d'où l'apparition d'une surpopulation relative. [...] Le chômage de masse a joué à plein son rôle au cours des trois dernières décennies, permettant aux capitalistes de rétablir leurs taux de profit singulièrement écornés au début des années 70. C'est ce qui explique qu'en France la part des revenus du capital dans le PIB a augmenté de 1% au détriment des revenus du travail entre le « tournant de la rigueur » (1982) et la fin des années 90. [...] Cinquième facteur : le commerce international. [...] Ce processus baptisé « mondialisation » ou « globalisation » n'est en rien une nouveauté ni un tournant radical dans l'histoire du capitalisme, mais il marque une accélération des tendances anciennes. L'intégration massive de centaines de millions d'ouvriers payés à un très bas salaire dans la division mondiale du travail a modifié assez profondément les rapports de force entre les différents pôles du système capitaliste – un « système national-mondial hiérarchisé » pour reprendre la très bonne caractérisation de Michel Baud – et a permis l'accumulation de profits colossaux. [...] La spéculation, le « boursicotage » sous toutes ses formes, sont étroitement liés au développement du mode de production capitaliste et ce, depuis l'origine. Le « commerce au loin » en avait jeté les premières bases à l'échelle internationale [Voir Fernand BRAUDEL, *Civilisation matérielle ...* Armand Collin 1993.]. Qui prend la peine de lire ou de relire Balzac y verra quelle place la spéculation tenait dans les préoccupations des classes oisives du XIXe siècle. Les « tondeurs de coupon » de la fin du siècle dernier ou des débuts de ce siècle, étaient légions, jusqu'à ce que la révolution d'Octobre, en refusant d'honorer l'emprunt russe, organise la première euthanasie massive de rentiers. [...] L'affaire des terrains de Floride, que Galbraith [GALBRAITH J.K., *La Crise économique de 1929. Anatomie d'une crise financière*, (1961) Payot 1981, pages 43/ 44.] prend comme point de départ, était un bon exemple du système purement spéculatif qui devait se développer jusqu'au célèbre krach. Comme on pensait que le soleil était une valeur d'avenir, la Floride fut partagée en terrains qui devaient abriter les futures résidences de vacanciers. Les terrains étaient vendus avec un paiement de 10% au comptant. On se les arracha ; les prix montaient chaque semaine un peu plus ; tel agriculteur qui croyait avoir fait l'affaire de sa vie en vendant quelques parcelles insalubres se morfondait la se-

maine suivante, car les prix avaient doublés entre-temps. Les terrains n'intéressaient pas pour eux-mêmes. Les acheteurs n'avaient aucune intention de venir couler leurs vieux jours dans ces villes inexistantes avec seulement de vagues projets de route et d'équipements. [...] C'est pourquoi on n'achète pas vraiment des terrains en Floride, mais des droits d'achats qui à leur tour peuvent être vendus. « La pire des contraintes de la propriété, que ce soit celle de la terre ou de tout autre bien est la nécessité d'avancer l'argent représenté par le prix d'achat. » [...] Il y a cependant une différence notable entre le récit de Galbraith et le capitalisme financiarisé d'aujourd'hui : la fièvre spéculative apparaissait comme un état maladif du mode de production capitaliste que la crise venait purger [Attention de ne pas oublier en chemin que le Deuxième conflit mondial constitua vraiment pour les USA – par exemple – la véritable sortie de la crise de 1929. Il y restait encore en 1938, 18,7% de chômeurs ; un Américain sur cinq n'avait pas eu de travail entre 1933 et 1938, non pas seulement pendant quelques semaines, mais souvent de longues années durant. Cf. 396/ 398 de l'important livre de Fritz STERNBERG, *Le conflit du siècle*, Seuil 1958.]. La spéculation financière aujourd'hui n'est plus ni passagère ni limitée à la couche supérieure du capitalisme, elle tend à devenir son mode de fonctionnement normal ; toute la production lui est soumise et n'existe plus que comme une variante des placements financiers possibles. [...] Placer la sécurité au premier plan, c'est reprendre, en effet, la conception de Thomas Hobbes qui fait de l'Etat le pouvoir souverain auquel les sujets transfèrent tous leurs droits afin qu'il les protège contre la violence d'un « état de nature » caractérisé par la « guerre de chacun contre chacun ». [...] En réalité, ajoute Hobbes, la plupart des hommes qui veulent la liberté veulent aussi que les autres restent dans la servitude : « Si l'on souhaite d'être libre pendant que tous les autres sont asservis, qu'est-ce autre chose que prétendre à la domination ? » [...] Et c'est pourquoi aussi toute protestation des dominés est assimilée à une violence insupportable. Que les syndicats déclenchent dans les transports une de ces rituelles grèves de vingt-quatre heures, plus ou moins suivies et sans lendemain, et l'on voit se déchaîner les représentants du patronat et leurs valets de plume ou de caméra dénonçant les usagers « pris en otage ». L'hyperbole dit précisément ce que veut dire l'obsession de l'insécurité : l'intolérable insécurité des possédants que le mouvement social pourrait obliger à céder quelques miettes du festin dont ils se goinfrent avec une impudeur provocatrice. Jadis, on faisait donner la troupe contre les grévistes. La troupe qui tirait dans le tas plus souvent qu'à son tour. Aujourd'hui, on a trouvé beaucoup plus efficace : les « casseurs », plus ou moins manipulés, plus ou moins soudoyés, qui ont pour fonction de faire dégénérer les manifestations et faire les gros titres du « JT » : manifestants = casseurs = insécurité. Bref, il faut habituer tout le monde à cette idée que la sécurité est menacée par la liberté accordée aux membres des classes dangereuses de se déplacer à leur gré et de jouir de leurs droits constitutionnels. [...] Est-il possible de concevoir une organisation sociale qui soit en tout point la manifestation de la liberté individuelle ? Ou

encore, est-il possible de surmonter la contradiction entre individu et société ? Voilà la question sur laquelle bute finalement toute pensée révolutionnaire ... » (pages 37 ; 79/ 87 ; 98/ 101 ; 175/ 176) ; voir aussi son blog : <https://denis-collin.blogspot.com> ;

DENIS Jean-Michel, *Les coordinations – Recherche désespérée d'une citoyenneté*, Syllepse 1996 ;

LESCHI Didier, *Un aspect particulier des mobilisations : les coordinations*, DEA de science politique, Université de Paris X-Nanterre 1989 ; « Les coordinations, filles des années 1968 », *Clio* n° 3, 1996 – Cf. texte en ligne : <https://journals.openedition.org/cli/467> ;

DOCKES Pierre (Collectif), *Ordre et désordres dans l'économie-monde*, PUF 2002 ;

KEUCHEYAN Razmig, *Les besoins artificiels – Comment sortir du consumérisme*, Zones 2019 : « Le marxisme a connu une brève éclipse dans les années 1980 et 1990 [De fait, l'éclipse a principalement concerné ses bases historiques en Europe continentale : l'Allemagne, la France, l'Italie. Dans les zones d'influence anglo-américaines, en Amérique latine et en Asie, le marxisme – les « mille marxismes » dont parlait Henri Lefebvre – a connu un âge d'or dans les années 1980 et 1990. Voir Razmig KEUCHEYAN, *Hémisphère gauche – Une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Zones 2013.]. [...] Deux courants du marxisme sont particulièrement pertinents aujourd'hui. Le premier est la tradition gramscienne. Celle-ci inclut principalement Antonio Gramsci et Nicos Poulantzas [POULANTZAS Nicos (1936-1979), philosophe français d'origine grecque : *L'État, le pouvoir, le socialisme*, (PUF 1978) *Les Prairies Ordinaires* 2013 ; Jean-Numa Ducange et Razmig Keucheyan (Collectif), *La fin de l'Etat démocratique – Nicos Poulantzas, un marxisme pour le XXIe siècle*, Collection "Actuel Marx confrontation", PUF 2016.], en particulier le Poulantzas « tardif », celui de L'Etat, le pouvoir, le socialisme. [...] Le second courant est la théorie marxiste des besoins. Il s'incarne lui aussi dans deux noms propres : André Gorz et Agnes Heller. Gorz est relativement connu. Willy Gianinazzi lui a consacré une passionnante biographie en 2016 [GORZ André (1923-2007), philosophe français d'origine autrichienne, un des principaux théoriciens de l'écologie politique. Cofondateur, avec Jean Daniel, du *Nouvel Observateur* en 1964 ; *Réforme et révolution*, Seuil 1969, recueil comprenant

Stratégie ouvrière et néo-capitalisme ainsi qu'un chapitre de *Le socialisme difficile* ; *Adieux au prolétariat*, Le Seuil, 1981 ; *Leur écologie et la nôtre – Anthologie d'écologie politique* (édité et introduit par Françoise Gollain et Willy Gianinazzi), Seuil 2020 ;

FOUREL Christophe et CAILLE Alain, *Le moment Gorz. André Gorz en personne* ; *Sortir du capitalisme : Le scénario Gorz*, Le Bord de l'eau 2017 ; GIANINAZZI Willy, *André Gorz. Une vie*, La Découverte (2016) 2019.]. Heller [HELLER Agnes (1929-2019) : *La Théorie des besoins chez Marx*, UGE, collection « 10/18 » n° 1218 (1978) ; *Qui est libre ? : sept essais sur la problématique de la liberté*, L'Harmattan, coll. « L'Ouverture philosophique » 2002 ; TORMEY Simon, *Agnes Heller – Socialism, Autonomy and the Postmodern*, Manchester University Press 2001.], quant à elle, n'est quasiment pas connue en France. Son influence est pourtant grande dans le monde anglo-saxon, dans les pays de l'Est – elle est hongroise, née en 1929 – ou encore en Italie. C'est une représentante de l'école de Budapest, un groupe de philosophes se réclamant de la pensée de Georg Lukács (1885-1971) dans les années 1960 et 1970 ... » (pages 27/ 28) ; *Hémisphère gauche – Une cartographie des nouvelles pensées critiques*, La Découverte 2017 ;

LABARI Brahim, *Sociologie des délocalisations*, Publibook 2013 ;

MC NALLY David, *Panne globale – Crise, austérité et résistance*, Ecosociété (2010) 2013 : « ... En août 1981, deux ans après l'arrivée de Volcker à la Fed, le président Ronald Reagan mit fin à la grève nationale des contrôleurs aériens. Il mit tout le monde à pied et écrasa leur syndicat au passage. [...] Les commentaires subséquents de Volcker ne laissèrent planer aucun doute quant à l'importance stratégique de briser les syndicats : « l'action la plus importante du gouvernement dans son soutien à la lutte contre l'inflation fut de mettre fin à la grève des contrôleurs aériens. ». La raison en est fort simple. C'est un axiome du capitalisme que le « meilleur motivateur, c'est la peur », comme le résume l'auteur de *Profits Aren't Everything, They're the Only Thing* [Les profits, c'est tout ce qui importe – Georges Cloutier, HarperBusiness 2009. Cloutier est le chef de la direction d'American Management Services. Le titre anglais comporte un jeu de mots plus ou moins réussi visant à souligner que les profits ne sont pas « tout » ce qui importe, mais « la seule chose » qui importe.]. [...] Le renvoi des contrôleurs aériens en grève par le gouvernement américain s'inscrivait dans un retour généralisé à des tactiques généralement mises de côté pendant le Grand Boom : renvois en masse, emprisonnements, utilisation à grande échelle de la police pour contrer les mouvements de grève. Au Canada, le gouvernement fédéral imposa le contrôle des salaires en 1976. Deux ans plus tard, il fit emprisonner le président du syndicat des postiers du Canada, longtemps l'un des syndi-

cats les plus militants au pays, lorsque celui-ci déclencha une grève défiant ces mesures. Des méthodes semblables furent employées à grande échelle, assorties d'un usage massif des briseurs de grève et de la police, par exemple lorsque Margaret Thatcher s'en prit au Syndicat national des mineurs de Grande-Bretagne en 1985, ou lorsqu'en Bolivie, l'année suivante, on fit appel à l'armée pour écraser le syndicat des mineurs d'étain, un pilier du radicalisme ouvrier dans le pays. [...] Le mouvement ouvrier bolivien s'était décomposé de manière fracassante à la suite de l'offensive néolibérale. Pendant plus de trente ans (1952-1985), le syndicat des mineurs d'étain, la Centrale ouvrière de Bolivie (COB) se composait d'une avant-garde prolétarienne radicale agissant comme fer de lance d'une culture de classe de combat. Le jour du 1^{er} mai 1952, une force ouvrière de 40 000 personnes armées marchaient dans les rues de la capitale, qui se trouvait maintenant sous leur contrôle. Bien que le mouvement ouvrier ait ensuite remis le pouvoir à des nationalistes qui ont trahi la cause ouvrière, la COB est demeurée pendant les trente années suivantes une force sociale dotée d'une énorme influence. Elle a forcé la nationalisation des mines d'étain et mené les grandes luttes des pauvres. Vint ensuite la loi de privatisation de 1985 qui envoya au chômage plus de 20 000 des 27 000 mineurs travaillant dans les mines appartenant à l'Etat et une proportion semblable de ceux travaillant dans des mines privées. Ils occupèrent des mines et déclenchèrent des grèves générales qui rencontrèrent une répression sévère. En septembre 1986, les mineurs et leurs épouses, accompagnés d'un contingent enseignant, étudiant et paysan, entreprirent leur Marche pour la vie, qui fut stoppée par l'armée. « Sans qu'aucun coup de feu ne soit tiré, le peuple s'est démobilisé [...] Les mineurs se sont soumis à l'Etat et c'est alors qu'a commencé une nouvelle ère en Bolivie. » [Oscar Olivera et Tom Lewis, *Cochabamba ! Water War in Bolivia*, Cambridge, South End Press 2004, page 13.] Il ne fallut pas beaucoup de temps pour que les compagnies pétrolières et gazières publiques, le transporteur aérien étatique, les chemins de fer et la compagnie de téléphone se retrouvent tous à l'encan. **La défaite écrasante des mineurs d'étain joua le même rôle que celle des contrôleurs aériens aux Etats-Unis ou celle des mineurs de charbon au Royaume-Uni ...** » (pages 25 ; 48 à 75 ; 85/ 86 ; 134/ 135) ;

ROELANDTS Marcel, *Comprendre la crise économique*, Controverses n°1 – Forum de la Gauche Communiste Internationaliste, mai 2009 : « ... Pourtant, l'exigence qui avait nécessité la mise en place du capitalisme d'État *keynésiano-fordiste* (1945-1982) est toujours présente : le salariat est prépondérant dans la population active, le capitalisme doit donc impérativement trouver un moyen de stabiliser la demande finale pour éviter que sa compression ne se transforme en dépression. En effet, les investissements des entreprises étant également limités suite à la baisse drastique de la part salariale (puisque non incités à effectuer des investissements d'élargissement), il faut alors trouver d'autres moyens d'assurer la consommation. La réponse durant toute la phase du capitalisme d'État

dérégulé (1982-2009) tient nécessairement dans la formule : de moins en moins d'épargne, de plus en plus de dettes. La baisse du taux d'épargne des ménages accroît la consommation sans bourse déliée ; quant à la montée du taux d'endettement, elle augmente les dépenses de ces derniers sans passer par les hausses de salaires réels. Nous sommes donc en présence d'une formidable machine à fabriquer des bulles financières et à alimenter la spéculation. L'aggravation constante des déséquilibres n'est donc pas le résultat d'erreurs dans la conduite de la politique économique : elle est partie intégrante du modèle. [...] La divergence qui s'est instaurée entre les taux de profit et d'accumulation depuis 1982 (graphique n°4) est compensée par l'écart qui se creuse entre la part salariale et la consommation finale (graphique n°5). La finance est ce qui sert à réaliser cette compensation de trois façons : (1) la part non accumulée de la plus-value est distribuée aux détenteurs de revenus financiers (rentiers) qui la consomment de façon improductive pour l'essentiel, (2) cette part sert aussi à la finance pour développer l'endettement des ménages, dont la consommation augmente (non pas en raison d'une progression des salaires, mais grâce à l'augmentation de leur revenus patrimoniaux et à la baisse de leur taux d'épargne), (3) cette part est également recyclée via le développement de rémunérations sous forme financière pour une fraction du salariat.

La finance n'est donc en rien un parasite sur un corps sain, elle se nourrit de cette part croissante de profits non investis depuis 1982. Cependant, ce non-investissement ne résulte pas d'une baisse du taux de profit ou d'une insuffisance de plus-value, comme le pensent à tort les tenants de la théorie monocausale des crises par la baisse du taux de profit, elle résulte d'une surproduction de capitaux consécutive à la forte compression de la demande salariale. C'est pourquoi, il n'y a pas de *'bon'* capitalisme productif qui serait parasité par un *'mauvais'* capitalisme financier, comme le professent nombre de critiques de tout bord, et comme le développait Lénine à la suite d'Hilferding dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*. **La finance n'est pas une excroissance qu'il suffirait d'éliminer ou de réguler pour revenir à un fonctionnement *'normal'* du capitalisme. Au contraire, le capitalisme contemporain est un *'pur capitalisme'* où la finance est un moyen de son fonctionnement** en vue d'extraire un maximum de profit par l'exploitation de la classe ouvrière. Mais aujourd'hui le roi est nu : le capitalisme préfère ne pas répondre aux besoins sociaux insuffisamment rentables plutôt que de risquer de voir baisser son taux de profit ... » (pages 28/ 29 ; disponible aussi sur le site « leftcommunism.org » ou sur son site « capitalisme-et-crise.info ») ;

VILLEMUS Philippe, *Délocalisations, aurons-nous encore des emplois de-main ?*, Seuil 2005 ;

► HAITI : Depuis plus d'un siècle, Haïti, qui s'était libéré les armes à la main du colonialisme français, a dû subir les interventions de nouveaux impérialistes, et en premier lieu, celles du voisin US. Elle a dû, en sus, payer une dette colossale de 17 milliards d'euros [En 1825, Haïti, première république noire de l'histoire doit, sous la menace de la flotte française et pour obtenir sa reconnaissance sur la scène diplomatique, payer des indemnités aux anciens colons français pour compenser leur perte de revenus. La somme s'était alors élevée à 150 millions de francs or, l'équivalent aujourd'hui de 17 milliards d'euros. Beaucoup d'Haïtiens militent aujourd'hui pour récupérer cette somme.]. La première occupation a duré de 1915 à 1934. Puis, pendant la Guerre froide, Washington a mis en place et soutenu une série de dictateurs impitoyables, dont « Papa Doc », François Duvalier, puis son fils « Baby Doc », Jean-Claude. Ce dernier a été chassé du pays par un soulèvement massif en **1986**, et l'impérialisme français lui a offert un plaisant refuge. En 1990, les Etats-Unis ont appuyé un coup d'État militaire pour chasser le président élu Jean-Bertrand Aristide, un prêtre « populiste » dont la politique gênait les sociétés américaines. En 1994, les troupes US ont de nouveau envahi le pays, puis, à partir de 2004, des troupes dites de « maintien de la paix » de l'ONU, dirigées principalement par les États-Unis, le Canada, la France et le Brésil, se sont installées dans le pays pendant quinze ans. Le rôle de ces forces était le maintien de l'ordre bourgeois, en l'absence d'armée locale. Il est maintenant établi que ce sont ces troupes de l'ONU qui sont responsables de l'épidémie de choléra ce qui a tué près de 10 000 Haïtiens. Véritables troupes d'occupation, elles se sont rendues coupables de multiples viols, ainsi que de la répression des manifestants et des communautés pauvres. En plus d'occuper militairement le pays, ces impérialistes ont aussi ravagé des secteurs entiers de son économie. Ils ont voulu faire d'Haïti un paradis pour les usines de confection à bas salaires qui sont de véritables bagnes. Le pays a été obligé d'abolir les tarifs douaniers, et a été inondé de riz US bon marché, ce qui a entraîné la ruine de nombreux agriculteurs. Les entreprises publiques rentables telles que TELECO, la compagnie nationale de téléphone, ont dû être cédées aux multinationales qui se sont empressées de jeter à la rue une partie de leurs salaires ... »

BUTEL Paul, *Histoire des Antilles françaises XVII^e – XX^e siècle*, Perrin 2002 ;

CAUNA Jacques, *Au temps des isles à sucre. Histoire d'une plantation de Saint-Domingue au XVIII^e siècle*, Karthala 1987 ;

DUBOIS Laurent, *Les Vengeurs du Nouveau Monde. Histoire de la Révolution haïtienne*, Les Perséides 2005 : « Ce livre raconte les événements qui ont marqué la plus grande - et l'une des plus sanglantes - révolte d'esclaves de l'histoire de l'humanité. Une révolte si importante qu'elle allait directement provoquer

l'abolition de l'esclavage par la Convention nationale en 1794 et aboutir, dix ans plus tard, à la création de la toute première république noire du monde : la république d'Haïti. La force de Laurent Dubois est d'abord d'avoir réussi à rendre compréhensible la grande complexité de cette histoire, en montrant comment le processus révolutionnaire de Saint-Domingue (future Haïti, en 1804) évolua au fil du temps. Ce faisant, il dresse un portrait particulièrement vivant de la conscience émergente des anciens esclaves, et il montre comment, au-delà du déchaînement de violence auquel elle donna lieu, en abolissant l'esclavage et en reconnaissant tous les hommes comme des citoyens égaux, la Révolution haïtienne a finalement accompli les idéaux révolutionnaires et démocratiques d'une manière que la France, les Etats-Unis et les autres nations du monde n'étaient pas prêtes à accepter ... » ;

HURBON Laënnec, *Comprendre Haïti. Essai sur l'État, la nation, la culture*, Éditions Karthala 1987 ;

PLUCHON Pierre, *Histoire des Antilles et de la Guyane*, Privat 1982 ... et s'il vous reste un peu de temps, écouter la langue charnue de Dany Laferrière - présentée au Café de la bibliothèque d'Ahuntsic à Montréal le 25 février 2012 - vous conter sa version : <https://www.youtube.com/watch?v=6hcxHiddeQc> ;

► GRMEK Mirko, *Histoire du SIDA*, Payot (1989) 2005 ;

NOUSCHI Marc, *Le XXe siècle*, Armand Colin 2011 (4^e édition) : « Depuis les travaux de Pasteur entre 1880 et 1885, les biologistes ont identifié environ 6250 virus dont les deux tiers dans les deux dernières décennies du XXe siècle. Ils ont joué un rôle parfois crucial dans le passé, par exemple lors de la conquête de l'Amérique, le choc viral ayant littéralement exterminé la population indienne qui n'a résisté ni à la variole ni à la rougeole. [...] Comment ne pas établir un parallèle avec le mécanisme de propagation de la maladie du sommeil évoqué par Eugène Jamot, médecin-capitaine ? Ce dernier qui réussit à terrasser la maladie écrivait en 1929 : « Il existe un parallélisme évident entre la pénétration et l'occupation européenne de l'Afrique noire et la marche de l'épidémie. [...] En brisant les cloisons étanches qui séparaient les différentes tribus et qui permettaient au mal d'évoluer en vase clos, en ouvrant des voies de communication, en circulant avec des gardes, des porteurs, des boys recrutés un peu partout, en déplaçant les populations, l'Européen a été le véritable agent de propagation du fléau. » (JP Dogon, Quand les pasteuriens traquaient la maladie du sommeil). [...] Certes, il faut faire la part entre maladies réellement nouvelles et celles qui témoignent d'une « émergence de nos connaissances », mais cette brutale accélération reflète la rupture d'un équilibre entre homme et nature ; la déforestation accélérée sur tout les continents met en contact hommes et animaux. Ainsi serait

expliquée l'émergence de ces nouvelles maladies, fièvre d'Ebola, de Marburg ... » (pages 584/ 585) ;

▶ BARD Christine et CHAPERON Sylvie (Collectif), *Dictionnaire des féministes*, PUF 2017 ;

FAURE Christine (Collectif), *Nouvelle Encyclopédie politique et historique des femmes*, Les Belles Lettres 2010 ;

LEONARD Diana et DELPHY Christine, *L'exploitation domestique*, Syllepse 2019 : « En raison de la période historique précédente d'adaptation et de défense implicite de la famille, et du relatif silence de la première vague féministe sur la sexualité maritale (exception faite des grossesses non désirées et des risques, pour les épouses, de contracter des MST si leurs maris fréquentaient des prostituées), les attaques lancées par la seconde vague (1968-1990) féministe contre la division des tâches et du pouvoir à l'intérieur des foyers sécurisants et prospères, contre les rapports sexuels entre hommes et femmes, et contre la construction de la masculinité et de la féminité, apparurent comme surprenantes, authentiquement radicales – et menaçantes. [...] Le WLM (MLF) en France introduisit de nouvelles façons d'appréhender la situation des femmes via une prise de conscience accrue, et développa des formes d'action politique dérivées de l'anarchisme et du mouvement Black Power, comme la pratique de l'action directe, qui n'autorisait que le groupe opprimé, les femmes, à y participer ... » (page 33) ;

PHILOSOPHIE Magazine HORS-SERIE, *La puissance des femmes – Une autre histoire de la pensée*, 2019 (avec notamment page 130 une « Carte des féminismes ») ;

PAVARD Bibia et ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *100 ans d'affiches féministes*, Les Echappés 2013 : « Saoud Benani, née au Maroc, est venue en France pour étudier. Fondatrice de l'association, elle explique ainsi la création des « Nanas-Beurs » : « En arrivant ici, je suis allée voir du côté des milieux maghrébins de la Cité universitaire. J'ai commencé à découvrir le milieu marocain en France, à m'intéresser au monde arabe. [...] Et puis, il y a eu « la Marche des Beurs » [La Marche pour l'égalité et contre le racisme, surnommée par les médias « la Marche des beurs » est une marche antiraciste qui s'est déroulée en France du 15 octobre au 3 décembre 1983. Voir notamment BOUAMAMA Saïd, *Dix ans de marche des Beurs – Chronique d'un mouvement avorté*, Desclée de Brouwer 1994 ; HAJJAT Abdellali, *La Marche pour l'égalité et contre le racisme*, Amsterdam 2013 ; AUGUSTIN Michael, *La vraie histoire de la marche des beurs*, éditions Bellier 2013 ; ASKOLOVITCH Claude, « Dossier 1983-2001 : histoire d'un gâchis – La trop, trop longue marche des beurs »,

Nouvel Obs du 1^{er} novembre 2001 ; BEAUD Stéphane et MASCLET Olivier, « Des 'marcheurs' de 1983 aux 'émeutiers' de 2005. Deux générations sociales d'enfants d'immigrés », *Annales* n° 4, 2006, pages 809/ 843 ; et le site de l'association <https://marcheegalite1983.wordpress.com> ...], à laquelle j'ai participé très activement, dans le Collectif Jeunes. [...] La marche, d'abord, c'était très masculin mais, comme partout, il y avait des filles qui faisaient un travail de fourmi, faisaient les tracts, organisaient les choses, élaboraient, conceptualisaient, tandis que les garçons étaient les leaders sociaux ! Et puis je me suis installée à Boulogne, où j'ai logé des tripotées de filles qui étaient en fugue, en rupture avec leurs familles pour des histoires de conflits de valeurs, de mariage ... On s'est dit avec les copines que c'était le moment ou jamais, qu'il fallait tenter de faire réagir les pouvoirs publics. » Par la stylisation des trois visages aux coiffures afro, punk et en brosse, l'esthétique de l'affiche de l'association sur fond bleu-violet, bouscule les références identitaires corporelles habituelles de femmes d'origine maghrébine. Très opposées au port du foulard, les femmes de l'association voulaient regrouper les laïques, tout en défendant une identité spécifique du fait de leur origine. » (page 95) ; Voir aussi Benani Souad, *Minces Juliette. Les nanas beurs. Un entretien avec Souad Benani*, in *Hommes et Migrations*, n°1141, mars 1991, Elles ... Femmes en mouvement(s) pages 52/ 55, sur le site « www.persee.fr » ; et l'article de Corinne Mélis dans la Revue européenne des migrations internationales (volume 19, n° 1, de 2003, pages 81/ 100) ;

ROCHEFORT Florence, *Histoire mondiale des féminismes*, « Que sais-je ? » 2018 : « Les féminismes radicaux s'essouffent dès les années 1980 au même rythme que les cultures politiques contestataires qui les ont portés. Difficile de croire encore que la « moitié du ciel » en Chine ou les socialismes autoritaires ont émancipé les femmes. Difficile aussi de résister aux crises politiques, économiques et religieuses, aux espoirs démocratiques déçus des émancipations coloniales et des politiques de développement. Des conjonctures moins favorables s'annoncent avec le triomphe de l'idéologie néolibérale et la déprise des Etats-providence, avec la contre-offensive antiféministe des droites religieuses et des fondamentalismes dans toutes les confessions contre les acquis égalitaires, le droit à l'avortement notamment amplifié dans le contexte consécutif à la guerre froide. Si l'on constate un certain reflux militant, nombre de prolongements et de renouveaux sont néanmoins perceptibles : sur le plan des études féministes et théoriques, sur le plan institutionnel au sein des universités et des ministères ou des organismes internationaux ; dans des nouveaux milieux comme les sphères religieuses et écologiques ; au sein des courants politiques contestataires et enfin à travers une plus ample diffusion médiatique, notamment dans les cultures populaires ... » (pages 100/ 101, « Diffusion et diversification des féminismes (1980-2000) ») ;

VANINA, *Où va le féminisme*, Acratie 2020 : « Dans le bouillonnant après-68, cette affiche [*Pas de révolution sociale sans libération des femmes – Pas de libération des femmes sans révolution sociale*] reflétait bien l'air du temps en affirmant que la lutte des classes et la lutte contre la domination masculine allaient de pair pour changer radicalement la société. Mais la fin des Trente Glorieuses et du bloc soviétique, la propagande « libérale » et les thèses postmodernes ont ensuite fait oublier le désir de révolution. L'Université s'est emparée des questions du genre et des minorités, avec la « théorie queer » et les analyses sur l'« intersectionnalité ». Le féminisme a évolué vers une demande d'intégration émanant surtout de femmes des classes moyennes et supérieures – et passant par la suppression des inégalités salariales avec les hommes et par une répression accrue des violences masculines. L'exploitation de classe a été reléguée derrière une foule d'oppressions à déconstruire individuellement dans la société existante ... On ne réforme pourtant pas un système – et s'émanciper du capitalisme et du patriarcat implique toujours de concrétiser ce projet collectif : la révolution sociale ! » ...

ANNEXE :

- *Gavroche*, revue d'histoire populaire, est née en 1981. Elle fait suite à une autre revue, *Le Peuple Français*, publiée entre 1971 et 1980. Son objectif est la retranscription « des fêtes, des travaux, des luttes et des joies du principal acteur de l'histoire : le peuple ». Les rédacteurs sont aussi bien universitaires que militants. La revue cesse de paraître en avril 2011, mais a été mise en ligne par l'excellent site « archives des autonomies » : <http://archivesautonomies.org/spip.php?rubrique263> ;

- En 1968, Gébé a dessiné *L'an 01*, dont le sous-titre était « On arrête tout et on réfléchit ». En 1985, Serge Gainsbourg écrit *Quoi*, une chanson qui dit « J'aimerais que la terre s'arrête pour descendre », une immobilisation porteuse d'un mouvement aux antipodes de la course en avant actuelle contre le(s) mur(s) !

- Lundi 25 février 1985, un coup de grisou suivi d'un coup de poussière, à 1.050 mètres de profondeur au **Puits Simon (à Forbach), fauche 22 mineurs tués et une centaine de blessés. C'est la dernière et la pire catastrophe minière de Lorraine.**

Mais dès les années soixante, le charbon recule. Le pétrole et nucléaire semblent des énergies plus rentables. Le bassin houiller, centré sur Forbach, est durement

touché. Après une longue période de restructurations et de relances, le siège Simon, l'un des charbonnages les plus importants des houillères de Lorraine, avec ses cinq puits, ferme en 1997.

Néanmoins, tous les gisements « faciles » ayant été totalement exploités, il a fallu descendre de plus en plus profondément, ce qui a fait fortement croître les coûts d'exploitation ; par exemple, le soutènement renforcé de la mine de Gardanne en fin d'exploitation a nécessité d'utiliser environ une tonne d'acier par mètre de galerie creusé. Un dernier et coûteux essai de relance du charbonnage français de 1981 à 1983 se solde finalement par un pacte charbonnier, signé en 1994 entre Etat et organisations syndicales, prévoyant la fermeture des puits pour 2005. L'exploitation, bien que non rentable s'est poursuivie pour des raisons sociales.

● **Les Lascars du LEP électronique (1986)**

Texte d'appel des lascars du LEP en 1986 :

**TOUT CE QU'ON NE CRITIQUE PAS DOIT ETRE CRITIQUÉ
NOUS CRITIQUONS !**

ETUDIANTS, hier nous étions dans la rue avec vous mais autant vous le dire tout de suite, la réforme "2 paquets" on s'en fout !

Pour nous la sélection a déjà joué, l'université nous est fermée, et nos C.A.P, nos B.E.P, nous mènent tout droit à l'usine après un petit tour à l'ANPE.

Pour nous la critique de la loi "2 baquets" est inutile ;

Nous critiquons l'université,

Nous critiquons les étudiants,

Nous critiquons l'école,

Nous critiquons le travail.

L'école nous donne de mauvaises places,

L'université vous donne des places médiocres,

Ensemble critiquons les !

Mais ne nous-dites pas : "il faudra toujours des balayeurs, des ouvriers" ou alors allez-y les gars, ces places-là on vous les abandonne de bon cœur, ne vous gênez pas !

ON N'EST PAS PLUS BETES QUE VOUS, ON N'IRA PAS A L'USINE !

Si vous critiquez la loi "2 laquais" qui ne fait qu'empirer une situation mauvaise, vous n'avez rien compris ! Du reste votre situation n'est pas de beaucoup meilleure que la nôtre. Une bonne partie d'entre-vous (60% paraît-il)

abandonnera ses études avant le DEUG ; et ces "mauvais étudiants" auront droit aux mêmes boulots subalternes et mal payés qui sont notre lot. Et quand aux "bons étudiants" qu'ils sachent que les places moyennes qu'ils auront (les

bonnes c'est pas à l'université qu'on les trouve) ont beaucoup perdue de leur prestige et de leur pouvoir. Aujourd'hui un médecin n'est plus un "MONSIEUR", c'est un employé de la sécu. Et qu'est-ce qu'un professeur, un avocat ? Il y en a tant... !

ETUDIANTS, si vous critiquez seulement la loi "2 caquets" et pas l'université, vous vous battez seuls et la loi passera d'un coup ou par petits bouts, VOUS L'AUREZ DANS L'CVL !

Et, si par hasard elle ne passait pas, alors tout serait comme avant et la moitié d'entre vous se retrouverait dans les bureaux, VOS usines aseptisées.

ETUDIANTS c'est vous qui êtes appelés à gérer cette société et nous à la produire.

SI VOUS BOUGEZ, SI NOUS BOUGEONS, TOUT PEUT BOUGER.

Mais si vous voulez seulement jouer les "apprentis Tapie", si vous voulez seulement gérer loyalement cette société et devenir à moindres frais, éducateurs, assistantes sociales, animateurs, inspecteurs du travail, cadres, sociologues, psychologues, journalistes, directeurs du personnel ; pour demain nous éduquer, nous assister, nous animer, nous inspecter, nous informer, nous diriger, nous faire bosser...

ALLEZ VOUS FAIRE FOUTRE !

Mais si vous voulez, pour commencer, critiquer le système scolaire qui nous exclut, et vous abaisse, si vous voulez lutter avec nous, contre la ségrégation sociale, contre la misère, la vôtre et la nôtre, alors ...

FRERES, AVEC NOUS, ON VOUS AIME !!!

Ci-dessous le lien pour voir le film les lascars du LEP électronique :

<https://vimeo.com/13315840>

« Les lascars du LEP électronique » est un film sur le mouvement étudiant et lycéen contre le projet de loi Devaquet. Ce film a été réalisé à la fin de cette année 86 par un groupe de lycéens qui développe alors une critique du mouvement auquel ils ont eux-mêmes participé : critique de l'insuffisance des revendications étudiantes, critique des orgas politiques, avec une critique sociale plus globale. Leurs tracts commençaient par : "Professeurs, vous nous faites vieillir !" ou "Nous n'irons pas à l'usine !" ou encore "Maman, Papa. Ta fille, ton fils sont dans la rue. »

Le CRAS avait sorti un recueil de tracts du mouvement anti-Devaquet, téléchargeable sur ce lien :

https://cras31.info/IMG/pdf/compilation_tracts_lyceens_etudiants1986-2.pdf

● Dans une période de recul ou de flottement du mouvement ouvrier, la tentation pour certains dominés voire certains groupes de « radicaliser » leur action semble naturel. **Comment, en effet, répondre à la morgue des possédants, à l'exploitation croissante, à la violence du chômage ou de la précarité et à la répression méthodique ? Ne faut-il pas réveiller le « peuple », la « classe », les « autres » ?** La journaliste Ulrike Meinhof écrivait dans *Konkret* en mai 1968 : « *Les balles tirées sur Rudi* [Une tentative de meurtre a lieu contre Rudi Dutschke, leader de la Ligue des étudiants socialistes allemands (SDS), le 11 avril 1968. En juin 1967, l'étudiant Benno Ohnesorg avait déjà été tué, lors d'une manifestation contre le Shah d'Iran, par Karl-Heinz Kurras, un policier de Berlin-Ouest qui s'est révélé récemment être un espion de la Stasi est-allemande !] *ont mis fin au rêve de la non-violence. Qui ne s'arme pas meurt, qui ne meurt pas est enterré vivant dans les prisons, les maisons de rééducation, dans le sinistre béton des tours résidentielles.* »

Ainsi, après la révolution de 1905, des groupes de combat bolcheviks ont relancé leurs expropriations armées alors que les SR reprenaient leurs attentats. De même, après 1968, des militants, lassés par l'action « légale » et de longue haleine ont dérivé vers des actions minoritaires plus musclées où l'État et ses services secrets (parfois d'autres pays) sont les rois ! Sans évoquer ici le terrorisme d'Etat (des purges staliniennes aux différents coups d'État d'Amérique Latine et d'ailleurs, de la liquidation de l'ennemi intérieur ou des coups fourrés fomentés par les services aux ordres), ce dernier ne tolère pas de crime de lèse-majesté. Il va laisser pourrir en prison ou pourchasser de par le monde ceux qui ont tant soit peu remis en question son monopole de la violence. Aujourd'hui, le comble du radicalisme, les seules actions réellement « violentes » qui mettront bas ce système ne consistent-elles pas à forger à la base des liens solides pour généraliser demain la grève et la lutte solidaire ? Citons, pour mémoire, le rapport du chef de la sûreté publique de Saint-Pétersbourg en date du 23 février 1917 :

« *Ce matin, les ouvriers du district de Vyborg ont commencé à arrêter peu à peu le travail et à parcourir les rues en masses compactes ; ils firent entendre leurs protestations et leur mécontentement sur la disette du pain. Bientôt après, la nouvelle de la grève ayant atteint les entreprises des autres districts, les ouvriers se rallièrent aux grévistes. [...] La majorité des ouvriers, après avoir quitté leurs fabriques, resta la plupart du temps dans les rues, organisant à tout propos des manifestations et des troubles. Vers une heure de l'après-midi, le doyen des vice-commissaires du deuxième commissariat de Vyborg, le conseiller de la cour Kargel, chargé de surveiller les tramways, voulut arrêter un ouvrier en train d'arracher la manette à un conducteur de tramway. Sa tentative d'arrêter le criminel fut remarquée par les ouvriers qui se tenaient tout près ; ceux-ci encerclèrent le vice-commissaire, le blessèrent à la tête à l'aide d'un objet dur et aidèrent le prisonnier à s'enfuir. A peu près au même moment, une foule ouvrière d'environ mille personnes se déplaçait vers le pont Liteini,*

dans le but de pénétrer dans le centre de la ville. A la gare de Finlande, les manifestants furent reçus par le vice-commissaire Brothus, accompagné d'un petit détachement de policiers. En essayant de disperser la foule, il fut entouré par les ouvriers dont un lui arracha son sabre et le blessa légèrement à la tête. [...] Vers 7 heures et demie du soir, les ouvriers de la fabrique mécanique de Pétersbourg et de la fonderie « Vulcain » - environ 1500 personnes - quittèrent le travail et défilèrent dans la rue Bolchaia-Koltovskaia. Dans la rue Korpus, les manifestants s'arrêtèrent devant la fabrique mécanique de la « Première Société russe d'aviation » et forcèrent le portail. Les agents surveillants du quatrième commissariat essayèrent de convaincre les manifestants de rétablir l'ordre. Le surveillant de police, Bachov, s'étant persuadé qu'il ne réussirait pas à apaiser les ouvriers, tira son revolver et menaçait les émeutiers. Les ouvriers cernèrent Bachov, lui arrachèrent son revolver et le rossèrent à coups de bâton. Ils pénétrèrent ensuite dans la fabrique et débauchèrent les ouvriers qui avaient travaillé comme d'habitude ... Le général-major, chef de la section » (in WALTER Gérard, *La Révolution russe*, Editions Albin Michel, 1972, p. 179-180) ;

● « ...1987

La "transparence" initiée par Gorbatchev suscite quelques audaces dans les pays baltes et en Pologne : ainsi est publié en Estonie, au mois de juillet 1987, le "roman" de Heino Kiik, *Maria Siberimaal* (Maria en Sibérie), qui relate le sort d'un groupe de seize familles, - des femmes et des enfants en majorité - déportés en Sibérie en 1949, en plein hiver. L'ouvrage, terminé depuis dix ans, n'avait pas obtenu jusque-là l'autorisation de paraître. Le 6 août de la même année, en Lettonie, le groupe des droits de l'homme "Helsinki 86" demande la publication du texte du traité germano-soviétique, protocoles secrets compris, et presse les gouvernements allemand et soviétique de déclarer le traité comme nul. Le journal du parti communiste letton, *Cina*, répond que les textes sont introuvables. Et la presse centrale soviétique continue d'affirmer qu'en juin 1940, la Lettonie s'était jointe volontairement à l'Union soviétique. Mais, le 23 août, à Riga, plusieurs milliers de personnes se réunissent au pied de la statue de la Liberté, y déposent des fleurs rouges et blanches, - symboles du drapeau de la Lettonie indépendante -, et observent une minute de silence à la police, mais elle est abondamment critiquée par la presse centrale soviétique, ainsi que la presse locale lituanienne. On s'efforce de justifier le pacte en arguant de la mauvaise volonté des Anglo-Français à l'époque. On dit que les manifestations sont inspirées par la C.I.A.. Et un historien lituanien déclare dans *Sovetskaya Litva* que les "clauses secrètes" ont été inventées de toutes pièces. Mais en Pologne, au mois d'octobre 1987, l'hebdomadaire *Zycie Literackie* (*La Vie Littéraire*) publie une série de dix articles sur le pacte de non-agression. Et, dans le neuvième de ces articles, le protocole secret du 23 août est reproduit intégralement, pour la première fois en Pologne depuis la guerre. Toutefois, l'auteur de ces articles,

membre du parti, se sent tenu de signaler que les Soviétiques ne reconnaissent pas l'authenticité de ce document. Le même mois, Gorbatchev fait un discours pour l'anniversaire de la Révolution d'Octobre 1917. Il parle de manière détaillée du pacte germano-soviétique de 1939, mais ne mentionne pas les protocoles secrets ... » (Un article de Guy DURANDIN (1916-2015), Les protocoles “annexes” du pacte germano-soviétique – Un secret entretenu pendant cinquante ans », *Historiens & géographes*, n° 382, mars 2003. Il est disponible sur le site « diploweb.com »)

● « Arrivé aux commandes de Schneider en 1981, Didier Pineau-Valencienne [Grand patron français, né en 1931, et qui participa principalement à la restructuration du groupe Empain-Schneider.] a remodelé en profondeur le groupe d'électrotechnique au cours du double septennat de François Mitterrand. Il analyse l'évolution des relations entre le politique et l'économique au cours de cette période, sur fond de mondialisation accélérée :

Que reprenez-vous d'abord des deux septennats de François Mitterrand ?

Son premier mérite a été de réconcilier les Français - et en particulier le peuple de gauche - avec l'entreprise. J'ai le sentiment que, au cours des deux septennats, les mentalités ont beaucoup changé à l'égard de l'entreprise. En particulier, cette « lutte des classes » qu'on trouvait encore chez de nombreux partenaires sociaux a eu tendance à disparaître. Un autre type de dialogue a pu s'établir. L'atmosphère des relations dans l'entreprise, surtout après 1985, s'est considérablement décrispée.

Comment définissez-vous ce nouveau dialogue ?

J'ai longtemps regretté, dans les relations syndicales, que chacun des acteurs joue son rôle de manière immuable. Nous sommes engagés aujourd'hui dans des rapports plus confiants, qui permettront, je l'espère, de préparer l'avenir plutôt que d'agir uniquement en se référant au passé.

Comment analysez-vous vos rapports de dirigeant d'entreprise avec le pouvoir politique ?

Lors de l'épisode Creusot-Loire (NDLR : la faillite de l'industrie lourde du groupe Empain), j'étais face au pouvoir politique de gauche; dans l'affaire Telemecanique, j'ai eu affaire à la gauche et à la droite, puisque c'était pendant la première cohabitation ! Dans les deux cas, j'ai constaté une grande incompréhension à l'égard de la mondialisation de l'économie et des regroupements nécessaires qu'il fallait engager.

Qu'est-ce qui n'a pas été compris ?

Je crois que c'est la nécessité de s'adapter à un monde en plein bouleversement offrant, à ceux qui savent se remettre en cause, de nouvelles opportunités. Si la France a aujourd'hui un nombre limité de leaderships mondiaux dans des secteurs déjà mondialisés, c'est parce que notre pays n'a pas été confronté à la concurrence mondiale de façon aussi manifeste que certains de nos voisins comme les Pays-Bas, la Belgique, l'Allemagne et l'Italie. Avec un niveau d'industrialisation comparable, ces derniers ont compris plus tôt que nous que, pour conserver leur niveau de vie actuel, il fallait s'adapter à des circonstances nouvelles. En France, l'ambiguïté subsiste et nos compatriotes ont du mal à comprendre que la ratification du traité de Maastricht comme la concurrence mondiale impliquent une évolution nécessaire des avantages acquis, dont certains ne sont plus adaptés.

Ces ambiguïtés manifestaient-elles chez le président un manque de sensibilité à l'économie ?

J'ai rencontré le président Mitterrand personnellement trois fois. Lorsqu'il m'a remis la légion d'honneur en 1983 ; au cours d'un voyage officiel au Maroc où nous avons construit un barrage ; et je l'ai rencontré personnellement à l'Elysée. Chaque fois, j'ai été frappé par sa capacité d'écoute, son intérêt pour mes sujets de préoccupation et son souci de les comprendre.

En ce qui concerne l'importance de la durée dans l'action politique et économique, pouvez-vous tracer des analogies entre vos deux trajectoires ?

Pour transformer les choses, il faut du temps. Beaucoup plus qu'on ne pense ! Du courage et de la volonté : je suis convaincu que le président Mitterrand avait ces caractéristiques. Ce qu'il y a de plus difficile, c'est de changer les mentalités. Beaucoup de transformations de l'industrie française se sont opérées pendant ces deux septennats. Elles avaient déjà été amorcées par le président Pompidou. Ensuite, la crise pétrolière a introduit une parenthèse dans cette évolution. En 1981, la croissance mondiale était revenue, mais nous avons pris du retard au début des années 80. Depuis 1983-1984, et surtout depuis 1986 avec l'Acte unique européen, on est entré dans la véritable transformation de l'industrie française et la France a rattrapé une grande partie du retard accumulé. Pas suffisamment, hélas ! Mais le président Mitterrand a contribué à ces évolutions qui nous permettent aujourd'hui d'être parmi les grands pays industrialisés.

L'Etat, sous Mitterrand, vous a-t-il paru très, voire trop interventionniste ?

Dans l'affaire Creusot-Loire, qui était très complexe, je pense que le politique l'a emporté sur l'économique. Je n'ai pas eu l'opportunité de m'en expliquer avec le président et je le regrette. Sur la Telemecanique, celui-ci n'a pas pris parti. M. Bérégovoy, lui, était opposé au rapprochement avec Merlin Gerin. Sur les sujets qui intéressent Schneider, je n'ai pas le sentiment que François Mitterrand se soit impliqué directement ; sauf au moment de l'acquisition de Square D aux Etats-Unis où il avait téléphoné personnellement au président Bush.

Dans le domaine des nominations de dirigeants de grandes entreprises, on a progressivement abouti à un certain équilibre, peut-être grâce aux périodes de cohabitation.

Sur un plan général, j'exprime un regret toutefois : je ne suis pas convaincu que le « ni-ni » ait été une bonne chose, car il a contribué à ralentir le rythme des privatisations. Et le « ni-ni » n'est peut-être pas étranger à l'incompréhension de la population française face à la nécessité de rentrer dans la concurrence mondiale. Les récents événements de décembre sont peut-être dus à cette ambiguïté.

Vous évoquez les vertus de la cohabitation...

Sans nier les difficultés de la cohabitation, celle-ci a permis de mieux se comprendre et de se respecter. Je trouve qu'on a gagné en démocratie dans la façon dont la Constitution a été, au fil des années, appliquée ; et en particulier durant ces périodes. De part et d'autre, il y a désormais un jeu politique plus calme, plus serein.

L'économie tire-t-elle parti de cet apaisement ?

En quinze ans, nous sommes passés d'un capitalisme très étroit à un capitalisme véritablement ouvert sur l'extérieur. Schneider illustre bien cette mutation. Aujourd'hui, un groupe comme le nôtre recherche ses capitaux dans le monde entier. Les règles du jeu franco-françaises ont tendance à disparaître au profit des règles du jeu mondial.

Mais la montée du chômage a accompagné cette évolution. L'Etat a-t-il failli à sa mission ?

Je suis profondément choqué qu'il y ait 12 % de chômage en France lorsque d'autres pays, qui ont suivi d'autres politiques, connaissent des taux de chômage beaucoup moins élevés; en particulier pour leur jeunesse. Le grand échec de ces quatorze ans, c'est que la jeunesse a été sacrifiée. Pourtant, le budget de l'éducation est l'un des plus élevés du monde. Cela veut dire qu'en matière de dépenses de formation nous avons une très mauvaise rentabilité de nos capitaux investis. Le président Mitterrand, du fait de ses convictions, en refusant la sélection, a contribué à freiner les évolutions nécessaires. C'est l'échec principal de ce double septennat, car la situation n'a cessé de se détériorer de 1981 à 1995.

C'est dire que le changement social ne suit pas le changement économique...

Nous sommes rentrés depuis 1985, grâce à l'Acte unique européen, dans une obligation de rigueur. Mais il a manqué quelques transformations radicales, sur le plan social et économique.

Et, sur un plan plus personnel, que dites-vous de l'homme Mitterrand ?

Comme l'a souligné le président Chirac, dans son très beau discours lundi soir, François Mitterrand était quelqu'un de très courageux et de très fidèle en amitié. Ce qui est pour moi une qualité humaine essentielle. » (Propos recueillis par Xavier Debontribe et Emile Favard - article du magazine « Les Echos » publié le 10 janv. 1996 ; consulté début 2020 : <https://www.lesechos.fr/1996/01/pineau-valencienne-il-a-reconcilie-les-francais-avec-lentreprise-827399>) ;

- En France, Médecins aux pieds nus (MAPN) est le nom d'une fédération humanitaire apolitique créée en 1987 par le docteur Jean-Pierre Willem. Pour lui, l'aide humanitaire doit fournir un accès à la santé en utilisant les connaissances traditionnelles locales. L'association regroupe des structures légères constituées de volontaires réalisant des jardins médicinaux ; ils ont reçu une formation de phyto-aromathérapie, qui les rend aptes à faire des préparations (sirops et huiles essentielles). Jean-Pierre Willem a choisi l'appellation *Médecins aux pieds nus* en référence, aux praticiens de santé chinois et pour la symbolique du dénue-ment ... ;

- CADIÈRE Guy-Bernard et MUKWEGE Denis, *Réparer les femmes – Un combat contre la barbarie*, Mardaga 2019 : « Denis, élève brillant, travaille dur pour un jour étudier la médecine. En 1978, il quitte la région pour étudier à Bujumbura, la capitale du Burundi. Ce petit pays, voisin du Congo, est plus proche du Kivu que Kinshasa. Le Burundi sort alors tout juste d'un massacre survenu deux ans auparavant, un affrontement violent entre deux ethnies, les Hutus et les Tutsis. Denis est alors loin de s'imaginer que ces conflits marqueront sa carrière future. [...]

Dr Mukwege : « En 1983, après mes études à Bujumbura, je suis retourné au Congo pour exercer à l'hôpital de Lemera. De nombreuses femmes venaient nous voir. Elles accouchaient, elles saignaient abondamment, parfois jusqu'à en perdre la vie. J'ai donc décidé de me spécialiser en gynécologie-obstétrique pour lutter contre la mortalité maternelle. [...] J'ai donc vendu tout ce que je possédais, tout ce que l'on avait acquis pendant ma première année de médecin à Lemera : les meubles, la radio, le frigo. J'ai pu récolter 2 000 dollars, et pratiquement la moitié a été investie dans le seul billet d'avion pour l'Europe. [...] Il n'y avait pas d'Africains à Angers à l'époque. Du coup, un

jour, répondant à une annonce, j'ai décidé de prendre les devants. J'ai déclaré au téléphone : « Vous savez, monsieur, je suis Noir ... » Il m'a répondu : « Oui, et alors ? » [...] Né à Bruxelles en 1956, Guyber a grandi dans un milieu totalement différent de celui de Denis Mukwege, voire opposé. Ses opinions sont solidement ancrées dans l'athéisme et la laïcité, et son adolescence a été marquée par le militantisme de gauche. Loin de la vie austère du fils de pasteur africain.

Dr Cadière : « J'étudiais la médecine à l'ULB, l'Université libre de Bruxelles. Dans les années 1970, elle était extrêmement politisée, très à gauche, le drapeau nord-vietnamien flottait sur le campus ! J'étais un militant des jeunes maoïstes. Ma future épouse, congolaise, qui étudiait dans la même promotion que moi mais que je ne connaissais pas encore, était liée à un mouvement qui se réclamait de Malcolm X et Angela Davis. C'était l'esprit de l'époque ! » De nationalité française par ses parents, Guyber doit effectuer son service militaire. Réfractaire, il est déclaré déserteur et doit fuir l'Europe occidentale. Son voyage commence par la Chine. [...]

Dr Cadière : « Je suis arrivé à Bujumbura deux ans après un violent conflit entre Hutus et Tutsis qui avait donné lieu à des massacres. Le lac Tanganyika était tout proche et je me souviens que l'on nous disait d'être prudents car il y avait un endroit infesté de crocodiles. Plus tard, j'ai appris que le coin avait été envahi parce qu'on y avait jeté les cadavres des victimes. [...] Après ma brève expérience en Chine au lendemain de la mort de Mao, où tout le monde, hommes et femmes, portait le même costume foncé avec le fameux col, mon premier contact avec l'Afrique m'a offert un véritable bouquet de sensualité : sourires, gentillesse, couleurs, soleil, humanité ! » (pages 19/ 21 ; 36/ 38) ;

● « Un parc du Pléistocène, réserve naturelle et d'étude scientifique à 5 km environ de la ville de Tcherski (Yakoutie), a été créée en Sibérie. Elle accueille tout au long de l'année des spécialistes du pergélisol et des chercheurs en écologie, climatologie, biologie arctique, hydrologie, géophysique, physique atmosphérique, etc. L'objectif du parc est de restaurer des paysages et écosystèmes évoquant autant que possible ceux de la dernière période glaciaire, quand les écosystèmes steppiques étaient les écosystèmes dominants sur la planète, autrefois « caractérisés par une forte densité d'animaux, une végétation herbacée riche et des taux élevés de cyclage biogéochimique ». Selon le chercheur russe Sergey ZIMOV (né en 1955), cofondateur du parc, la toundra sibérienne actuelle est un écosystème très peu productif, parce qu'il résulte de la dégradation de l'écosystème steppique par l'action de l'homme, lequel a fait disparaître les grands herbivores (dont le célèbre mammoth) et les carnivores associés. « Une analyse des os recueillis dans le nord de la Sibérie a permis aux scientifiques de calculer que la biomasse animale, même dans les périodes les

plus froides du nord, y atteignait 10 tonnes/km² et que la moyenne par kilomètre carré de pâturage comprenait un mammouth, cinq bisons, six chevaux, et 10 rennes. Le nombre d'animaux dans les steppes du sud ou les steppes humides était significativement plus élevé que dans le nord » Ainsi la restauration de ces steppes en lieu et place de la toundra pourrait contribuer à restaurer un puits de carbone et donc lutter contre la fonte du permafrost sibérien. Elle est basée sur la réintroduction d'animaux, qui a commencé en 1988. Selon son site internet en 2016, le parc du Pléistocène se compose d'une zone close de 16 km² qui abrite 8 espèces herbivores majeures : bison européen, bœuf musqué, orignal, chevaux yakoutes, renne, moutons, yacks, vaches kalmouks ... » (merci WIKI)

On peut voir ce reportage sur Arte TV (samedi soir) ou sur le net : vidéo de Barbara Lohr, « Sibérie – Les aventuriers de l'Âge perdu », 36 minutes, 2017 ; <https://www.arte.tv/fr/videos/078777-000-A/siberie-les-aventuriers-de-l-age-perdu> ; et un aperçu du parc : <https://pleistocenepark.ru> ...

- C'est à Orgreave qu'ont lieu les combats les plus importants entre des milliers de mineurs et de policiers. On y dénombre plus d'une centaine de blessés : « Orgreave était une cokerie du nord-est du pays ravitaillant l'aciérie géante de Scunthorpe. Le débrayage de ce site était l'un des enjeux clé du NUM, le syndicat des mineurs, dans le but de « paralyser tout mouvement de charbon ». Mais alors que, jusque-là, Thatcher avait évité tout affrontement avec les piquets de grève volants des mineurs, elle choisit Orgreave pour tenter de leur infliger un premier revers. Le leader du NUM, Arthur Scargill, avait pour sa part donné l'objectif de réitérer à Orgreave ce qui avait réussi lors de la grève de 1972, lorsque les mineurs avaient fait reculer la police avant de remporter la victoire. Seulement en 1972, à Saltley, l'épreuve de force avait suscité un mouvement de grèves sauvages autour du dépôt, dans le bassin métallurgique de Birmingham. Des milliers de métallos s'étaient joints aux mineurs face à la police. À Orgreave, un site perdu dans la campagne et loin de toute concentration industrielle, rien de tel ne pouvait arriver, d'autant que rien n'avait été organisé par le NUM pour tenter de convaincre d'autres travailleurs de se joindre aux mineurs. En fait, 5 à 6 000 "piquets volants" de mineurs firent face, seuls, à une force de police au moins équivalente, équipée et préparée pour le combat. Et ce fut finalement la police qui fit reculer les mineurs après de violents affrontements qui firent plus d'une centaine de blessés parmi les grévistes. » (Eugénie Barbezat, 2014)

La photo de John Harris prend en flagrant délit un policier attaquant Lesley Boulton, une militante de Sheffield, alors qu'elle appelait une ambulance pour secourir un manifestant blessé. Cette image devint un symbole de la lutte et fut reproduite sur des cartes postales, des affiches et des

journaux engagés. Voir notamment la page 149 du puissant objet graphique de McQUISTON Liz, Rébellion ! – Histoire mondiale de l’art contestataire, Seuil 2020. Cet ouvrage, avec son ouverture salutaire sur le domaine anglo-saxon, en se penchant sur le passé inspire le présent ;

● HAITZINGER Horst, Globetrottel – Karikaturen zur Umwelt, Bruckmann München 1989 : « Né en 1939, il a commencé sa formation artistique en étudiant le graphisme à l’école d’art de Linz, sur le Danube, puis à l’Académie des Beaux-Arts de Munich. En 1958, il publie ses premières caricatures politiques dans la revue « Simplicissimus » [*Simplicissimus*, hebdomadaire satirique créé à Munich par Albert Langen et Thomas Theodor Heine en 1896, ayant paru jusqu’en 1944, puis de 1954 à 1964. Ses cibles favorites étaient les militaires prussiens, la colonisation, l’Église et les divisions sociales allemandes entre riches et pauvres. En 1898, le Kaiser Guillaume II n’apprécia pas du tout sa caricature et censura la revue. Heine fit un an de prison et Albert Langen, l’éditeur, passa cinq années d’exil en Suisse et fut condamné à une amende 30 000 goldmarks. La République de Weimar marqua un nouvel apogée. À l’arrivée des Nazis au pouvoir, Theodor Heine dut s’exiler en Suède et, après quelques mois d’interdiction, la revue épousa la politique du IIIe Reich avec le concours de la plupart des dessinateurs. Un panorama complet, conçu par la bibliothèque de Weimar, de l’ensemble de la revue peut être consulté grâce, en particulier, à un index exhaustif : <http://www.simplicissimus.info/index.php?id=5>]. Il exerça ensuite pour de nombreux journaux et magazines connus. Ses peintures à l’huile ainsi que ses caricatures politiques sont présentées lors de nombreuses expositions en Suisse et à l’étranger. Voir sa galerie sur <http://www.horst-haitzinger.de/#/> ;